

Environnement Canada

2014-2015

Rapport sur les plans et les priorités

L'honorable Leona Aglukkaq, C.P., députée
Ministre de l'Environnement

Rapport sur les plans et les priorités 2014-2015

Publié aussi en anglais sous le titre :
Report on Plans and Priorities 2014–15

No de cat.: En1-49/2014F-PDF
ISSN : 2292-5694

Le contenu de cette publication ou de ce produit peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins personnelles ou publiques mais non commerciales, sans frais ni autre permission, à moins d'avis contraire.

On demande seulement :

- de faire preuve de diligence raisonnable en assurant l'exactitude du matériel reproduit;
- d'indiquer le titre complet du matériel reproduit et l'organisation qui en est l'auteur;
- d'indiquer que la reproduction est une copie d'un document officiel publié par le gouvernement du Canada et que la reproduction n'a pas été faite en association avec le gouvernement du Canada ni avec l'appui de celui-ci.

La reproduction et la distribution à des fins commerciales est interdite, sauf avec la permission écrite de l'administrateur des droits d'auteur de la Couronne du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux (TPSGC). Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec TPSGC au 613-996-6886 ou à droitdauteur.copyright@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Environnement, 2014.

Also available in English

BUDGET DES DÉPENSES 2014-2015

PARTIE III – Plans de dépenses des ministères : Rapports sur les plans et les priorités

Objet

Le Rapport sur les plans et les priorités (RPP) est le plan de dépenses individuel de chaque ministère et organisme. Ces rapports renferment un niveau de détails accru sur une période de trois ans quant aux principales priorités d'une organisation par résultat stratégique, programme et résultat prévu ou attendu, y compris des liens vers les besoins en ressources présentés dans le Budget principal des dépenses. De concert avec le Budget principal des dépenses, le Rapport sur les plans et les priorités fournit aux députés des renseignements sur les dépenses prévues des ministères et des organisations, et appuie l'examen des projets de loi de crédits qu'effectue le Parlement. Les rapports sur les plans et les priorités sont habituellement déposés peu de temps après le Budget principal des dépenses par le président du Conseil du Trésor.

Documents relatifs au Budget des dépenses

Le Budget des dépenses est composé de trois parties :

Partie I – Le Plan de dépenses du gouvernement donne un aperçu des besoins du gouvernement et présente les modifications apportées aux dépenses prévues par rapport aux exercices précédents.

Partie II – Le Budget principal des dépenses appuie directement la loi de crédits. Il renferme des renseignements détaillés au sujet des plans de dépenses et des autorisations demandées par chaque organisme fédéral.

En vertu du *Règlement de la Chambre des communes*, les parties I et II doivent être déposées au plus tard le 1^{er} mars.

Partie III – Les plans de dépenses des ministères comportent deux composantes :

- Le Rapport sur les plans et les priorités (RPP)
- Le Rapport ministériel sur le rendement (RMR)

Le Rapport ministériel sur le rendement est un compte rendu individuel des résultats obtenus par les ministères et les organismes par rapport aux attentes de rendement prévues dans leurs Rapports sur les plans et les priorités respectifs.

Les Rapports ministériels sur le rendement de l'exercice complet le plus récent sont déposés à l'automne par le président du Conseil du Trésor.

Le budget supplémentaire des dépenses appuie les lois de crédits présentées plus tard au cours de l'exercice. Le budget supplémentaire des dépenses présente de l'information sur les besoins de dépenses qui n'étaient pas suffisamment définis pour être inclus dans le budget principal ou qui ont ultérieurement été précisés afin de tenir compte de l'évolution de programmes et de services en particulier. Le budget supplémentaire des dépenses renferme également de l'information sur les modifications apportées aux prévisions de dépenses des principaux postes législatifs, ainsi qu'aux postes

comme les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions.

Pour plus de renseignements sur le Budget des dépenses, veuillez consulter le [site Internet du Secrétariat du Conseil du Trésor](#).¹

Liens avec le Budget des dépenses

Tel qu'il est indiqué plus haut, les Rapports sur les plans et les priorités font partie de la Partie III du Budget des dépenses. Alors que la Partie II met l'accent sur l'aspect financier du Budget des dépenses, la Partie III met l'accent sur les renseignements financiers et non financiers sur le rendement, tant du point de vue de la planification et des priorités (RPP) que de la perspective des réalisations et des résultats (RMR).

La Structure de gestion des ressources et des résultats (SGRR) établit une structure de présentation de l'information financière dans le Budget des dépenses et dans les rapports au Parlement par l'intermédiaire des Rapports sur les plans et les priorités et des Rapports ministériels sur le rendement. Pour la présentation des dépenses prévues, les Rapports sur les plans et les priorités s'appuient sur le Budget des dépenses comme source fondamentale d'information financière.

Les dépenses présentées dans le Budget principal sont fondées sur la Mise à jour annuelle des niveaux de référence qui est préparée à l'automne. En comparaison, les dépenses prévues se trouvant dans les Rapports sur les plans et les priorités incluent le Budget principal ainsi que tout autre montant approuvé dans le cadre d'une présentation au Conseil du Trésor au plus tard le 1^{er} février (voir la section Définitions). Ce réajustement des données financières permet un portrait plus à jour des dépenses prévues par programme.

Changements à la présentation du Rapport sur les plans et les priorités

Plusieurs modifications ont été apportées à la présentation du Rapport sur les plans et les priorités en partie pour répondre à un certain nombre de demandes – des Comités permanents de la Chambre des communes : Comptes publics (PACP – [Rapport 15ⁱⁱ](#)) en 2010, et Opérations gouvernementales et prévisions budgétaires (OGGO – [Rapport 7ⁱⁱⁱ](#)) en 2012 – de fournir des renseignements financiers et non financiers plus détaillés sur le rendement des programmes au sein des Rapports sur les plans et les priorités et des Rapports ministériels sur le rendement, afin de faciliter leur étude en appui à l'approbation des crédits.

- Dans la Section II, les renseignements financiers, sur les ressources humaines et sur le rendement sont désormais présentés aux niveaux des programmes et les sous-programmes pour davantage de précision.
- La présentation générale et la terminologie du Rapport sur les plans et les priorités ont été revues pour plus de clarté et de cohérence.
- D'autres efforts visaient à rendre le rapport plus compréhensible et davantage axé sur les renseignements budgétaires, afin de renforcer son alignement avec le Budget principal.

Comment lire ce document

Les Rapports sur les plans et les priorités sont divisés en quatre sections :

Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation

La Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation donne un aperçu général au lecteur. Elle fournit une description de l'objectif de l'organisation, ainsi que des renseignements de base sur les ressources financières et humaines. Cette section s'ouvre avec le nouveau Profil organisationnel, qui affiche des renseignements généraux sur le Ministère, tels que les noms du ministre et de l'administrateur général, le portefeuille ministériel, l'année de création du Ministère et les principales autorités législatives. Cette sous-section est suivie d'une nouvelle sous-section s'intitulant Contexte organisationnel, qui inclut la *Raison d'être*, les Responsabilités, les Résultats stratégiques et l'Architecture d'alignement des programmes, les Priorités organisationnelles et l'Analyse des risques. Cette section se termine avec les Dépenses prévues, l'Harmonisation avec les résultats du gouvernement du Canada, le Budget des dépenses par crédits votés et la Contribution à la Stratégie fédérale du développement durable. Il convient de noter que cette section ne présente aucun renseignement non financier sur le rendement des programmes (voir la Section II).

Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique

Cette section fournit des renseignements financiers et non financiers détaillés sur le rendement des résultats stratégiques, des programmes et des sous-programmes. Elle permet au lecteur d'en apprendre davantage sur les programmes en lisant leur description respective ainsi que le récit intitulé « Faits saillants de la planification ». Ce récit relate les principaux services et les principales initiatives qui permettent de réaliser les plans et les priorités tels qu'ils sont présentés dans la Section I; il décrit également comment les renseignements sur le rendement soutiennent le résultat stratégique du Ministère ou un programme connexe.

Section III : Renseignements supplémentaires

Cette section fournit des renseignements nécessaires aux plans et aux priorités ministériels. Dans cette section, le lecteur trouvera l'état des résultats prospectif et un lien vers les tableaux de renseignements supplémentaires concernant les paiements de transfert, l'écologisation des opérations gouvernementales, la vérification interne et les évaluations, les initiatives horizontales, les frais d'utilisation, les grands projets de l'État et les projets de transformation, et le financement pluriannuel initial, le cas échéant pour chaque organisme. Le lecteur trouvera également un lien vers les Dépenses fiscales et évaluations, publié annuellement par le ministre des Finances, qui fournit des estimations et des projections des répercussions sur les revenus, de mesures fiscales fédérales permettant de réaliser les priorités économiques et sociales du gouvernement du Canada.

Section IV : Coordonnées de l'organisation

Dans cette dernière section, le lecteur aura accès aux coordonnées de l'organisation.

Définitions

Affectation de crédit

Toute autorisation du Parlement de verser une somme d'argent à même le Trésor.

Architecture d'alignement des programmes

Inventaire structuré de tous les programmes entrepris par un ministère. Les programmes sont hiérarchisés de manière à mettre en lumière les relations logiques entre eux et les résultats stratégiques auxquels ces programmes contribuent.

Cadre pangouvernemental

Un cadre établissant les liens entre les contributions financières et non financières des organisations fédérales qui reçoivent des crédits par l'alignement de leurs Programmes avec un ensemble de grands secteurs de résultats définis pour le gouvernement dans son ensemble.

Dépenses budgétaires versus non budgétaires

Dépenses budgétaires – dépenses de fonctionnement et de capital; paiements de transfert à d'autres paliers gouvernementaux, organisations ou individus; et paiements aux sociétés d'État.

Dépenses non budgétaires – Les dépenses nettes et les recettes provenant de prêts, placements et avances, qui changent la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Dépenses prévues

Aux fins du Rapport sur les plans et les priorités, les dépenses prévues réfèrent aux montants pour lesquels une présentation au Conseil du Trésor a été approuvée au plus tard le 1^{er} février 2014. Cette date butoir est différente du processus du Budget principal des dépenses. Par conséquent, les dépenses prévues peuvent inclure des montants supplémentaires aux niveaux de dépenses prévues inscrits dans le Budget principal des dépenses de 2014-2015.

Équivalent temps plein (ETP)

Un indicateur de la mesure dans laquelle un employé représente une charge complète de personne-année dans un budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés selon un taux d'heures de travail assignées en relation aux heures normales de travail. Les heures normales de travail sont établies dans les conventions collectives.

Programme

Groupe d'activités connexes conçues et gérées de manière à répondre à un besoin particulier du public et souvent traitées comme une unité budgétaire.

Programme temporisé

Programme ayant une durée fixe et dont le financement ou l'autorisation politique n'est pas permanent. Lorsqu'un programme arrive à échéance, une décision doit être prise quant à son maintien. (Dans le cas d'un renouvellement, la décision précise la portée, le niveau de financement et la durée.)

Résultat attendu

Se dit d'un résultat qu'un programme est censé produire.

Résultats du gouvernement du Canada

Un ensemble d'objectifs de haut niveau définis pour le gouvernement en entier.

Résultat stratégique

Un résultat stratégique est un avantage durable à long terme pour la population canadienne, qui découle du mandat, de la vision et des fonctions essentielles d'un ministère.

Secteurs de dépenses

Catégories de dépenses du gouvernement du Canada. Il y a quatre secteurs de dépenses^{IV} (affaires sociales, affaires économiques, affaires internationales et affaires gouvernementales) comprenant chacun entre trois et cinq résultats du gouvernement du Canada.

Structure de gestion des ressources et des résultats (SGRR)

Une approche et une structure communes pour la collecte, la gestion et le rapport des renseignements financiers et non financiers sur le rendement.

Une Structure de gestion des ressources et des résultats fournit de l'information détaillée sur tous les programmes ministériels (par exemple : les coûts du programme, les résultats attendus et leurs cibles associées, comment ils s'harmonisent avec les priorités du gouvernement et les résultats escomptés, etc.) et établit la même structure à la fois pour la prise de décisions interne et la responsabilisation externe.

Table des matières

Message de la ministre	1
Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation.....	3
Profil organisationnel	3
Contexte organisationnel	4
Raison d'être.....	4
Responsabilités	4
Priorités organisationnelles	8
Analyse des risques	10
Dépenses prévues	12
Harmonisation avec les résultats du gouvernement du Canada	16
Tendance relative aux dépenses ministérielles	17
Budget des dépenses par crédits votés	18
Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD)	19
Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique	20
Résultat stratégique 1 : L'environnement naturel du Canada est conservé et restauré pour les générations actuelles et futures.....	20
Programme 1.1 : Biodiversité – Espèces sauvages et habitats	20
Sous-programme 1.1.1 : Politiques et priorités sur la biodiversité	22
Sous-programme 1.1.2 : Espèces en péril	23
Sous-programme 1.1.3 : Oiseaux migrateurs	26
Sous-programme 1.1.4 : Conservation des habitats fauniques.....	27
Programme 1.2 : Ressources en eau	29
Sous-programme 1.2.1 : Qualité de l'eau et santé des écosystèmes aquatiques	30
Sous-programme 1.2.2 : Gestion et utilisation des ressources en eau.....	32
Sous-programme 1.2.3 : Services et relevés hydrologiques	33
Programme 1.3 : Écosystèmes durables	35
Sous-programme 1.3.1 : Rapports et indicateurs de durabilité	36
Sous-programme 1.3.2 : Évaluation et approches axées sur les écosystèmes.....	37
Sous-programme 1.3.3 : Mobilisation communautaire	39
Programme 1.4 : Promotion de la conformité et application de la loi – Faune	42
Résultat stratégique 2 : La population canadienne est équipée pour prendre des décisions éclairées quant aux conditions changeantes du temps, de l'eau et du climat.....	43
Programme 2.1 : Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	44

Sous-programme 2.1.1 : Observations, prévisions et avertissements météorologiques	45
Sous-programme 2.1.3 : Information, prévisions et outils climatologiques	48
Sous-programme 2.2.1 : Services météorologiques pour la navigation aérienne.....	52
Sous-programme 2.2.2 : Services météorologiques et des glaces pour la navigation maritime	53
Sous-programme 2.2.3 : Services météorologiques pour les opérations militaires	54
Résultat stratégique 3 : Les menaces que représente la pollution pour les Canadiens ainsi que pour leur environnement sont minimisées.	57
Programme 3.1 : Gestion des substances et des déchets	57
Sous-programme 3.1.1 : Gestion des substances	59
Sous-programme 3.1.2 : Gestion des effluents	61
Sous-programme 3.1.3 : Pollution marine	63
Sous-programme 3.1.5 : Sites contaminés.....	66
Programme 3.2 : Changements climatiques et qualité de l'air	67
Sous-programme 3.2.1 : Programme de réglementation sur les changements climatiques et la qualité de l'air	69
Sous-programme 3.2.2 : Partenariats internationaux sur les changements climatiques et la qualité de l'air	71
Sous-programme 3.2.3 : Technologie environnementale.....	73
Programme 3.3 : Promotion de la conformité et application de la loi – Pollution	75
Section III: Renseignements supplémentaires.....	79
État des résultats prospectif.....	79
Liste des tableaux de renseignements supplémentaires.....	80
Rapport sur les dépenses fiscales et les évaluations	80
Section IV : Coordonnées de l'organisation	81
Notes de fin de document	82



Message de la ministre



Je suis heureuse de vous présenter le *Rapport sur les plans et priorités de 2014-2015* d'Environnement Canada. Le présent rapport décrit les priorités et les mesures prévues dans le cadre d'une vaste gamme d'initiatives environnementales afin de s'assurer que les Canadiens puissent profiter d'un environnement **propre, sécuritaire et durable**, tout en appuyant la prospérité économique.

En 2014-2015, nous continuerons d'appuyer les **efforts d'atténuation des changements climatiques** à l'échelle internationale en prenant part à la

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et au Forum des grandes puissances économiques sur l'énergie et le climat, ainsi qu'en assumant la présidence du Conseil de l'Arctique et notre rôle de premier plan au sein de la Coalition pour le climat et l'air pur dont le but est de réduire les polluants de courte durée de vie ayant un effet sur le climat. Sur le plan national, nous continuerons de favoriser une approche de réglementation sectorielle pour réduire les émissions de gaz à effet de serre en renforçant les mesures déjà mises en place pour deux des principales sources d'émissions au Canada. Dans le cadre de la mesure d'action collective entreprise par les gouvernements, les consommateurs et l'industrie, les émissions de gaz à effet de serre du Canada en 2020 devraient avoir diminué de 128 mégatonnes selon un scénario dans lequel les gouvernements ne prennent aucune mesure. Cela équivaut à fermer 37 usines de production d'électricité à partir du charbon. Depuis 2005, les émissions canadiennes de gaz à effet de serre ont diminué de 4,8 %, alors que l'économie a enregistré une croissance de 8,4 %.

Notre gouvernement continuera d'appuyer Environnement Canada dans ses démarches à offrir aux Canadiens des **services météorologiques de haute qualité**. Notre soutien permettra à Environnement Canada d'étendre et améliorer notre système d'avertissement de temps violent, de même que notre cote air santé en mettant l'accent sur les communautés du Nord et les effets des émissions provenant de la fumée des feux irréprimés. L'amélioration et la modernisation continues de l'infrastructure météorologique nous permettront de fournir plus facilement les principaux renseignements aux Canadiens et aux secteurs économiques qui sont affectés par les conditions météorologiques. L'amélioration permettra de continuer à produire et à diffuser de nouvelles données sur les changements et la variabilité climatiques afin de faciliter les efforts d'atténuation et d'adaptation.

Pour **protéger et conserver la faune et l'habitat**, notre gouvernement lancera un plan de conservation national afin d'augmenter la superficie des aires protégées, en se concentrant sur une meilleure protection des aires marines et côtières. La **protection de nos ressources en eau** demeure une priorité. Par l'intermédiaire des initiatives régionales ciblées et celles axées sur l'écosystème, telles que les initiatives entreprises dans les Grands Lacs, le bassin du lac Winnipeg, le lac Simcoe, le sud-est de la baie Georgienne et le bassin du fleuve Saint-Laurent, ainsi qu'en entreprenant des activités de surveillance et de recherche sur la qualité et la quantité de l'eau, le Ministère poursuivra ses efforts permettant de maintenir les ressources en eau et les écosystèmes aquatiques du Canada.

L'exécution continue de notre **Plan de gestion des produits chimiques** et la collaboration avec les provinces et les partenaires nationaux en vue de mettre en œuvre le **système national de gestion de la qualité de l'air** font aussi partie de nos priorités pour la prochaine année et ultérieurement. De plus, en élaborant et en appliquant des **règlements de calibre mondial**, y compris les modifications apportées au *Règlement sur les urgences environnementales* afin d'y ajouter des substances et d'améliorer les exigences relatives aux efforts de prévention, de préparation, d'intervention et de rétablissement auxquelles doivent se conformer l'industrie, nous continuons de travailler pour atteindre un environnement propre, sécuritaire et durable.

Ces initiatives représentent une petite partie des efforts déployés par mon ministère. Il est important de noter que l'**excellence scientifique** d'Environnement Canada continuera d'éclairer nos décisions et opérations, et nous continuerons de favoriser des **relations et des partenariats de collaboration** afin d'atteindre nos objectifs environnementaux. Je vous invite à prendre le temps de lire le présent rapport et de vous renseigner davantage sur ces efforts.

(original signé par)

L'honorable Leona Aglukkaq, C.P., députée
Ministre de l'Environnement

Section I : Vue d'ensemble des dépenses de l'organisation

Profil organisationnel

Ministre : L'honorable Leona Aglukkaq, C.P., députée

Administrateur général : Bob Hamilton

Portefeuille ministériel : Environnement Canada

Année de création : 1971

Principales autorités législatives :

- Loi sur le ministère de l'Environnement^v
- Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)^{vii}
- Loi sur les espèces en péril^{viii}
- Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux^{viii}
- Loi sur les ressources en eau du Canada^{ix}
- Loi de 1921 pour le contrôle du lac des Bois^x
- Loi sur les renseignements en matière de modification du temps^{xi}
- Loi sur les pêches^{xii} (administration des dispositions sur la prévention de la pollution)
- Loi sur la protection de l'environnement en Antarctique^{xiii}
- Loi de 1994 sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs^{xiv}
- Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial^{xv}
- Loi sur les espèces sauvages au Canada^{xvi}
- Loi fédérale sur le développement durable^{xvii}
- Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012)^{xviii}
- Loi sur les pénalités administratives en matière d'environnement^{xix}
- Loi sur la semaine de la protection de la faune^{xx}

Autre :

Environnement Canada jouit d'une longue histoire. Environnement Canada a été créé en 1971. Cependant, certaines de ses organisations ont été mises sur pied bien avant, telles que le Service canadien de la faune, créé en 1947, la Division des relevés hydrologiques du Canada, créée en 1908, et le Service météorologique du Canada, créé en 1871.

Environnement Canada compte des effectifs nationaux. Environ 60 % des effectifs du Ministère se trouvent en dehors de la région de la capitale nationale. Les employés du Ministère travaillent partout au Canada, d'Iqaluit à Burlington et de Vancouver à St. John's, œuvrant dans des bureaux et laboratoires régionaux, des réserves fauniques naturelles et des stations météorologiques.

Environnement Canada est un ministère à vocation scientifique. La science est à la base du travail du Ministère. Elle est au cœur de la capacité d'Environnement Canada à réaliser son mandat et à respecter ses obligations législatives. Le Ministère dirige une vaste gamme d'activités de surveillance de l'environnement, de recherche et d'autres activités scientifiques dans des domaines tels que les sciences de l'atmosphère, la météorologie, la physique, la biologie, la chimie, la toxicologie, l'hydrologie, l'écologie, l'ingénierie et l'informatique. Les renseignements et les connaissances sont utilisés pour éclairer les programmes, politiques et services ministériels. Les connaissances sont recueillies et diffusées afin d'appuyer la prise de décisions informées et d'encourager l'innovation. En 2014-2015, Environnement Canada lancera une nouvelle Stratégie scientifique qui racontera l'histoire du Ministère et fournira l'orientation et les consignes nécessaires pour garantir que ses travaux scientifiques continuent d'être orientés vers les priorités environnementales nationales au cours des prochaines années.

Environnement Canada collabore avec de nombreux partenaires. Les enjeux environnementaux ont de vastes répercussions sur les décisions sociales et économiques. Environnement Canada collabore avec de nombreux partenaires, notamment d'autres ministères fédéraux, des gouvernements provinciaux, territoriaux et autochtones, les gouvernements d'autres nations, des institutions universitaires, des organisations non gouvernementales engagées dans le domaine de l'environnement et des organisations internationales. Cette collaboration stimule les efforts que déploient tous les partenaires pour assurer la préservation d'un environnement propre, sécuritaire et durable et atteindre les résultats environnementaux prévus.

Environnement Canada s'engage à fonctionner à titre d'organisme de réglementation de calibre mondial. En tant qu'important organisme de réglementation du gouvernement fédéral, Environnement Canada fonctionne au sein du vaste système de réglementation fédéral axé sur le rendement, élaborant un vaste éventail de règlements destinés à protéger la population canadienne et son environnement, encourageant le respect de ces règlements et assurant leur application. Environnement Canada s'est engagé à offrir un système réglementaire fondé sur des preuves, efficace, efficient, transparent et adaptable.

Contexte organisationnel

Raison d'être

Environnement Canada est le ministère fédéral responsable d'un vaste éventail de questions environnementales qui affectent la population canadienne. Le Ministère joue également un rôle d'intendance dans la réalisation et le maintien d'un environnement propre, sécuritaire et durable. Environnement Canada aborde les enjeux par la surveillance, la recherche, l'élaboration de politiques, la prestation de services à la population canadienne, la réglementation, l'application des lois environnementales, l'avancement des technologies propres et des partenariats stratégiques. Les programmes du Ministère sont axés sur **un environnement propre**, en minimisant les menaces que représente la pollution pour la population canadienne ainsi que pour son environnement; **un environnement sécuritaire**, en dotant la population canadienne des outils nécessaires à la prise de décisions éclairées quant aux conditions changeantes du temps, de l'eau et du climat; et **un environnement durable**, en préservant et en restaurant l'environnement naturel du Canada. L'orientation du programme du Ministère reflète l'interdépendance de plus en plus évidente entre la durabilité de l'environnement et le bien-être économique.

Responsabilités

Un certain nombre de lois et de règlements confèrent à Environnement Canada son mandat et lui permettent d'exécuter ses programmes. Aux termes de la *Loi sur le ministère de l'Environnement*, les pouvoirs, les tâches et les fonctions du ministre de l'Environnement s'étendent aux domaines suivants :

- la conservation et l'amélioration de la qualité de l'environnement naturel, notamment celle de l'eau, de l'air et du sol, et la coordination des politiques et programmes pertinents du gouvernement du Canada;
- les ressources naturelles renouvelables, notamment les oiseaux migrateurs et la flore et la faune sauvages en général;
- la météorologie;
- l'application des règles et règlements institués.

Outre les pouvoirs que lui confère la *Loi sur le ministère de l'Environnement*, la ministre de l'Environnement exerce des pouvoirs supplémentaires prévus par d'autres *lois et règlements*^{xxi}, notamment, mais sans s'y limiter, la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (1999) (LCPE, 1999), la *Loi fédérale sur le développement durable*, et plusieurs autres mesures législatives visant la protection de la biodiversité et de l'eau ainsi que l'application des lois et règlements environnementaux (p. ex. la *Loi sur les espèces en péril*).

Le Ministère est un partenaire important pour d'autres ministères fédéraux (y compris ses partenaires ministériels de portefeuille, l'Agence canadienne d'évaluation environnementale et Parcs Canada), lorsque des lois lui confèrent des responsabilités secondaires ou partagées pour exécuter avec succès les mandats d'autres ministères fédéraux. En vertu de la LCPE (1999), Environnement Canada fournit par exemple des renseignements et des analyses à d'autres (au titre d'autorité fédérale) afin d'appuyer des évaluations environnementales solides. Parmi ces autres lois, on compte, la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques* (Transports Canada, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, Ressources naturelles Canada), la *Loi sur la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable* (Ressources naturelles Canada) et la *Loi sur les pêches* (Pêches et Océans Canada).

Résultats stratégiques et Architecture d'alignement des programmes

Environnement Canada remplit son mandat en faisant la promotion de trois résultats stratégiques, chacun contribuant au résultat du gouvernement du Canada pour un environnement propre, sécuritaire et durable. Neuf programmes et 26 sous-programmes sont alignés afin de faciliter la réalisation des trois résultats stratégiques du Ministère. Ensemble, les résultats stratégiques, programmes et sous-programmes permettent d'accomplir des progrès lors de l'exécution du mandat d'intendance du Ministère; c'est-à-dire, assurer un environnement propre, sécuritaire et durable. Les résultats stratégiques, programmes et sous-programmes et les services internes du Ministère pour 2014-2015 sont présentés ci-dessous.

Résultat stratégique 1 : L'environnement naturel du Canada est conservé et restauré pour les générations actuelles et futures.

Programme 1.1 : Biodiversité – Espèces sauvages et habitats

Sous-programme 1.1.1 : Politiques et priorités sur la biodiversité

Sous-programme 1.1.2 : Espèces en péril

Sous-sous-programme 1.1.2.1 : Opérations liées aux espèces en péril

Sous-sous-programme 1.1.2.2 : Fonds autochtones pour les espèces en péril

Sous-sous-programme 1.1.2.3 : Programme d'intendance de l'habitat

Sous-programme 1.1.3 : Oiseaux migrateurs

Sous-programme 1.1.4 : Conservation des habitats fauniques

Sous-sous-programme 1.1.4.1 : Partenariats pour la conservation des habitats

Sous-sous-programme 1.1.4.2 : Aires protégées

Programme 1.2 : Ressources en eau

Sous-programme 1.2.1 : Qualité de l'eau et santé des écosystèmes aquatiques

Sous-programme 1.2.2 : Gestion et utilisation des ressources en eau

Sous-programme 1.2.3 : Service et relevés hydrologiques

Programme 1.3 : Écosystèmes durables

Sous-programme 1.3.1 : Rapports axés sur le développement durable et indicateurs

Sous-programme 1.3.2 : Évaluation et approche axées sur les écosystèmes

Sous-programme 1.3.3 : Mobilisation communautaire

Sous-sous-programme 1.3.3.1 : Financement communautaire ÉcoAction

Sous-sous-programme 1.3.3.2 : Fonds pour dommages à l'environnement

Sous-sous-programme 1.3.3.3 : Programme d'emploi jeunesse en environnement

Sous-programme 1.3.4 : Initiatives axées sur les écosystèmes

Sous-sous-programme 1.3.4.1 : Grands Lacs

Sous-sous-programme 1.3.4.2 : Saint-Laurent

Sous-sous-programme 1.3.4.4 : Lac Simcoe/sud-est de la baie Georgienne

Sous-sous-programme 1.3.4.4 : Lac Winnipeg

Sous-sous-programme 1.3.4.5 : Partenariats communautaires sur les écosystèmes

Programme 1.4 : Promotion de la conformité et Application de la loi – Faune

Résultat stratégique 2 : La population canadienne est équipée pour prendre des décisions éclairées quant aux conditions changeantes du temps, de l'eau et du climat

Programme 2.1 : Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens

Sous-programme 2.1.1 : Observations, prévisions et avertissements météorologiques

Sous-programme 2.1.2 : Information météorologique liée à la santé

Sous-programme 2.1.3 : Information, prévisions et outils climatologiques

Programme 2.2 : Services météorologiques et environnementaux pour les utilisateurs ciblés

Sous-programme 2.2.1 : Services météorologiques pour la navigation aérienne

Sous-programme 2.2.2 : Services météorologiques et des glaces pour la navigation maritime

Sous-programme 2.2.3 : Services météorologiques pour les opérations militaires

Sous-programme 2.2.4 : Services météorologiques pour les secteurs économiques et commerciaux

Résultat stratégique 3 : Les menaces que représente la pollution pour les Canadiens ainsi que pour leur environnement sont minimisées.

Programme 3.1 : Gestion des substances et des déchets

Sous-programme 3.1.1 : Gestion des substances

Sous-programme 3.1.2 : Gestion des effluents

Sous-programme 3.1.3 : Pollution marine

Sous-programme 3.1.4 : Urgences environnementales

Sous-programme 3.1.5 : Sites contaminés

Programme 3.2 : Changements climatiques et Qualité de l'air

Sous-programme 3.2.1 : Programme de réglementation sur les changements climatiques et la qualité de l'air

Sous-sous-programme 3.2.1.1 : Émissions du secteur industriel

Sous-sous-programme 3.2.1.2 : Émissions du secteur des transports

Sous-sous-programme 3.2.1.3 : Secteur des produits de consommation et commerciaux

Sous-programme 3.2.2 : Partenariats internationaux sur les changements climatiques et la qualité de l'air

Sous-programme 3.2.3 : Technologie environnementale

Sous-sous-programme 3.2.3.1 : Technologies de développement durable

Sous-sous-programme 3.2.3.2 : Innovation dans la technologie environnementale

Programme 3.3 : Promotion de la conformité et Application de la loi – Pollution

Services internes

Priorités organisationnelles

Environnement Canada maintient quatre priorités pour 2014-2015. Ces priorités reflètent le mandat d'intendance du Ministère qui, de son côté, appuie directement le résultat du gouvernement du Canada axé sur un environnement propre et sain. Le Ministère suivra plusieurs plans afin de mettre en œuvre ces priorités, comme l'énoncent les tableaux suivants.

Priorité	Type	Résultat(s) stratégique(s) et/ou Programme(s)
Priorité 1 : Un environnement propre Gérer les substances et les déchets et réduire la pollution ayant une incidence directe ou indirecte sur la santé humaine ou l'environnement.	En cours	Liens avec : Résultat stratégique 3 : Les menaces que représente la pollution pour les Canadiens ainsi que pour leur environnement sont minimisées. Programmes : 3.1, 3.2, 3.3
Description		
<p>Pourquoi il s'agit d'une priorité :</p> <p>Les substances nocives rejetées dans l'environnement et les produits qui contiennent des substances toxiques menacent la santé des Canadiens et de leur environnement. Le recours à des données scientifiques solides et à des technologies propres, ainsi qu'à un cadre de réglementation robuste, est essentiel pour contrer efficacement ces menaces. Les activités nationales et internationales qui ont un effet sur l'environnement canadien doivent faire l'objet d'une collaboration ciblée, afin de réaliser des progrès significatifs et durables vers un environnement propre.</p> <p>Plan pour respecter la priorité « Un environnement propre » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • exécuter le Plan de gestion des produits chimiques (PGPC) • adopter l'approche de réglementation sectorielle du gouvernement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) au Canada • finaliser les volets fédéraux du Système national de gestion de la qualité de l'air • participer à des forums internationaux pour promouvoir l'atteinte des objectifs environnementaux du Canada dans les domaines des changements climatiques et de la qualité de l'air • promouvoir la conformité et appliquer les règlements dans le domaine de la pollution 		

Priorité	Type	Résultat(s) stratégique(s) et/ou Programme(s)
Priorité 2 : Un environnement sécuritaire Fournir aux Canadiens des renseignements de grande qualité sur les conditions environnementales à court et à long terme.	En cours	Liens avec : Résultat stratégique 2 : La population canadienne est équipée pour prendre des décisions éclairées quant aux conditions changeantes du temps, de l'eau et du climat. Programmes : 2.1, 2.2
Description		
<p>Pourquoi il s'agit d'une priorité :</p> <p>Les Canadiens dépendent des services météorologiques et environnementaux d'Environnement Canada 24 heures par jour, 365 jours par année. Grâce à des prévisions et à des avertissements météorologiques à jour, ainsi qu'à des données sur la qualité de l'air, la population canadienne est mieux outillée pour prendre des décisions éclairées selon des conditions changeantes du temps, de l'eau et du climat. Les utilisateurs ciblés (p. ex. les secteurs de l'énergie et du développement des ressources) dépendent de données spécifiques à leurs besoins économiques ou</p>		

en matière de sécurité, afin de réduire leur vulnérabilité face aux changements et à la variabilité climatiques. Des données scientifiques courantes et fiables aident les utilisateurs à prendre des précautions ou à éviter les régions dangereuses, afin de prévenir ou de limiter le danger et les dommages. Grâce aux activités de recherche et de développement continues, Environnement Canada peut augmenter la rapidité de diffusion et l'exactitude de ses prévisions météorologiques et environnementales.

Plan pour respecter la priorité « Un environnement sécuritaire » :

- offrir des services météorologiques et environnementaux de première classe aux Canadiens par l'entremise d'une meilleure capacité de détecter les épisodes de temps violents et la modernisation de l'infrastructure de surveillance
- tirer parti des services météorologiques et environnementaux de base ainsi que des partenariats de collaboration afin d'offrir des services aux utilisateurs ciblés, qui appuient leur prise de décisions en matière d'opérations

Priorité	Type	Résultat(s) stratégique(s) et/ou Programme(s)
Priorité 3 : Un environnement durable Veiller à la durabilité des terres, de l'eau et de la biodiversité.	En cours	<p>Liens avec :</p> <p>Résultat stratégique 1 : L'environnement naturel du Canada est conservé et restauré pour les générations actuelles et futures. Programmes : 1.1, 1.2, 1.3, 1.4</p>
Description		
<p>Pourquoi il s'agit d'une priorité :</p> <p>L'environnement naturel du Canada offre d'importants bénéfices aux Canadiens. La durabilité de ces avantages dépend du maintien de la diversité des espèces et des écosystèmes vivants. La surveillance que fait Environnement Canada joue un rôle important pour aider à assurer la durabilité de ces ressources; ces travaux dépendent des données scientifiques solides du Ministère, en plus de ses activités de promotion de la conformité et d'application de la loi, par l'entremise d'un cadre réglementaire robuste.</p>		
<p>Plan pour respecter la priorité « Un environnement durable » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • améliorer et promouvoir la mise en œuvre du programme Espèce en péril, notamment en réduisant le nombre de documents relatifs au rétablissement soumis en retard • adopter une approche de collaboration pour protéger et conserver la biodiversité au Canada et à l'étranger, en appuyant le développement d'un Plan national de conservation et l'entretien et l'élargissement d'un réseau d'aires protégées • contribuer au développement responsable de ressources en offrant des conseils scientifiques éclairés pendant les évaluations environnementales • faire progresser les travaux par le biais du Plan de mise en œuvre conjoint Canada-Alberta pour la surveillance des sables bitumineux • mettre en œuvre une approche globale en matière de protection des ressources en eau et de gestion des écosystèmes • poursuivre les travaux en collaboration avec les provinces et territoires à propos de la surveillance de la quantité d'eau par l'intermédiaire du programme national de relevés hydrométriques • promouvoir la conformité et appliquer les lois et règlements dans le domaine de la faune 		

Priorité	Type	Résultat(s) stratégique(s) et/ou Programme(s)
Priorité 4 : Gestion Transformer les opérations des services internes du Ministère afin d'améliorer la prestation de services.	En cours	Liens avec tous les résultats stratégiques et programmes
Description		
Pourquoi il s'agit d'une priorité : Le Ministère œuvre pour garantir que les services internes, tels que les ressources humaines et financières, la technologie de gestion de l'information, la technologie de l'information, ainsi que les communications, sont alignés afin d'offrir les meilleurs services de soutien et de permettre d'atteindre des résultats. Le Ministère continue également d'appuyer les initiatives pangouvernementales. Plans pour répondre à la priorité « Gestion » : <ul style="list-style-type: none"> continuer à remodeler les systèmes et opérations du Ministère afin d'accroître son efficacité améliorer les processus opérationnels et les services communs afin de maintenir ou d'améliorer les niveaux de service et la satisfaction de la clientèle Mettre en application la stratégie de gestion des personnes et les initiatives connexes afin de créer une main-d'œuvre adaptative et mobile, ainsi qu'un lieu de travail moderne. 		

Analyse des risques

Environnement Canada gère de façon proactive les risques potentiels auxquels il pourrait faire face. Grâce à une surveillance continue, des décisions sont prises et des ajustements sont apportés aux stratégies ou ressources ministérielles, ou encore aux objectifs des programmes afin d'appuyer les mesures d'atténuation nécessaires dans l'éventualité où ces risques se concrétiseraient. À l'intérieur de l'environnement opérationnel actuel, le Ministère a identifié les risques principaux suivants pour 2014-2015 :

Principaux risques

Risque	Stratégie de réaction au risque	Lien vers l'Architecture d'alignement des programmes
Continuité de la prestation de services À titre de prestataire de services principaux auprès de la population canadienne, de ses partenaires et d'autres, qui comptent sur des renseignements opportuns et exacts, il y a un risque que le Ministère ne dispose pas des infrastructures et des systèmes adéquats pour fournir des renseignements et des services essentiels.	Le Ministère utilisera les canaux de communication, les protocoles et les ententes établis au sein du Ministère et avec ses intervenants principaux afin de garantir que le risque de ne pas pouvoir fournir ses services est géré; la viabilité et la préparation des plans de continuité des activités continuera d'être mise à l'essai tant au niveau national et régional; et l'offre de formation pour les intervenants et le personnel chargé d'intervenir en cas d'urgence est mise en place.	Résultats stratégiques 2 et 3

Partenaires/intervenants Il y a un risque que des priorités divergentes ou des capacités limitées des partenaires et des intervenants aient une incidence sur la capacité du Ministère d'offrir efficacement des programmes et des services, ou de promouvoir des initiatives environnementales clés.	Conformément à la stratégie d'engagement d'Objectif 2020 du Ministère, les mesures envisageables à court et à long terme incluent l'établissement et la consolidation de relations avec les citoyens, les intervenants et les partenaires, notamment par l'intermédiaire de réseaux et de processus de planification collaboratifs, afin de favoriser un meilleur partage des renseignements, une meilleure compréhension des priorités stratégiques et des changements potentiels, la clarté des rôles et responsabilités ainsi que des mesures d'atténuation plus opportunes, au besoin.	Résultats stratégiques 1, 2 et 3
Préparation de la main-d'œuvre À mesure que le service public fédéral évolue et que la concurrence en matière d'expertise spécialisée/scientifique au sein des secteurs privés et de l'industrie augmente, le Ministère pourrait devoir faire face, dans certains secteurs, à des difficultés pour attirer, perfectionner, conserver et motiver une main-d'œuvre très performante et innovante.	Conformément à la stratégie d'engagement d'Objectif 2020 du Ministère, les mesures envisageables à court et à long terme incluent l'établissement d'une main-d'œuvre compétente. Des facteurs clés à examiner incluent le bien-être des employés, la formation des employés, la prise de mesures pour s'assurer que les gestionnaires sont bien équipés pour assumer leur rôle de gestion, ainsi que la promotion d'une culture de gestion du rendement. En outre, le Ministère examinera avec d'autres ministères misant sur la science, des possibilités de mise à jour de modèles de ressourcement pour les scientifiques (classification, recrutement, déploiement et indemnisation).	Résultats stratégiques 1, 2 et 3
Gestion de l'information Alors que le gouvernement s'oriente vers une gestion de l'information pangouvernementale, il y a un risque que le Ministère pourrait faire face au défi de protéger et conserver ses renseignements compte tenu des cyber-menaces et au rythme sans cesse croissant des changements dans la collecte et l'entreposage de l'information.	La mise en œuvre de protocoles et de procédures, la communication permanente et la fourniture de formations pertinentes liées à la gestion de l'information, à la sécurité, à la gestion de fichiers, à la confidentialité, à l'assurance de la qualité et au sondage de conformité font partie des activités d'atténuation que le Ministère continuera à entreprendre ou à faire progresser.	Résultats stratégiques 1, 2 et 3 plus Services internes
Règlements/lois Il y a un risque que le Ministère ne soit pas perçu comme établissant des lois ou des règlements opportuns pour répondre aux priorités urgentes en matière de mesures environnementales.	Pour atténuer ce risque, le Ministère se mobilise pour maintenir et renforcer ses relations avec ses partenaires et intervenants clés à l'échelle internationale, sur le continent américain et au Canada, en participant à des partenariats et forums clés, par exemple : avec les États-Unis, le conseil de coopération en matière de réglementation, le Comité sur la qualité de l'air et la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques; il s'engage également dans une communication permanente et un dialogue stratégique avec ses partenaires et intervenants afin de partager, de comprendre et de tempérer, au besoin, les attentes en matière de règlements ou de lois.	Résultats stratégiques 1 et 3

Description des risques

Environnement Canada a pour mandat de fournir aux Canadiens un environnement propre, sécuritaire et durable; il collabore donc avec d'autres intervenants pour accomplir son mandat en réalisant différentes activités. Environnement Canada remplit son mandat par l'entremise d'activités opérationnelles clés, notamment la surveillance, la recherche, l'élaboration de politiques, la prestation de services aux Canadiens, les règlements, l'application des lois environnementales et les partenariats stratégiques.

Comme c'est le cas pour tous les organismes, Environnement Canada n'est pas sûr d'atteindre ses objectifs. Ces incertitudes engendrent des possibilités et des risques pouvant avoir des répercussions positives ou négatives sur les résultats des programmes. Parmi les incertitudes, citons celles qui sont induites par des facteurs environnementaux externes, tels que la dépendance vis-à-vis de partenaires et d'intervenants, l'évolution des exigences réglementaires et législatives, les attentes croissantes des Canadiens et du monde entier à propos de la gestion de l'environnement, ainsi que le rythme en constante accélération des avancées dans le domaine des sciences et de la technologie.

Des pratiques de gestion des risques sont intégrées à l'échelle de l'organisation, des opérations et des programmes/projets au sein du Ministère. Pour appuyer une gestion efficace des possibilités et des risques, Environnement Canada a élaboré le Cadre de gestion intégrée des risques, ainsi que des outils qui formalisent les rôles et responsabilités en matière de gestion des risques, attribuent les responsabilités et permettent un contrôle cohérent et une amélioration continue. Le profil de risque du Ministère montre les risques principaux encourus, en particulier les risques externes, leur probabilité et leurs répercussions éventuelles.

Dépenses prévues

Ressources financières budgétaires (Dépenses prévues – en dollars)*

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
932 167 330	1 011 506 073	861 462 657	698 817 787

*Tous les chiffres sont exempts des recettes disponibles.

Les dépenses prévues du Ministère reflètent le financement approuvé par le Conseil du Trésor pour appuyer les résultats stratégiques et les programmes du Ministère. L'écart entre les dépenses prévues pour 2014-2015 et le Budget principal des dépenses pour 2014-2015 s'explique par le fait que le paiement législatif prévu a été intégré à la fondation Technologies du développement durable du Canada (TDCC). La diminution pour 2015-2016 s'explique par la réduction du financement pour la TDCC et l'élimination graduelle de fonds temporaires. En 2016-2017, la diminution du financement s'explique par l'élimination progressive du financement d'initiatives temporaires. La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
6 400	6 191	5 348

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres. Les nombres d'équivalents temps plein inclut les étudiants tout au long du document.

Un équivalent temps plein équivaut à une personne qui travaille à temps plein au cours d'une semaine de travail de 37,5 heures pendant un an, ou tout nombre d'employés à temps partiel dont les heures de travail combinées équivalent à un équivalent temps plein. Le nombre d'équivalents temps plein pour une année est calculé à l'aide des dépenses totales prévues pour les salaires au cours des exercices financiers 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, divisées par le salaire ministériel moyen. Ainsi, Environnement Canada prévoit utiliser 6 400 ETP en 2014-2015, avec de légères diminutions de l'utilisation des ETP en 2015-2016 et 2016-2017.

Sommaire de planification budgétaire pour le Résultat stratégique 1 et les programmes (en dollars)

Résultat stratégique et Programmes	Dépenses réelles 2011-2012	Dépenses réelles 2012-2013	Dépenses projetées 2013-2014	Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
Résultat stratégique 1 : L'environnement naturel du Canada est conservé et restauré pour les générations actuelles et futures							
Programme 1.1 Biodiversité – Espèces sauvages et habitats	138 780 378	124 279 701	119 500 868	91 592 394	91 592 394	77 524 130	77 247 467
Programme 1.2 Ressources en eau	107 643 683	108 552 181	96 564 827	91 196 857	91 196 857	88 228 013	88 013 012
Programme 1.3 Écosystèmes durables	66 180 594	67 500 282	68 134 631	92 013 642	92 013 642	82 871 755	62 603 076
Programme 1.4 Promotion de la conformité et Application de la loi	17 467 430	16 695 292	16 725 035	15 821 926	15 821 926	15 321 593	15 356 059
Total partiel Résultat stratégique 1	330 072 085	317 027 456	300 925 361	290 624 819	290 624 818	263 945 491	243 219 614

La variation entre les dépenses projetées pour 2013-2014 et les dépenses prévues pour 2014-2015 est attribuable en grande partie à l'augmentation des fonds destinés à l'initiative du Plan d'action pour l'assainissement de l'eau (10,7 M\$) compensée par le paiement de subventions en 2013-2014 à Conservation de la nature Canada (20,0 M\$). En ce qui concerne la diminution de 2014-2015 à 2015-2016, la variation est attribuable en grande partie à l'élimination progressive des fonds supplémentaires qui ont été fournis au budget de 2012. La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère. La diminution constatée entre les dépenses prévues pour 2015-2016 et celles prévues pour 2016-2017 s'explique en grande partie par la réduction du financement du Plan d'action pour l'assainissement de l'eau.

Sommaire de planification budgétaire pour le Résultat stratégique 2 et les programmes (en dollars)

Résultat stratégique et Programmes	Dépenses réelles 2011-2012	Dépenses réelles 2012-2013	Dépenses projetées 2013-2014	Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
Résultat stratégique 2 : La population canadienne est équipée pour prendre des décisions éclairées quant aux conditions changeantes du temps, de l'eau et du climat.							
Programme 2.1 Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	172 435 665	167 695 081	153 040 477	165 962 548	165 962 548	170 289 173	143 157 785
Programme 2.2 Services météorologiques et environnementaux pour les utilisateurs ciblés	24 057 561	23 048 760	26 528 581	25 266 280	25 266 280	20 608 912	18 816 401
Total partiel Résultat stratégique 2	196 493 226	190 743 841	179 569 058	191 228 828	191 228 828	190 898 085	161 974 186

La variation entre les dépenses projetées en 2013-2014 et les dépenses prévues en 2014-2015 est attribuable en grande partie au remaniement des programmes de transfert de fonds et de responsabilités à Services partagés Canada. Les variations pour 2016-2017 sont attribuables en grande partie à l'élimination progressive des programmes financés temporairement. La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Sommaire de planification budgétaire pour le Résultat stratégique 3 et les programmes (en dollars)

Résultat stratégique et Programmes	Dépenses réelles 2011-2012	Dépenses réelles 2012-2013	Dépenses projetées 2013-2014	Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
Résultat stratégique 3 : Les menaces que représente la pollution pour les Canadiens ainsi que pour leur environnement sont minimisées.							
Programme 3.1 Gestion des substances et des déchets	83 291 322	79 295 781	76 209 841	75 747 789	75 747 789	73 834 432	44 042 633
Programme 3.2 Changements climatiques et qualité de l'air	118 255 660	157 525 949	179 156 825	154 813 450	234 152 193	117 621 925	54 823 824
Programme 3.3 Promotion de la conformité et Application de la loi – Pollution	43 266 981	41 707 206	43 977 884	38 324 642	38 324 642	37 797 194	29 424 579
Total partiel Résultat stratégique 3	244 813 963	278 528 936	299 344 550	268 885 881	348 224 624	229 253 551	128 291 036

La variation entre les dépenses prévues pour 2013-2014 et les dépenses prévues pour 2014-2015 est attribuable en grande partie à l'augmentation des fonds requis pour la Fondation Technologies du développement durable Canada (TDDC) compensée par d'autres mesures d'économies. Les variations pour 2016-2017 sont attribuables en grande partie à l'élimination progressive des programmes financés temporairement. La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Sommaire de planification budgétaire pour le Programme des services internes (en dollars)

Services internes	Dépenses réelles 2011-2012	Dépenses réelles 2012-2013	Dépenses projetées 2013-2014	Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
Services internes Total partiel	237 096 982	203 355 229	198 262 350	181 427 802	181 427 802	177 365 530	165 332 951

La variation entre les dépenses projetées en 2013-2014 et les dépenses prévues en 2014-2015 s'explique principalement par d'autres mesures d'économies. Les variations pour 2016-2017 sont attribuables en grande partie à l'élimination progressive des programmes financés temporairement. La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Sommaire de planification budgétaire pour tous les programmes (en dollars)

	Dépenses réelles 2011-2012	Dépenses réelles 2012-2013	Dépenses projetées 2013-2014	Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
Total – Tous les programmes	1 008 476 256	989 655 462	978 101 319	932 167 330	1 011 506 073	861 462 657	698 817 787

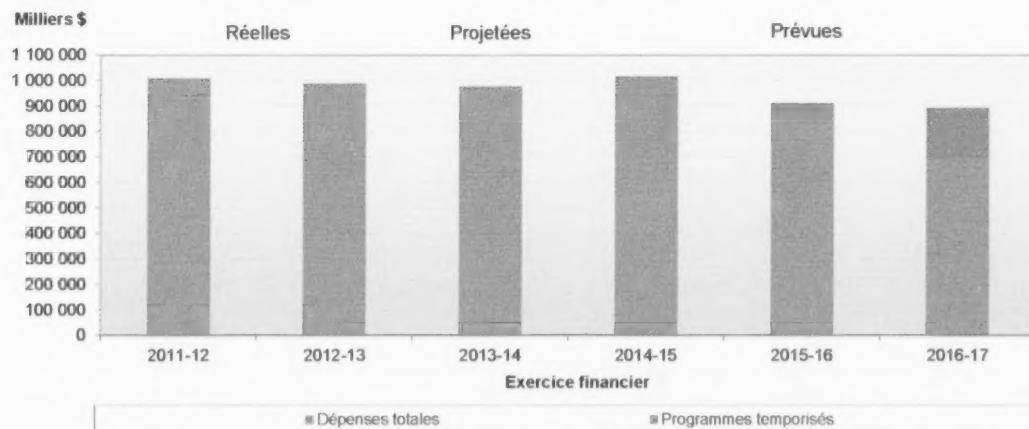
Harmonisation avec les résultats du gouvernement du Canada

Dépenses prévues pour 2014-2015 par Secteur de dépenses du Cadre pangouvernemental^{xxii}
(en dollars)

Résultat stratégique	Programme	Secteur de dépenses	Résultat du gouvernement du Canada	Dépenses prévues 2014-2015
Résultat stratégique 1 : L'environnement naturel du Canada est conservé et restauré pour les générations actuelles et futures.	Programme 1.1 Biodiversité – Espèces sauvages et habitats	Affaires économiques	Un environnement propre et sain	91 592 394
	Programme 1.2 Ressources en eau	Affaires économiques	Un environnement propre et sain	91 196 857
	Programme 1.3 Écosystèmes durables	Affaires économiques	Un environnement propre et sain	92 013 642
	Programme 1.4 Promotion de la conformité et application de la loi – Faune	Affaires économiques	Un environnement propre et sain	15 821 926
Résultat stratégique 2 : La population canadienne est équipée pour prendre des décisions éclairées quant aux conditions changeantes du temps, de l'eau et du climat.	Programme 2.1 Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens	Affaires économiques	Un environnement propre et sain	165 962 548
	Programme 2.2 Services météorologiques et environnementaux pour les utilisateurs ciblés	Affaires économiques	Un environnement propre et sain	25 266 280
Résultat stratégique 3 : Les menaces que représente la pollution pour les Canadiens ainsi que pour leur environnement sont minimisées.	Programme 3.1 Gestion des substances et des déchets	Affaires économiques	Un environnement propre et sain	75 747 789
	Programme 3.2 Changements climatiques et qualité de l'air	Affaires économiques	Un environnement propre et sain	234 152 193
	Programme 3.3 Promotion de la conformité et Application de la loi – Pollution	Affaires économiques	Un environnement propre et sain	38 324 642

Total des dépenses prévues par Secteurs de dépenses (en dollars)

Secteur de dépenses	Total – Dépenses prévues
Affaires économiques	830 078 270
Affaires sociales	0
Affaires internationales	0
Affaires gouvernementales	0

Tendance relative aux dépenses ministérielles**Graphique des tendances relatives aux dépenses du ministère**

Remarque : Ces chiffres sont exempts des recettes disponibles. Les dépenses projetées comprennent le Budget principal des dépenses de 2013-2014, le budget supplémentaire des dépenses B de 2013-2014 et le budget supplémentaire des dépenses C; elles n'incluent pas le remboursement des conventions collectives et le report d'exploitation.

Entre 2011-2012 et 2012-2013, les dépenses réelles représentent les dépenses effectives telles que présentées dans les Comptes publics. Pour ce qui est de l'exercice financier de 2013-2014, les dépenses projetées représentent les dépenses budgétaires et législatives prévues telles qu'elles sont présentées dans les documents budgétaires (Budget principal des dépenses et budget supplémentaire des dépenses). Pour ce qui est de la période 2014-2015 et 2016-2017, les dépenses prévues reflètent le financement approuvé par le Conseil du Trésor pour appuyer les Résultats stratégiques du Ministère.

Comme on peut le constater dans le diagramme ci-dessus, en 2012-2013, le niveau de dépenses d'Environnement Canada était de 989,7 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 18,8 millions de dollars par rapport à l'année précédente, soit 1,9 % par rapport aux dépenses de 2011-2012. Cette baisse est attribuable en grande partie aux réductions attribuables aux mesures

d'économies, à un versement moins important à Conservation de la nature Canada et au transfert de fonds et de responsabilités à Services partagés Canada pour une année entière. Ces réductions sont annulées par l'augmentation des dépenses pour le financement accéléré, en vertu de l'Accord de Copenhague.

Entre 2012-2013 et 2013-2014, le graphique indique une diminution des dépenses projetées, qui s'explique principalement par :

- l'élimination graduelle du financement accéléré en vertu de l'Accord de Copenhague;
- économies et efficiencies internes;
- une réduction du financement reçu de la part du Conseil du Trésor concernant les ajustements et les transferts en cours d'exercice;
- une augmentation du financement pour la fondation Technologies du développement durable Canada.

L'augmentation entre les dépenses projetées en 2013-2014 et les dépenses prévues en 2014-2015 est attribuable en grande partie aux facteurs suivants :

- l'augmentation des dépenses prévues pour la fondation Technologies du développement durable Canada;
- l'augmentation des dépenses prévues pour l'initiative du Plan d'action pour l'assainissement de l'eau;
- la diminution des dépenses prévues pour Conservation de la nature Canada;
- la diminution des dépenses prévues pour le Programme sur la qualité de l'air.

Pour l'explication des variations des dépenses prévues entre 2014-2015 et 2016-2017, veuillez consulter l'analyse présentée à la [section Dépenses prévues](#).

Budget des dépenses par crédits votés

Pour plus d'informations sur les affectations d'Environnement Canada, prière de consulter le [Budget principal des dépenses 2014-2015](#).

Contribution à la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD)

La Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) de 2013-2016^{xxiv}, déposée le 4 novembre 2013, oriente les activités de développement durable du gouvernement du Canada pour la période 2013-2016. La Stratégie fédérale de développement durable présente les priorités de développement durable du Canada à l'échelle fédérale pour une période de trois ans, comme l'exige la *Loi fédérale sur le développement durable* (LFDD).

Environnement Canada contribue aux thème I – Relever les défis des changements climatiques et de la qualité de l'air, thème II – Maintenir la qualité et la disponibilité de l'eau, thème III – Protéger la nature et les Canadiens et thème IV – Réduire l'empreinte environnementale – en commençant par le gouvernement, tels qu'ils sont indiqués par les identificateurs visuels ci-dessous.



Thème I

Relever les défis des changements climatiques et de la qualité de l'air



Thème II

Maintenir la qualité et la disponibilité de l'eau



Thème III

Protéger la nature et les Canadiens



Thème IV

Réduire l'empreinte environnementale – en commençant par le gouvernement

Ces contributions sont constitutives de huit programmes, de 19 sous-programmes et du Programme des services internes; elles sont expliquées plus loin et désignées par les identificateurs visuels ci-dessous.

Environnement Canada s'assure également que son processus de prise de décisions prenne en considération les cibles et objectifs de la Stratégie fédérale de développement durable, ceci par le biais de l'évaluation environnementale stratégique (EES). Dans le cadre de l'évaluation environnementale stratégique, tout projet de politique, de plan ou programme comprend une analyse de ses répercussions sur l'environnement, et notamment sur la réalisation des objectifs et cibles de la Stratégie fédérale de développement durable. Les résultats des évaluations environnementales stratégiques sont publiés lorsqu'une initiative est annoncée ou approuvée, illustrant ainsi la prise en compte des facteurs environnementaux dans le processus de prise de décisions.

Vous pourrez obtenir de plus amples renseignements sur les activités d'Environnement Canada à l'appui du développement durable en consultant la Section II du présent Rapport sur les plans et les priorités et Stratégie ministérielle de développement durable^{xxv} et sur le site Internet de la Stratégie fédérale de développement durable. Pour obtenir plus de plus de renseignements sur la Stratégie, veuillez consulter le site Internet de la Stratégie fédérale de développement durable^{xxvi}.

Section II : Analyse des programmes par résultat stratégique

Résultat stratégique 1 : L'environnement naturel du Canada est conservé et restauré pour les générations actuelles et futures.

Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Pourcentage de l'aire terrestre protégée ¹ dans le cadre des mesures de conservation	17 %	Décembre 2020

Programme 1.1 : Biodiversité – Espèces sauvages et habitats

Description du programme

Ce programme a pour objectif d'empêcher la perte de biodiversité, tout en maintenant l'utilisation durable, en protégeant et en rétablissant les espèces en péril, en surveillant, conservant, restaurant et remettant en état des habitats importants et en assurant la conservation et la gestion des populations d'oiseaux migrateurs. Le programme œuvre dans ce sens en établissant et en maintenant un réseau d'aires protégées et de programmes d'intendance. Il vise également à assurer une évaluation, une planification et des mesures nationales coordonnées et cohérentes pour protéger la biodiversité, notamment les populations viables d'espèces, les écosystèmes en santé et diversifiés, et les ressources génétiques. Dans le cadre de ce programme, des partenariats stratégiques sont établis pour favoriser la gestion intégrée du capital naturel du Canada, y compris l'intendance et la gestion durable des paysages. Ce programme a des obligations en vertu de la *Loi sur les espèces en péril*, de la *Loi de 1994 sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs*, de la *Loi sur les espèces sauvages au Canada* et de la *Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial*. Dans le cadre de ses responsabilités internationales, le programme appuie la mise en œuvre de la Convention sur la diversité biologique (1992) des Nations Unies, de la Convention concernant les oiseaux migrateurs, de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, du groupe de travail Conservation de la flore et de la faune arctiques du Conseil de l'Arctique et de la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau (connue sous le nom de Convention de Ramsar). Les contributions à l'appui de Biodiversité – Faune et Habitat font partie intégrante de ce programme.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
91 592 394	91 592 394	77 524 130	77 247 467

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

¹ Une aire « protégée » est un espace géographique clairement défini, reconnu, consacré et géré, par tout moyen efficace, juridique ou autre, afin d'assurer à long terme la conservation de la nature ainsi que les services écosystémiques et les valeurs culturelles qui lui sont associés.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
548	497	488

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Programme 1.1 : Biodiversité – Espèces sauvages et habitats			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les populations d'espèces sauvages, en particulier d'oiseaux migrateurs et d'espèces en péril inscrites sur la liste fédérale, sont maintenues ou rétablies	Proportion d'espèces d'oiseaux migrateurs évalués dans les Rapports sur la situation générale ayant un statut considéré comme « en sécurité »	81 %	Rapport sur la situation générale 2015

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du programme Biodiversité – Espèces sauvages et habitats, le Ministère :

- Afin d'honorer les engagements pris en vertu de la *Loi sur les espèces en péril* (LEP), continuera de fournir des évaluations scientifiques et des documents de planification du rétablissement pour les espèces en péril, et mettra en œuvre des mesures de rétablissement par l'intermédiaire du Programme d'intendance de l'habitat et d'autres programmes, qui favorisent les mesures de protection et de rétablissement des espèces en péril et qui garantissent la protection des espèces et de leur habitat essentiel. Le nombre de documents de rétablissement soumis en retard sera réduit.
- Appuiera le développement d'un plan de conservation national, qui offre une vision de la conservation au Canada, qui harmonise et renforce les efforts de conservation dans les zones terrestres, d'eau douce, marines et urbaines dans tout le Canada, et qui s'appuie sur les réalisations actuelles.
- Collaborera avec des partenaires pour secourir les espèces en péril dans le pays et dans le monde entier, y compris avec des propriétaires fonciers et des décideurs, afin de permettre la conservation de la biodiversité (notamment pour les espèces en péril et les oiseaux migrateurs), ainsi que par l'intermédiaire de la mise en œuvre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) au Canada.
- Élaborera des outils, y compris des données intégrées et des cartes sur les espèces en péril et les populations d'oiseaux migrateurs, les aires protégées et les zones sensibles, afin de faciliter la planification locale qui permet de garantir que les espèces sauvages, les oiseaux migrateurs et leur habitat, sont pris en considération entièrement et plus facilement dans la prise de décision, y compris le volet des stratégies régionales de conservation des oiseaux.
- Continuera à surveiller la situation des oiseaux migrateurs et de leur habitat et collaborera avec des décideurs et d'autres partenaires afin de gérer les principales menaces qui pèsent sur les oiseaux migrateurs, de fournir un habitat aux espèces prioritaires et d'œuvrer pour moderniser le *Règlement sur les oiseaux migrateurs*.

- Entretiendra le réseau des réserves nationales de faune et des refuges d'oiseaux migrateurs d'Environnement Canada, s'attellera à la désignation de nouvelles réserves nationales de faune et gérera des programmes d'intendance de l'habitat.
- Prendra part, afin de soutenir la biodiversité, à des délégations canadiennes dans des réunions internationales, et les dirigera, y compris des réunions du groupe de travail Conservation de la flore et de la faune arctiques (du Conseil de l'Arctique), que préside le Ministère. Environnement Canada continuera à diriger et à coordonner les priorités en vertu de la Stratégie canadienne de la biodiversité.

Sous-programme 1.1.1 : Politiques et priorités sur la biodiversité

Description du sous-programme

Ce programme permet à Environnement Canada de jouer un rôle prépondérant à l'échelle nationale en faisant participer les intervenants, les provinces, les territoires et les autres ministères du gouvernement fédéral à la mise en œuvre, par le Canada, de la Convention sur la diversité biologique des Nations Unies. Le programme fournit de l'expertise scientifique, des orientations et des conseils aux décideurs et permet d'établir et de mettre en place des modèles visant à déterminer la valeur économique, sociale et culturelle des services écosystémiques pour appuyer la prise de décisions en matière de développement durable. Ces travaux fournissent de l'information sur l'écosystème et les effets sur l'environnement des propositions d'aménagement à prendre en compte dans les décisions des différents ordres de gouvernement, des organisations non gouvernementales de l'environnement, de l'industrie, des chercheurs et du grand public. Parmi les stratégies employées au Canada, mentionnons la Stratégie canadienne de la biodiversité, le Cadre axé sur les résultats en matière de biodiversité et l'Accès aux ressources génétiques et partage des avantages. Le Canada est aussi présent sur la scène internationale en participant à la Convention sur la diversité biologique, au Protocole de Nagoya sur l'Accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation, au Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et à la Conservation de la flore et de la faune arctiques du Conseil de l'Arctique. En outre, le programme joue le rôle de responsable et de point de contact national pour le groupe d'experts intergouvernemental sur des services liés à la biodiversité et aux écosystèmes (IPBES) parrainé par les Nations Unies. Ce programme est financé grâce aux contributions annuelles du Canada versées au Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique et au soutien des groupes de travail internationaux.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
2 454 400	2 443 342	2 443 342

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
14	13	13

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 1.1.1 : Politiques et priorités sur la biodiversité			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les objectifs et les cibles en matière de biodiversité sont intégrés aux stratégies et plans fédéraux, provinciaux et territoriaux ayant une incidence sur la biodiversité	Pourcentage des ministères fédéraux dont le mandat est lié aux ressources naturelles ou à l'environnement, des provinces et des territoires qui ont déterminé et mettent en œuvre des mesures visant à améliorer la biodiversité	100 %	Septembre 2014

**Faits saillants de la planification**

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Politiques et priorités sur la biodiversité, le Ministère :

- Préparera et coordonnera la participation du Canada à des réunions internationales relatives à la Convention sur la diversité biologique, au Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation et au groupe de travail Conservation de la flore et de la faune arctiques (CFFA) du Conseil de l'Arctique. Par ailleurs, Environnement Canada organisera deux réunions pour faire progresser la mise en œuvre du plan de travail du groupe de travail Conservation de la flore et de la faune arctiques.
- Assumera un rôle permanent de leadership et de coordination afin d'atteindre les priorités actuelles en vertu de la Stratégie canadienne de la biodiversité, y compris les objectifs et cibles en matière de biodiversité nationale, l'Étude sur l'importance de la nature pour les Canadiens et l'enquête canadienne sur la nature.
- En collaboration avec ses partenaires fédéraux, provinciaux et territoriaux, le Ministère continuera d'élaborer et d'appliquer des modèles d'évaluation des services écosystémiques afin de faciliter les décisions en matière de développement durable et déterminer les priorités futures en vertu de la Stratégie canadienne de la biodiversité.

Sous-programme 1.1.2 : Espèces en péril**Description du sous-programme**

Ce programme a pour objectif de garantir la mise en œuvre de la *Loi sur les espèces en péril*. La *Loi sur les espèces en péril* constitue un engagement clé du gouvernement fédéral en vue de prévenir la disparition d'espèces sauvages et de prendre les mesures nécessaires pour les rétablir. Elle prévoit la publication de documents relatifs au rétablissement, la protection juridique des espèces sauvages et la production de rapports sur les progrès réalisés. Cet objectif est en partie atteint grâce à différents programmes de financement, notamment le Programme d'intendance de l'habitat, les Fonds autochtones pour les espèces en péril et le Fonds interministériel pour le rétablissement. Le programme s'appuie sur des partenariats noués avec les gouvernements provinciaux et territoriaux et autres instances, ainsi qu'avec les peuples autochtones et autres organisations (notamment les organismes à vocation environnementale et les associations industrielles). Un certain nombre d'organes et de comités consultatifs ont été constitués dans le but de favoriser la participation de partenaires clés au programme. Ce programme est régi par la *Loi sur les espèces en péril* et les obligations du Canada en vertu de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction et de la *Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial*.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
45 681 501	34 081 173	34 081 173

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
220	178	176

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 1.1.2 : Espèces en péril

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
L'habitat essentiel est protégé	<p>Pourcentage des espèces en péril, en voie de disparition ou menacées, dont Environnement Canada est responsable :</p> <p>(i) dont l'habitat essentiel, décrit dans la <i>Gazette du Canada</i>, se trouve en tout ou en partie dans les zones protégées fédérales;</p> <p>(ii) dont l'habitat essentiel, protégé par la Loi, se trouve en tout ou en partie sur les terres fédérales;</p> <p>(iii) dont l'habitat essentiel, estimé protégé selon une évaluation, se trouve en tout ou en partie sur des terres non fédérales.</p>	<p>La cible sera établie une fois que la valeur de référence pour le pourcentage de l'habitat essentiel qui actuellement protégé seront connues.</p>	À déterminer
 La réévaluation de l'état des espèces inscrites révèle une amélioration. Objectif 4 de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) : Conservation et remise en état des écosystèmes, de la faune et de l'habitat, et protection de la population canadienne – Favoriser des écosystèmes résistants comptant des populations fauniques saines afin de permettre aux Canadiens de profiter des milieux naturels, des ressources et des services écologiques pour des générations à venir	<p>Proportion des espèces en péril inscrite sur la liste fédérale pour lesquelles un rétablissement est réalisable qui démontrent, au moment de la réévaluation par le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC), des tendances relatives à la population et à la répartition conformes à la réalisation des objectifs des stratégies de rétablissement ou des plans de gestion</p>	<p>Cible du cadre de mesure du rendement à déterminer</p> <p>Objectif 4.1 de la Stratégie fédérale de développement durable : Espèces en péril – D'ici 2020, les populations d'espèces en péril inscrites en vertu de la loi fédérale démontrent des tendances conformes aux stratégies de rétablissement et aux plans de gestion</p>	À déterminer 2020

	Indicateur de la Stratégie fédérale de développement durable : Totalité de l'aire continentale et du littoral qui a été améliorée ou restaurée au profit de la faune en vertu du Programme d'intendance de l'habitat	Objectif 4.3 de la Stratégie fédérale de développement durable : Intendance des écosystèmes terrestres et de l'habitat – Contribuer à l'objectif national proposé, selon lequel, d'ici 2020, au moins 17 % des zones terrestres et des eaux intérieures sont conservés grâce à des réseaux d'aires protégées et à d'autres mesures efficaces de conservation par zone	2020
--	--	---	------



Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Espèces en péril, le Ministère :

- Continuera de fournir des évaluations scientifiques sur les espèces en péril:
 - Fournissant des programmes visant la situation générale des espèces au Canada, y compris un rapport quinquennal obligatoire en vertu de la *Loi sur les espèces en péril* (LEP), et respecter les engagements principaux en vertu de l'Accord pour la protection des espèces en péril.
 - Agissant au titre d'autorité scientifique au sein du Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC). Environnement Canada continuera d'apporter son soutien au COSEPAC, y compris pour sa réunion d'évaluation de la faune d'avril 2014, afin de garantir la prestation d'évaluations de la situation des espèces, qui constituent la première étape importante du cycle Espèces en péril.
 - Guidant le processus d'inscription des espèces en péril en vertu de la LEP en s'assurant que les inscriptions sont fondées sur les meilleurs renseignements disponibles. Le Ministère améliorera également les outils permettant de maintenir et de suivre les progrès des 407 espèces terrestres inscrites, et ce, afin d'aider le Ministère à respecter ses obligations en vertu de la LEP.
 - Appliquant un examen scientifique cohérent et transparent à l'échelle nationale pour les demandes de permis relatives aux activités pouvant avoir des répercussions sur les espèces en péril inscrites en vertu de la LEP, par l'intermédiaire de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un cadre d'évaluation des risques visant la délivrance de permis en vertu de la LEP pour les espèces terrestres.
- Accélérera la publication de documents de rétablissement pour les espèces inscrites.
- Continuera de mettre en œuvre des activités de rétablissement pour les espèces terrestres (p. ex. le Pluvier siffleur) et continuera de collaborer avec d'autres pour gérer le rétablissement d'autres espèces (p. ex. le caribou des bois, l'ours blanc et le Tétras des armoises)
- Avancera dans la réalisation des évaluations de la protection des espèces en péril et de leur habitat essentiel déterminé, comme le requiert la LEP.
- Collaborera avec d'autres ministères fédéraux et partenaires provinciaux et territoriaux afin de garantir la mise en œuvre de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) au Canada.

Sous-programme 1.1.3 : Oiseaux migrateurs

Description du sous-programme

Ce programme protège et conserve les populations d'espèces d'oiseaux migrateurs. Il est responsable de la mise en œuvre de la Convention concernant les oiseaux migrateurs signée avec les États-Unis en 1916, par l'entremise de la *Loi de 1994 sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs*. Parmi les activités réalisées, citons la conservation des populations d'oiseaux, des individus, de leurs nids et de leurs habitats par des mesures de conservation permanentes ainsi que l'intendance, l'élaboration de politiques et l'application de la Loi et de ses règlements. Il assure également la protection d'importants habitats d'oiseaux, la réduction au minimum des autres facteurs de stress qui nuisent à l'état des populations et la gestion des urgences associées à la santé et à la sécurité des oiseaux migrateurs. Ce programme met en œuvre les recommandations découlant de l'examen des programmes de surveillance des oiseaux migrateurs. En tant que signataires de l'Initiative de conservation des oiseaux de l'Amérique du Nord, les responsables du programme sont tenus de s'assurer que tous les plans de conservation mis en place dans les 12 régions de conservation des oiseaux d'Amérique du Nord, de même que les 25 stratégies régionales de conservation des oiseaux, sont à la disposition du public. Ils doivent en outre prendre les mesures qui s'imposent à l'égard des oiseaux migrateurs prioritaires indiquées dans les plans régionaux de conservation des oiseaux. Ce programme est mis en œuvre en partenariat avec d'autres organismes gouvernementaux, non gouvernementaux et intergouvernementaux. Les groupes de clients incluent le public canadien, des chasseurs d'oiseaux considérés comme gibier, des peuples autochtones (chasse aux fins de subsistance), les secteurs économiques de ressources naturelles et les utilisateurs de ressources naturelles, et d'autres gouvernements (provinciaux, territoriaux et étrangers).

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
22 338 409	20 760 838	20 449 709

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
189	182	178

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 1.1.3 : Oiseaux migrateurs			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les populations d'oiseaux migrateurs sont maintenues aux niveaux cibles	Proportion d'espèces d'oiseaux migrateurs pour lesquels des données sont disponibles et dont la population respecte les cibles	Cible du Cadre de mesure du rendement à déterminer une fois que les cibles de population d'oiseaux seront définies	À déterminer
 Objectif 4 de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) : Conservation et restauration des écosystèmes, de la faune et de l'habitat, et protection de la population canadienne – Favoriser des		Objectif 4.2 de la Stratégie fédérale de développement durable : Oiseaux migrateurs – Augmenter la proportion des espèces d'oiseaux migrateurs qui atteignent leurs objectifs de population	

écosystèmes résistants comptant des populations fauniques saines afin de permettre aux Canadiens de profiter des milieux naturels, des ressources et des services écologiques pour des générations à venir			
--	--	--	--

Faits saillants de la planification



En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Oiseaux migrateurs, le Ministère :

- Continuera de surveiller l'état des oiseaux migrateurs et prendra des mesures, au besoin, afin de protéger et de conserver leurs populations, nids et habitats. À l'aide des objectifs de population définis par l'intermédiaire du Plan nord-américain de gestion de la Sauvagine et de l'ensemble national de stratégies régionales de conservation des oiseaux (pour toutes les espèces), le Ministère gérera à la fois les espèces en déclin et les espèces surabondantes :
 - Pour les espèces en déclin, Environnement Canada continuera de classer par ordre de priorité les activités de surveillance afin de mieux comprendre ces tendances et les raisons qui les ont provoquées, et d'éclairer les activités à mettre en œuvre pour les inverser.
 - Pour les espèces surabondantes, le Ministère concentrera ses efforts sur la réduction de ces populations et leur maintien dans une quantité souhaitable en modifiant le paysage ou l'habitat et en augmentant le risque de mortalité.
- Mettra en œuvre des stratégies régionales de conservation des oiseaux et mettra l'accent sur la promotion de la conformité, la mobilisation des intervenants et l'éducation du secteur.
- Gérera les préoccupations relatives à la conservation, indiquées dans les stratégies régionales de conservation des oiseaux, les stratégies de rétablissement et la recherche ministérielle sur la mortalité des oiseaux d'origine anthropique, par l'intermédiaire de mesures permettant d'atténuer les menaces et fournir les habitats nécessaires. Pour cela, le Ministère créera des partenariats avec d'autres ordres du gouvernement, des organisations non gouvernementales, l'industrie et d'autres partenaires.
- Fournira des conseils à propos des exigences concernant la protection et la conservation des oiseaux migrateurs pendant les procédures d'évaluation environnementale, notamment celles qui sont référencées dans la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (2012), par l'intermédiaire de publications sur le Internet, d'une correspondance ciblée et de la prestation d'avis d'experts dans le cadre de commissions d'examen.
- Fera la promotion de la conformité avec le *Règlement sur les oiseaux migrateurs* et le *Règlement sur les refuges d'oiseaux migrateurs* par l'intermédiaire de publications sur le Internet et de communications et de correspondance ciblées.

Sous-programme 1.1.4 : Conservation des habitats fauniques

Description du sous-programme

Le programme assure la protection des habitats rares, uniques et prioritaires nécessaires à la conservation des oiseaux migrateurs et des espèces en péril. Il instaure des mécanismes pour conclure des ententes de partenariat avec une multitude d'intervenants et des mesures incitatives afin d'encourager les organisations non gouvernementales et les Canadiens à déployer des efforts en faveur de la conservation et de la protection des habitats fauniques et des habitats des espèces en péril. Le programme coordonne les interventions du gouvernement fédéral dans le cadre de la Stratégie nationale sur les espèces exotiques envahissantes. Parmi les lois habilitantes, mentionnons la *Loi de 1994 sur la*

Convention concernant les oiseaux migrateurs, la Loi sur les espèces sauvages au Canada, la Loi sur les espèces en péril et la Convention relative aux zones humides d'importance internationale (connue sous le nom de Convention de Ramsar). La prestation du programme comprend les contributions obligatoires à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale (Convention de Ramsar).

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
21 118 084	20 238 777	20 273 243

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
126	123	122

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 1.1.4 : Conservation des habitats fauniques			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les habitats nécessaires pour atteindre les cibles de population de la sauvagine sont sécurisés	Terres protégées par Environnement Canada, les provinces et territoires et par des organisations non gouvernementales de conservation des terres en vertu du Plan nord-américain de gestion de la sauvagine par rapport à la quantité totale nécessaire pour atteindre des objectifs de population de la sauvagine prioritaire	9,99 millions d'hectares	Décembre 2017
Objectif 4 de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) : Conservation et remise en état des écosystèmes, de la faune et de l'habitat, et protection de la population canadienne – Favoriser des écosystèmes résistants comptant des populations fauniques saines afin de permettre aux Canadiens de profiter des milieux naturels, des ressources et des services écologiques pour des générations à venir	Indicateurs de la Stratégie fédérale de développement durable : Terres protégées par Environnement Canada et ses partenaires au titre de pourcentage de la quantité totale nécessaire pour atteindre les objectifs de population de la sauvagine Aire continentale totale désignée, essentielle à la conservation des oiseaux migrateurs et des espèces en péril Pourcentage du territoire terrestre total (y compris les eaux intérieures) conservé dans les aires protégées et autres mesures efficaces de conservation par zone	Objectif 4.3 de la Stratégie fédérale de développement durable : Intendance des écosystèmes terrestres et de l'habitat – Contribuer à l'objectif national proposé, selon lequel, d'ici 2020, au moins 17 % des zones terrestres et des eaux intérieures sont conservées grâce à des réseaux d'aires protégées et à d'autres mesures efficaces de conservation par zone	2020
	Indicateurs de la Stratégie fédérale de développement durable : Nombre de nouvelles espèces exotiques envahissantes connues au Canada, par statut réglementaire fédéral Pourcentage d'espèces exotiques envahissantes étrangères réglementées à l'échelle fédérale non établies au Canada	Objectif 4.6 de la Stratégie fédérale de développement durable : Espèces exotiques envahissantes – D'ici 2020, les voies d'invasion des espèces exotiques envahissantes sont recensées, et des plans d'intervention ou de gestion fondés sur les risques sont en place dans le cas des espèces et des voies d'invasion prioritaires	2020



Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Conservation des habitats fauniques, le Ministère :

- Continuera de traiter les conclusions de l'examen opérationnel des aires protégées du Ministère², en achevant les plans de gestion des réserves nationales de faune du Ministère et en les mettant à la disposition du grand public, ainsi qu'en investissant dans des installations et du matériel essentiels.
- Continuera d'élaborer et faire progresser de nouvelles initiatives portant sur les aires protégées, y compris par la consultation et la négociation avec les divers intervenants de chaque aire protégée afin de prendre en considération et gérer les besoins locaux.
- Collaborera avec des organisations internationales, fédérales, provinciales, autochtones et non gouvernementales, ainsi qu'avec des individus, afin de protéger, d'optimiser ou de restaurer l'habitat, dans le but d'améliorer la survie des oiseaux migrateurs et des espèces en péril.
- Mettra en œuvre divers programmes d'intendance de l'habitat, y compris le [Programme des dons écologiques](#)^{xxvii}.

Programme 1.2 : Ressources en eau

Description du programme

Ce programme traite des risques pour les ressources en eau et des répercussions sur ces dernières des activités industrielles, de l'agriculture, des changements climatiques et d'autres facteurs. Son but est de s'assurer que les menaces pesant sur les ressources en eau et les écosystèmes aquatiques du Canada sont réduites et que la durabilité des ressources est maintenue. Ce programme est mis en œuvre avec le concours des partenaires, y compris d'autres ministères fédéraux, provinces et territoires et plusieurs organisations non gouvernementales. Ce programme se concentre sur la contribution d'Environnement Canada à la surveillance de la qualité de l'eau et à la réalisation de recherches et d'analyses liées à l'eau, ainsi que sur son rôle de collaboration avec d'autres ministères afin de déterminer les priorités en matière de surveillance de la qualité de l'eau, de sa quantité et des écosystèmes aquatiques, ainsi que des recherches connexes. Il fournit des renseignements et conseils scientifiques aux décideurs. Le programme appuie la mise en œuvre de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, du Plan d'action pour l'assainissement de l'eau, de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (1999), de la *Loi sur les pêches*, de la *Loi du traité des eaux limitrophes internationales* et de la *Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux*. Les contributions qui soutiennent les ressources en eau sont utilisées en tant que composantes de ce programme.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
91 196 857	91 196 857	88 228 013	88 013 012

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
743	732	723

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

² L'examen opérationnel des aires protégées du Ministère a été réalisé en 2008 et mis à jour en 2011.

Mesure du rendement

Programme 1.2 : Ressources en eau			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les menaces qui pèsent sur les ressources en eau et les écosystèmes aquatiques sont réduites et la durabilité des ressources est maintenue	Pourcentage des principaux sites de surveillance nationaux dont la qualité de l'eau est bonne ou excellente	50 % des principaux sites de surveillance nationaux présentent une qualité de l'eau bonne ou excellente	Ensemble de données 2010-2012

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du programme Ressources en eau, le Ministère :

- Continuera de surveiller la qualité et la quantité de l'eau, y compris par l'intermédiaire du Plan de mise en œuvre conjoint Canada-Alberta pour la surveillance des sables bitumineux, élaborera une approche et des outils fondés sur le risque visant une meilleure surveillance de la qualité de l'eau, et déterminera les répercussions des changements climatiques.
- Contribuera à la gestion intergouvernementale de l'eau grâce à des études ciblées dans le but d'améliorer la prévision des crues et la gestion des eaux, et il fournira de l'expertise permettant de faciliter la prévision des crues et des décisions en matière d'intervention en cas d'urgence à travers le Canada.
- Améliorera l'accessibilité des données en élaborant une base de données à partir des Relevés hydrologiques du Canada.
- Participera à plusieurs initiatives internationales de gestion des eaux, y compris avec l'Organisation météorologique mondiale, afin d'aider à surveiller le bassin hydrographique arctique.

Sous-programme 1.2.1 : Qualité de l'eau et santé des écosystèmes aquatiques

Description du sous-programme

Le programme appuie les obligations liées à la qualité de l'eau prises en vertu de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (1999), de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, de la *Loi sur les pêches*, de la *Loi du traité des eaux limitrophes internationales* et des accords sur la qualité de l'eau fédéraux, provinciaux, territoriaux et entre le Canada et les États-Unis. Il permet de surveiller la qualité de l'eau et d'établir des rapports connexes, y compris des rapports annuels sur l'indice de la qualité de l'eau douce. Grâce à ce programme, Environnement Canada peut exercer ses responsabilités dans le cadre de l'Initiative du bassin du lac Winnipeg, notamment par l'intermédiaire d'activités de surveillance scientifique et d'initiatives visant à favoriser la circulation et l'analyse de l'information entre les partenaires et les réseaux. Ce programme coordonne également plusieurs activités de surveillance et de recherche avec les États-Unis dans le cadre de l'Accord Canada-États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs. Le programme collabore avec le gouvernement de l'Alberta et les parties prenantes pour mettre en œuvre le Plan conjoint de mise en œuvre Canada-Alberta de la surveillance des sables bitumineux. Ce plan met en place une approche intégrée visant à surveiller et à évaluer l'importance des voies de propagation des contaminants environnementaux dans l'air et l'eau, les effets biologiques et les répercussions de la perturbation des habitats due aux sables bitumineux. Il est aussi question de surveiller la qualité de l'eau des zones de croissance des mollusques au Canada dans le cadre du Programme canadien de contrôle de la salubrité des mollusques qui est géré conjointement par l'Agence canadienne d'inspection des aliments, Environnement Canada et Pêches et Océans Canada.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
68 355 625	66 567 195	66 352 195

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
506	498	492

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 1.2.1 : Qualité de l'eau et santé des écosystèmes aquatiques			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les politiques et programmes du Canada sur les ressources hydriques sont déterminés en fonction des données et de l'information sur la qualité de l'eau et la santé des écosystèmes aquatiques obtenues par une surveillance continue des eaux, qui relèvent de la compétence ou de la responsabilité fédérale.	Pourcentage des sites faisant partie du réseau national principal de surveillance de la qualité de l'eau d'Environnement Canada où des activités de surveillance de la qualité de l'eau ont été entreprises.	100 % des sites surveillés annuellement	Mars 2015

**Faits saillants de la planification**

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Qualité de l'eau et santé des écosystèmes aquatiques, le Ministère :

- Continuera de surveiller les niveaux de contamination bactérienne de l'eau de mer dans les régions où vivent mollusques et crustacés, par l'intermédiaire du Programme canadien de contrôle de la salubrité des mollusques^{xxviii} afin de promouvoir la salubrité des aliments pour la population canadienne, ainsi que l'accès du Canada aux marchés d'importation/exportation.
- Renforcera l'approche fondée sur le risque d'Environnement Canada visant la surveillance de la qualité de l'eau douce à l'aide d'un outil d'analyse des bassins fondé sur le risque. Cet outil scientifique aidera les experts en qualité de l'eau du Ministère à concentrer les activités et ressources de surveillance sur les zones les plus vulnérables et à déterminer, à l'avenir, les menaces nouvelles et émergentes.
- Continuera de mettre en œuvre le Plan de mise en œuvre conjoint Canada-Alberta pour la surveillance des sables bitumineux^{xxix}, y compris en effectuant de la surveillance, des recherches et des analyses des ressources en eau dans la région du cours inférieur de l'Athabasca. Lorsque le plan sera pleinement mis en œuvre en 2015, le nombre de sites d'échantillonnage sera passé de 21 à 40; ces derniers s'étendront sur une zone élargie, et le nombre de types de paramètres échantillonnés visant la qualité de l'eau, ainsi que la fréquence d'échantillonnage auront également augmenté.
- Mettra en œuvre un système national de gestion de l'information des laboratoires qui intègre et harmonise les flux de travail des laboratoires de sciences et technologie afin de mieux soutenir les besoins analytiques de la surveillance, de la recherche, de l'application de la loi et des urgences.

- Déterminera les sources et les répercussions (grâce à l'initiative du bassin du lac Winnipeg^{xxx}) de la charge en éléments nutritifs sur le lac Winnipeg afin de faire progresser l'assainissement de la qualité de l'eau.
- Déterminera les répercussions des changements climatiques et de la variabilité du climat sur les écosystèmes hydrologiques et aquatiques afin d'éclairer les mesures de planification de l'adaptation et d'atténuation et d'appuyer l'élaboration de politiques nationales et internationales sur le climat et sur l'eau, ainsi que la prise de décisions.

Sous-programme 1.2.2 : Gestion et utilisation des ressources en eau

Description du sous-programme

Ce programme mène des activités de recherche et de surveillance et fait progresser les connaissances sur l'état des bassins versants par l'intermédiaire du Conseil canadien des ministres de l'environnement afin d'étayer les décisions de gestion intégrée de l'eau à l'échelle fédérale, provinciale et territoriale. Le programme fait la promotion des renseignements scientifiques et permet leur application pour la prise de décisions éclairées de façon intégrée et uniforme et conformément à la *Loi sur les ressources en eau du Canada*. Le programme coordonne la science et la surveillance de la qualité et de la quantité de l'eau afin d'éclairer les décisions et les approches visant l'élaboration et la gestion de politiques. Le programme coordonne les activités avec les organismes gouvernementaux du Canada et des États-Unis (p. ex. la Commission mixte internationale) et met au service des offices des eaux nationaux et internationaux son expertise sur les enjeux transfrontaliers et nationaux tels que la protection des écosystèmes, les risques d'inondation et le maintien d'un débit d'eau suffisant pour soutenir les activités économiques dans les voies navigables du lac Ontario au fleuve Saint-Laurent, du lac Supérieur au lac Huron et dans d'autres rivières transfrontalières.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
2 555 621	2 551 883	2 551 882

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
29	29	28

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 1.2.2 : Gestion et utilisation des ressources en eau			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les décideurs chargés des ressources en eau disposent des renseignements et des points de vue des intervenants nécessaires pour prendre des décisions responsables et adaptées sur les ressources partagées	Indice de la satisfaction de la clientèle, sur une échelle de 1 (insatisfaisant) à 10 (excellent)	La cible sera déterminée une fois qu'une valeur de référence aura été mesurée (en 2014)	À déterminer



Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Gestion et utilisation des ressources en eau, le Ministère :

- Continuera de respecter ses obligations nationales, internationales et législatives en participant à des conseils et études intergouvernementaux. Les Relevés hydrologiques du Canada continueront de fournir des données hydrométriques, qui seront utilisées pour fournir des renseignements sur l'écoulement naturel de l'eau, sa répartition et d'autres calculs, afin d'aider les décideurs chargés des ressources en eau à respecter leurs obligations.
- Collaborera avec la Commission mixte internationale pour finaliser les recommandations concernant les plans mis à jour sur la réglementation de l'eau du lac Ontario et du lac Supérieur et pour déterminer et élaborer des axes de travail initiaux afin de définir des mesures d'intervention adaptatives pour gérer les situations extrêmes en matière de niveau de l'eau dans les Grands Lacs.

Sous-programme 1.2.3 : Services et relevés hydrologiques

Description du sous-programme

Tout renseignement portant sur le cycle de l'eau est essentiel à la santé et à la sécurité au Canada (p. ex. la prévention et la prévision des crues) et à l'efficience économique (p. ex. l'agriculture, l'hydroélectricité et le transport maritime international). Les données et les renseignements hydrologiques sont recueillis et diffusés pour appuyer les décisions relatives à la gestion des eaux. Les données hydrologiques et les renseignements météorologiques et supplémentaires fournis par le programme sont utilisés par les agences internationales, fédérales, provinciales, territoriales et municipales pour établir des règlements et pour réagir aux changements des niveaux et des débits des eaux au Canada et des cours d'eau qui traversent des frontières internationales. En vertu de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, les activités de surveillance menées dans le cadre de ce programme sont mises en œuvre par le biais d'accords bilatéraux de partage des coûts entre Environnement Canada et tous les territoires et provinces (Affaires autochtones et Développement du Nord Canada représentent le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest). Ces accords établissent le cadre national au moyen duquel Environnement Canada recueille, interprète et fournit des renseignements sur le débit et le niveau d'eau et soutient les enquêtes scientifiques. L'exécution du programme exige la participation du personnel au siège social d'Environnement Canada et dans chacune des régions. La prestation du programme peut inclure des contributions à l'appui de Ressources en eau.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
20 285 611	19 108 935	19 108 935

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
208	206	203

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 1.2.3 : Services et relevés hydrologiques

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens et leurs institutions ont les données hydrologiques, les renseignements et les connaissances nécessaires pour prendre des décisions en matière de gestion de l'eau.	Indice de la satisfaction de la clientèle, sur une échelle de 1 (insatisfaisant) à 10 (excellent)	La cible du cadre de mesure du rendement sera définie une fois qu'une valeur de référence aura été mesurée (en 2015)	À déterminer
 Objectif 3 de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) : Qualité de l'eau et quantité d'eau – Protéger et améliorer l'eau pour qu'elle soit propre, saine et sécuritaire pour tous les Canadiens et qu'elle soutienne des écosystèmes sains		Cible 3.12 de la Stratégie fédérale de développement durable : Gestion des ressources en eau – Promouvoir une gestion durable des ressources en eau grâce à la collecte de données ainsi qu'à l'enrichissement et à la diffusion des connaissances de 2013 à 2016	2016



Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Services et relevés hydrologiques, le Ministère :

- Augmentera, en temps réel, la disponibilité et l'accessibilité des produits de données en élaborant une base de données des Relevés hydrologiques du Canada. Les données en temps réel et les données historiques sont actuellement disponibles sur le [site Internet du Bureau des eaux](#)^{xxxii} du Ministère.
- Élaborera des outils fondés sur les risques afin d'optimiser les activités de planification et de conception des réseaux qui pourraient permettre de cerner de nouveaux emplacements de stations et de nouvelle priorités en matière d'affectation des ressources. Ces outils seront élaborés grâce à un projet de recherche triennal du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie (2012-2015), dirigé par l'Université McMaster et des services de consultation du secteur privé.
- Fournira son expertise à ses partenaires provinciaux et territoriaux, y compris aux organismes de gestion des urgences, pour appuyer leurs programmes de prévision des crues et d'intervention en cas d'urgence.
- Travaillera de manière bilatérale avec les États-Unis (Commission géologique des États-Unis et Administration océanique et atmosphérique nationale) sur l'élaboration de formations et de technologies hydrométriques, telles que des outils hydroacoustiques et auxiliaires.
- Examinera de nouvelles approches de gestion des eaux à l'aide de données télédéetectées, par l'intermédiaire de l'[initiative Water From Space](#)^{xxxiii}.
- Au sein de la Commission d'hydrologie de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), il travaillera sur les systèmes de base en hydrologie, en analyse de la fréquence des crues et en renforcement des capacités.
- Fera avancer le [programme HYCOS \(système d'observation du cycle hydrologique\)](#) dans l'[Arctique](#)^{xxxiv} afin d'améliorer la surveillance hydrométrique, son exactitude et la disponibilité des données dans le bassin hydrographique arctique.

Programme 1.3 : Écosystèmes durables

Description du programme

Ce programme vise à conserver les écosystèmes du Canada à long terme en fournissant aux Canadiens, à leurs gouvernements et au secteur privé, les renseignements et les outils environnementaux nécessaires pour intégrer des considérations sociales, économiques et environnementales dans leurs prises de décisions et leurs actions. Les évaluations environnementales constituent une part importante de ce programme. L'approche écosystémique de la gestion environnementale vise à préserver la capacité d'un système entier à produire des biens et des services écologiques, tels que les ressources en eau, la qualité de l'air et de l'eau et les ressources génétiques afin d'appuyer notre économie, la sécurité, la santé et le bien-être des individus. Ce programme met l'accent sur le développement et la mise en œuvre des politiques et stratégies de durabilité d'Environnement Canada, des renseignements venant appuyer la planification intégrée à l'échelle des écosystèmes, la mobilisation des collectivités en matière d'assainissement des sites, la mobilisation des jeunes, ainsi que la recherche et la production de rapports sur la situation et les tendances environnementales. Ce programme facilite la planification interdisciplinaire et intersectorielle ainsi que le partage de l'information entre les partenaires. Les contributions soutenant les écosystèmes durables sont utilisées en tant que composantes de ce programme.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
92 013 642	92 013 642	82 871 755	62 603 076

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
350	335	307

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Programme 1.3 : Écosystèmes durables			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens gèrent les ressources écosystémiques de façon à favoriser la durabilité de l'écosystème.	Totalité des indicateurs écosystémiques sélectionnés dans les initiatives écosystémiques	Cible à déterminer	À déterminer

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Écosystèmes durables, le Ministère :

- Mettra en œuvre la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD)^{xxxv}, y compris les mesures permettant d'exploiter pleinement son potentiel d'outil d'information, et à améliorer son efficacité.
- Mettra à jour et étendra les indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement (ICDE)^{xxxvi} pour élargir la couverture des enjeux environnementaux.

- Participera aux évaluations environnementales fédérales au titre d'autorité fédérale et fournira des renseignements ou connaissances de spécialiste ou d'expert aux autorités responsables et aux commissions chargées des questions environnementales.
- Continuera à prendre part au comité de coordination du Bureau de gestion des grands projets du gouvernement fédéral afin de permettre au Ministère d'influencer la durabilité des projets de développement des ressources, essentiels pour l'économie canadienne.
- Continuera de proposer des activités coordonnées dans les écosystèmes prioritaires, en travaillant au sein d'un cadre établi et avec des partenaires installés à travers le pays.

Sous-programme 1.3.1 : Rapports et indicateurs de durabilité

Description du sous-programme

Les responsables du programme travaillent de concert avec les autres ministères par le biais du Bureau du développement durable en vue de mettre en application la *Loi fédérale sur le développement durable* qui impose à Environnement Canada de diriger la mise en œuvre, le suivi et la production de rapports concernant la Stratégie fédérale de développement durable. La Loi stipule que le ministère de l'Environnement doit définir et mettre en place une Stratégie fédérale de développement durable qui rend le processus décisionnel en matière d'environnement plus transparent et plus responsable envers le Parlement. Aux termes de la Loi, la stratégie est déposée tous les trois ans au Parlement pour définir les cibles et objectifs fédéraux en matière de développement durable, ainsi que les stratégies de mise en œuvre. En outre, le Bureau du développement durable produit, au moins une fois tous les trois ans, un rapport d'étape du gouvernement fédéral sur la mise en œuvre de la Stratégie fédérale de développement durable. Enfin, ce programme aide les ministères et les organismes fédéraux compétents à élaborer et à déposer leurs propres stratégies pour montrer combien les activités menées dans le cadre du programme appuient la Stratégie fédérale de développement durable dans l'année qui suit le dépôt de ladite stratégie à la Chambre des communes. Ces stratégies appuient et favorisent une plus grande transparence et une meilleure reddition de comptes aussi bien envers le public que le Parlement. Les responsables du programme collaborent avec les autres ministères par le biais de l'initiative des Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement pour faire état de l'évolution des indicateurs environnementaux qui permettent de mesurer les progrès de la Stratégie fédérale de développement durable et de suivre les questions qui préoccupent les Canadiens, y compris le climat et la qualité de l'air, la disponibilité et la qualité de l'eau et la protection de la nature.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
7 844 185	7 827 668	7 827 668

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
58	58	57

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 1.3.1 : Rapports et indicateurs de durabilité			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Usage accru des indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement dans les politiques de développement durable et dans la production de rapports	Nombre annuel de publications externes sur la recherche, les politiques ou les médias, qui adoptent au titre de mesures ou d'analyses, les indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement	70 publications	Décembre 2014
Les politiques et plans des ministères fédéraux reflètent les objectifs et cibles dans la Stratégie fédérale de développement durable	Pourcentage d'objectifs, de cibles et de stratégies de mise en œuvre tirés de la Stratégie fédérale de développement durable, intégrés aux rapports ministériels annuels (p. ex. Rapports sur les plans et les priorités, Rapports ministériels sur le rendement)	100 %	Mars 2015

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Rapports et indicateurs de durabilité, le Ministère :

- Optimisera l'utilité de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) en améliorant à la fois la manière de présenter l'information et la manière dont les utilisateurs y accèdent, ainsi que les liens entre la Stratégie fédérale de développement durable et la stratégie fédérale principale de planification et de production de rapports, ainsi qu'en examinant les mises à jour opportunes des indicateurs de durabilité.
- Démarrera le processus de préparation de la prochaine SFDD (2016-2019) pour refléter les commentaires des intervenants, en faisant par exemple participer un plus grand nombre de ministères non soumis à la *Loi fédérale sur le développement durable*.
- Encouragera les possibilités pour les ministères et les organismes de la SFDD de normaliser et d'augmenter l'efficacité de leurs rapports d'étape, dans le cadre de la préparation d'un rapport d'étape pangouvernemental en 2015-2016.
- Continuera à élaborer, à mettre à jour et à étendre les indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement (ICDE)^{xxvi}, en vue d'atteindre une couverture totale des indicateurs de la Stratégie fédérale de développement durable. Le Ministère explorera également l'élaboration de produits d'information supplémentaires visant à étoffer le type et la nature des indicateurs environnementaux mis à la disposition de la population canadienne.

Sous-programme 1.3.2 : Évaluation et approches axées sur les écosystèmes**Description du sous-programme**

Ce programme contribue à la mise en place d'une activité consolidée pour évaluer et gérer les écosystèmes canadiens de manière durable. Ces divers éléments fournissent de l'expertise scientifique et des conseils destinés aux décideurs au sein des différents ordres de gouvernement, des organisations non gouvernementales de l'environnement, de l'industrie, des chercheurs et du grand public. L'objectif est de faire en sorte que les renseignements sur l'écosystème et les effets sur l'environnement des propositions de développement soient pris en compte dans les décisions. Dans le cadre de ce programme, des activités dans les domaines de la surveillance, de la recherche, de l'évaluation et de la

présentation de rapports sur la biodiversité et la santé des écosystèmes sont organisées. Ce programme surveille également la biodiversité et les contaminants dans le cadre du Plan de mise en œuvre conjoint Canada-Alberta de la surveillance des sables bitumineux en vue de mieux comprendre les effets cumulatifs à long terme de l'exploitation des sables bitumineux. Environnement Canada participe aux évaluations environnementales fédérales, y compris celles menées dans le Nord et apporte son expertise scientifique dans le cadre des évaluations environnementales réalisées à l'échelle territoriale et provinciale. Environnement Canada contribue à la santé des écosystèmes canadiens en s'impliquant dans ces évaluations stratégiques.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
20 906 910	20 375 762	19 129 302

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
184	174	163

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 1.3.2 : Évaluation et approches axées sur les écosystèmes			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date butoir
Les effets environnementaux négatifs potentiellement importants des projets, plans, programmes et politiques assujettis à la loi fédérale en matière d'évaluation environnementale et à la Directive du Cabinet sont évités ou atténués.	Part des recommandations d'Environnement Canada intégrée aux décisions définitives portant sur les évaluations environnementales	60 %	Mars 2015
	Part des demandes de suivi des évaluations environnementales formulées par Environnement Canada qui fonctionne comme prévu	100 %	Exercice financier 2016-2017



Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Évaluation et approches axées sur les écosystèmes, le Ministère :

- Continuera de participer aux évaluations environnementales fédérales au titre d'autorité fédérale et aux évaluations stratégiques régionales et de projets afin de contribuer à la santé des écosystèmes au Canada.
- Suivra l'implication du Ministère dans les processus d'évaluations environnementales et à l'examen des projets sur le territoire domanial afin de garantir un accès fiable à des renseignements à jour sur la mobilisation du Ministère à l'égard des projets (environ 100 par année).

Sous-programme 1.3.3 : Mobilisation communautaire

Description du sous-programme

Ce programme incite la population canadienne et les collectivités à participer à la protection et à la restauration de l'environnement en modifiant leur comportement, en renforçant les capacités et en créant des programmes de financement communautaires et des activités de mobilisation.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
9 803 400	9 800 159	9 800 159

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
27	27	26

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 1.3.3 : Mobilisation communautaire			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Participation accrue des Canadiens dans des activités individuelles et collectives visant à protéger, à conserver ou à remettre en état l'environnement naturel	Nombre de Canadiens prenant des mesures individuelles et collectives afin de protéger, de conserver ou de remettre en état l'environnement naturel	400 000	Mars 2015

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Mobilisation communautaire, le Ministère :

- Financera des stages internationaux dans le cadre du programme Service écojeunesse international visant à favoriser et à accroître l'employabilité des jeunes adultes au sein du secteur privé environnemental.
- Financera des stages dans le cadre du Programme de stages Horizons sciences pour les jeunes afin d'augmenter les possibilités d'emploi pour les diplômés de niveau postsecondaire dans les disciplines de sciences environnementales.
- Fera participer la population canadienne aux projets et aux activités qui profitent à l'environnement naturel en réinvestissant des fonds recueillis grâce au Fonds pour dommages à l'environnement.

Sous-programme 1.3.4 : Initiatives axées sur les écosystèmes

Description du sous-programme

Ce programme fait progresser la mise en œuvre d'une approche écosystémique en coordonnant et en surveillant les initiatives axées sur l'écosystème. Il répond à l'intérêt croissant de faire sans cesse des progrès mesurables sur le plan environnemental en mettant au point des outils non réglementaires et en allant au-delà des questions de compétence. Le programme essaie d'établir et d'appuyer les mécanismes de gouvernance conjointe et d'octroyer des subventions et des contributions à des projets de nettoyage et à des projets communautaires. Il assure également la gestion des ententes administratives et des autres types d'ententes de financement ainsi que des partenariats avec les provinces, le gouvernement des États-Unis, les groupes autochtones et les intervenants régionaux.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
53 459 147	44 868 166	25 845 947

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
81	77	61

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 1.3.4 : Initiatives axées sur les écosystèmes			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Environnement Canada et ses partenaires atteignent des objectifs à court terme relatifs aux améliorations environnementales dans les écosystèmes d'importance nationale	Progrès estimés accomplis par rapport aux objectifs à court terme fixés dans les ententes fédérales-provinciales concernant les initiatives axées sur l'écosystème	Grands Lacs : 100 % Saint-Laurent : 100 %	Mars 2018 Mars 2016
 Objectif 3 de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) : Qualité de l'eau et quantité d'eau – Protéger et améliorer l'eau pour qu'elle soit propre, saine et sécuritaire pour tous les Canadiens et qu'elle soutienne des écosystèmes sains	Indicateur de la Stratégie fédérale de développement durable : Restaurer les secteurs préoccupants des Grands Lacs Indicateur de la Stratégie fédérale de développement durable : Concentrations de phosphore dans les Grands Lacs	Cible 3.3 de la Stratégie fédérale de développement durable : Secteurs préoccupants canadiens des Grands Lacs – Prendre des mesures fédérales pour restaurer les utilisations bénéfiques afin de radier cinq secteurs préoccupants au Canada et de réduire de 25 % le nombre d'utilisations bénéfiques altérées dans les autres secteurs préoccupants d'ici 2018. Cible 3.4 de la Stratégie fédérale de développement durable : Grands Lacs – Contribuer à la restauration et à la protection des Grands Lacs en élaborant et en obtenant l'acceptation binationale des objectifs pour la gestion des éléments nutritifs dans le lac Érié d'ici 2016 et les autres Grands Lacs au besoin.	2018 2016

	Indicateur de la Stratégie fédérale de développement durable : Concentrations de phosphore dans le fleuve Saint-Laurent	Cible 3.5 de la Stratégie fédérale de développement durable : Fleuve Saint-Laurent – Prendre des mesures fédérales pour réduire les polluants afin d'améliorer la qualité de l'eau, de conserver la biodiversité et d'assurer les utilisations bénéfiques dans le fleuve Saint-Laurent d'ici 2016.	2016
	Indicateur de la Stratégie fédérale de développement durable : Réduction des déversements de phosphore dans le lac Simcoe	Cible 3.6 de la Stratégie fédérale de développement durable : Lac Simcoe et sud-est de la baie Georgienne – Réduire les déversements de phosphore dans le lac Simcoe d'environ 2 000 kg d'ici 2017, ce qui permet d'appuyer l'objectif de la province de l'Ontario de réduire de 44 000 kg par an les apports en phosphore dans le lac d'ici 2045. Réduire d'environ 2 000 kg les déversements de phosphore dans les bassins versants du sud-est de la baie Georgienne d'ici 2017.	2017 2017
	Indicateurs de la Stratégie fédérale de développement durable : Concentrations d'azote et de phosphore dans le lac Winnipeg Réduction des déversements de phosphore dans le lac Winnipeg	Cible 3.7 de la Stratégie fédérale de développement durable : Bassin du lac Winnipeg – D'ici 2017, réduire les apports en phosphore dans les plans d'eau du bassin du lac Winnipeg, à l'appui du plan général de la province du Manitoba de réduire de 50 % les niveaux de phosphore dans le lac Winnipeg afin d'atteindre ceux avant 1990.	2017



Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Initiatives axées sur l'écosystème, le Ministère :

- Poursuivra la mise en œuvre de l'[Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026](#)^{XXXVII}. En collaboration avec 17 ministères et organismes des deux ordres de gouvernement, il continuera de traiter les trois enjeux prioritaires dans le fleuve Saint-Laurent (conservation de la diversité biologique, utilisations durables et qualité de l'eau).
- Exécutera les Initiatives des écosystèmes de l'Atlantique, y compris l'utilisation continue des partenariats stratégiques, de la recherche, de la science et des programmes de financement pour soutenir les partenariats et les projets sur l'écosystème qui permettent de renforcer les efforts pour conserver et restaurer la biodiversité et l'habitat importants, améliorer la qualité de l'eau et mieux s'attaquer aux répercussions des changements climatiques.
- Poursuivra les négociations entreprises dans le cadre de l'Initiative de l'écosystème du bassin des Grands Lacs pour conclure une entente Canada-Ontario 2014-2019 afin de faciliter l'exécution des obligations du Canada dans l'Accord Canada-États-Unis de 2012 relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs (AQEGL). Une nouvelle entente Canada-Ontario coordonnera les mesures nationales pendant cinq ans pour faciliter l'exécution des obligations du Canada dans l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs. Les activités prévues pour 2014-2015 comprennent les suivantes :

- Établir (aux fins de consultation) des ébauches de cibles pour le phosphore dans le cas des eaux littorales et des eaux libres du lac Érié afin d'atteindre les niveaux d'algues toxiques et nuisibles correspondant aux objectifs relatifs aux écosystèmes du lac.
- Avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada comme gestionnaire de projet, entreprendre la réalisation du projet d'assainissement des sédiments du récif Randle dans le secteur préoccupant du port de Hamilton. Son achèvement étant prévu en 2022, le projet comprend la construction d'une installation de confinement artificielle dans le port, le dragage de sédiments contaminés et l'installation d'une couche de surface imperméable. L'installation sera alors exploitée comme une installation portuaire par l'administration portuaire de Hamilton.
- Publier un rapport sur la science des eaux souterraines qui précisera les répercussions de ces eaux sur les Grands Lacs, présenter une analyse des contaminants et évaluer la nécessité de procéder à une analyse scientifique plus poussée (y compris l'incidence possible des changements climatiques sur les eaux souterraines).

Programme 1.4 : Promotion de la conformité et application de la loi – Faune

Description du programme

Ce programme permet de conserver et de protéger l'environnement naturel grâce à la promotion de la conformité et à l'application de la *Loi sur les espèces en péril*, de la *Loi de 1994 sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs*, de la *Loi sur la protection d'espèces animales ou végétales sauvages et la réglementation de leur commerce international et interprovincial* et de la *Loi sur les espèces sauvages au Canada*. Le programme comprend des mesures de promotion d'observation de la loi telles que la diffusion de l'information, l'éducation et la consultation des parties touchées par ces lois. Il entretient un contingent d'agents d'application de la loi dont les activités sont axées sur la garantie et la vérification de la conformité aux lois, aux règlements et aux permis relatifs aux espèces sauvages et aux aires protégées d'Environnement Canada, ainsi que la collecte de renseignements, la réalisation d'inspections et d'enquêtes concernant les contrevenants présumés. Les responsables du programme travaillent également avec les États-Unis et le Mexique sous les auspices de la Commission de coopération environnementale pour renforcer l'application de la loi sur la faune. Ces mesures permettent de réduire les dommages et les menaces touchant la biodiversité au profit des Canadiens et de la collectivité internationale.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
15 821 926	15 821 926	15 321 593	15 356 059

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
122	119	118

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Activité de programme 1.4 : Promotion de la conformité et application de la loi – Faune			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Conformité aux lois et règlements sur les espèces sauvages administrées par Environnement Canada	Pourcentage des collectivités réglementées inspectées qui se conforment aux exigences réglementaires en application de la <i>Loi de 1994 sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs</i>	90 %	Mars 2015

**Faits saillants de la planification****(voir aussi Programme 3.3 : Promotion de la conformité et application de la loi – Pollution)**

En 2014-2015, par l'intermédiaire du programme Promotion de la conformité et application de la loi – Faune, le Ministère :

- Apportera des améliorations continues à sa présence sur le Internet pour favoriser la promotion de la conformité aux exigences réglementaires afin de créer des renseignements clairs, uniformes et faciles à trouver sur les exigences environnementales.
- Poursuivra son partenariat et sa collaboration avec d'autres ministères fédéraux concernant l'élaboration des politiques pour renforcer les capacités d'application de la loi dans le Nord.
- Procédera au déploiement de la première phase d'un nouveau système d'information en matière d'application de la loi, et à la centralisation des données afin de faciliter ses activités de promotion de la conformité et d'application de la loi.
- Déterminera les secteurs prioritaires relatifs à l'application de la loi en collaboration avec les experts et partenaires, ainsi qu'en examinant les données recueillies dans le cadre d'inspections, d'enquêtes et de collectes de renseignements. Le Ministère se penchera également sur les questions opérationnelles nécessitant une attention particulière pour assurer une exécution de la loi qui est juste et prévisible partout au pays.
- Poursuivra l'élaboration d'un régime de sanctions administratives pécuniaires prévu en vertu de la *Loi sur les pénalités administratives en matière d'environnement* par l'intermédiaire duquel le gouvernement fédéral met en œuvre son engagement à promouvoir la protection des eaux, de l'air, des sols et des espèces sauvages au moyen d'une application plus efficace de la loi.

Résultat stratégique 2 : La population canadienne est équipée pour prendre des décisions éclairées quant aux conditions changeantes du temps, de l'eau et du climat.

Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Indice d'avertissement météorologique (un indice pondéré de l'à-propos et de l'exactitude d'un avertissement météorologique)	7,6 sur 10	Juillet 2015

Programme 2.1 : Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens

Description du programme

Ce programme fournit des prévisions et des avertissements fiables, précis et opportuns ainsi que des renseignements météorologiques et environnementaux afin de prévoir les risques et les possibilités relatifs aux conditions changeantes de la météo, de l'eau, de la qualité de l'air et du climat, de les gérer et de s'y adapter. Il fait appel à la surveillance, à la recherche, à la prévision et à la prestation de services, fondées sur des principes scientifiques éprouvés, afin d'aider les Canadiens à prendre des décisions éclairées pour protéger leur santé, leur sécurité et leur prospérité économique. Comme un effort mondial est nécessaire pour surveiller, comprendre et prévoir les conditions de la météo, de l'eau, de la qualité de l'air, de la glace de mer et du climat en perpétuel changement, le programme s'appuie sur différents collaborateurs au Canada et dans le monde entier. Les principaux partenaires sont l'Organisation météorologique mondiale des Nations Unies et son Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ainsi que les médias, les universités et tous les ordres de gouvernement du Canada. Le programme respecte les responsabilités du Ministère qui lui sont conférées par la *Loi sur le ministère de l'Environnement*, la *Loi sur les renseignements en matière de modification du temps*, la *Loi sur la gestion des urgences* (2007), la Convention de l'Organisation météorologique mondiale, et les protocoles d'accord conclus avec des organismes météorologiques nationaux et les agences spatiales. Il fournit également des prévisions et des renseignements en cas d'urgences environnementales associées à la libération de matières toxiques et radioactives dans l'atmosphère. Des subventions et des contributions à l'appui des Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens sont utilisées comme des éléments de ce programme.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
165 962 548	165 962 548	170 289 173	143 157 785

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
1 077	1 053	953

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Programme 2.1 : Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens utilisent les services météorologiques et environnementaux d'Environnement Canada	Pourcentage de la population d'une région visée par un avertissement qui déclare avoir vu ou entendu un récent avertissement météorologique et qui a pris des mesures en conséquence	30 %	Juillet 2016

Les Canadiens comprennent les renseignements sur les conditions météorologiques, hydriques et climatiques changeantes ainsi que les risques pour la santé et la sécurité qui y sont associés	Pourcentage de la population qui comprend les renseignements sur le refroidissement éolien	Cible à déterminer	À déterminer
	Pourcentage des populations vulnérables ciblées des régions sélectionnées qui reçoivent des renseignements sur la cote air santé (CAS) qui a) établit des changements de comportement potentiels en réaction aux niveaux de cote air santé actuels ou prévus, conformément aux messages sur la santé, ou qui b) établit des changements de comportement concrets en réaction aux niveaux de cote air santé actuels ou prévus, conformément aux messages sur la santé	De 10 à 20 % de la population sensible (l'écart est dû à une variation régionale)	Mars 2016

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du programme Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens, Environnement Canada :

- Continuera d'appuyer le programme stratégique du gouvernement fédéral, notamment la gestion des urgences, le Nord et les services hydriques et climatiques.
- Ira de l'avant avec l'apport d'améliorations et de mises à niveau à l'infrastructure de surveillance des conditions météorologiques et avec la modernisation de l'équipement dans tous les principaux réseaux afin d'offrir à la population canadienne des renseignements opportuns, précis et accessibles.
- Poursuivra la mise en œuvre de projets qui contribuent à la transformation interne afin d'assurer une disponibilité accrue des données de surveillance et des prévisions météorologiques.
- Procédera à l'élargissement et à l'amélioration du service cote air santé (CAS) afin de produire de meilleures prévisions de la qualité de l'air à l'appui de la santé des Canadiens.
- Offrira une panoplie de données et de modèles climatiques, en orientant les services et produits concernés vers les utilisateurs spécialisés et internationaux.
- Maintiendra la capacité superinformatique et les services de technologie de l'information essentiels à la mission grâce à une collaboration permanente avec Services partagés Canada.
- Améliorera et entretiendra la collaboration et les partenariats internationaux, et contribuera aux initiatives internationales en assurant la surveillance et en communiquant des données et des conseils éclairés.

Sous-programme 2.1.1 : Observations, prévisions et avertissements météorologiques

Description du sous-programme

Ce programme fournit, tous les jours et en tout temps, des avertissements, des prévisions et des renseignements météorologiques avec des préavis de quelques minutes à quelques semaines. Son but est d'aider la population canadienne à anticiper les événements météorologiques dangereux pour qu'elle ait le temps nécessaire pour se protéger et protéger ses biens. Ses activités de programme conjuguent la recherche dans le domaine des sciences et la modélisation avec la surveillance régionale, la prévision et

la prestation de services. Ces activités dépendent de la capacité superinformatique gérée par les Services partagés Canada. Le programme est mis en œuvre grâce à des collaborations concernant des données, des connaissances scientifiques et la diffusion de l'information, au Canada et à l'échelle internationale. Les principaux partenaires comprennent les médias, tous les différents ordres de gouvernement et milieux universitaires au Canada, d'autres services météorologiques nationaux, des centres de recherches et des agences spatiales, ainsi que l'Organisation météorologique mondiale (OMM) des Nations Unies à laquelle ce programme offre annuellement un montant d'environ deux millions de dollars pour soutenir les engagements internationaux du Canada en matière de météorologie et d'hydrologie. Le programme respecte les responsabilités prévues par la *Loi sur le ministère de l'Environnement* et la *Loi sur les renseignements en matière de modification du temps*, et offre un soutien aux autres ministères qui agissent dans le cadre de la *Loi sur la gestion des urgences* (2007). La prestation du programme comprend la contribution obligatoire à l'Organisation météorologique mondiale et peut comprendre des subventions et des contributions à l'appui des Services météorologiques et environnementaux pour la population canadienne.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
134 203 251	138 638 182	118 675 684

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)

2014-2015	2015-2016	2016-2017
811	791	745

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 2.1.1 : Observations, prévisions et avertissements météorologiques			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens disposent des renseignements dont ils ont besoin sur les conditions météorologiques actuelles et changeantes	Pourcentage de la population qui déclare être un peu ou très susceptible d'accéder aux renseignements météorologiques lors d'une journée normale	90 %	Juillet 2016
	Pourcentage de la population qui indique que les prévisions météorologiques sont « toujours » ou « habituellement » utiles	85 %	Mars 2015

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Observations, prévisions et avertissements météorologiques, le Ministère :

- Tirera parti des travaux en cours pour améliorer et mettre à jour l'infrastructure de surveillance en assurant la gestion du cycle de vie et en modernisant l'équipement dans les réseaux maritimes et les réseaux de radars, en surface, en altitude et de détection de la foudre. Il fera des efforts qui contribueront à améliorer la capacité d'observer, de détecter et de prévoir des conditions de temps violent, et se penchera sur les nouveaux défis en matière d'infrastructure (p. ex. remplacer les systèmes de surveillance à hélium par les systèmes à hydrogène).

- Poursuivra les principaux projets internes de transformation, ce qui comprend la mise en œuvre de l'approche du réseau des réseaux auprès des intervenants pour accroître la disponibilité des données de surveillance, l'avancement du système de prévisions météorologiques de la prochaine génération et la modernisation du système d'avertissements et de prévisions météorologiques.
- Se préparera pour appuyer les Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 (Toronto), grâce à des renseignements à jour et de qualité optimale sur les conditions de temps violent et les événements environnementaux.
- Maintiendra sa capacité de recherche et développement météorologique pour améliorer les prévisions météorologiques et environnementales et pour publier les résultats de cette recherche dans la documentation scientifique.
- Collaborera avec des partenaires multilatéraux tels que l'Organisation météorologique mondiale^{XXXVIII}, le Groupe sur l'observation de la Terre^{XXXIX} et des organisations nationales importantes dans les domaines météorologique et hydrologique, permettant ainsi au Canada de profiter des technologies et des renseignements scientifiques provenant de l'étranger.

Sous-programme 2.1.2 : Information météorologique liée à la santé

Description du sous-programme

Ce programme fournit des prévisions, des outils et des renseignements sur les conditions atmosphériques qui ont une incidence sur la santé, comme la qualité de l'air, les températures extrêmes et les rayons ultraviolets. Il soutient les mandats d'Environnement Canada, de Santé Canada et de plusieurs organismes de santé publics et non gouvernementaux. Le programme inclut des travaux sur la cote air santé et d'autres projets qui aident les Canadiens à prendre des décisions éclairées concernant leur santé et la réduction de la pollution, et rendent les organismes de santé capables d'aider les populations vulnérables à réagir aux conditions atmosphériques changeantes. Il est mis en œuvre dans tout le Canada grâce à des collaborations promouvant la diffusion des données et des connaissances. Parmi les collaborateurs se trouvent les médias, les organismes de santé publics de tous les ordres de gouvernement, les organismes environnementaux provinciaux et les organismes non gouvernementaux. Ce programme permet d'effectuer des observations systématiques et des activités de surveillance des polluants atmosphériques (Réseau canadien d'échantillonnage des précipitations et de l'air) et de l'ozone atmosphérique et accueille le Centre mondial des données sur l'ozone et le rayonnement ultraviolet, régi par l'Organisation météorologique mondiale et utilisé par plus de 75 organismes gouvernementaux à travers le monde. La prestation du programme peut inclure des contributions et des subventions à l'appui de Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
11 462 677	11 478 573	4 744 951

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
86	85	36

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 2.1.2 : Information météorologique liée à la santé			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les Canadiens ont les renseignements dont ils ont besoin pour protéger leur santé contre les risques attribuables à la qualité de l'air et à d'autres conditions atmosphériques	Pourcentage des populations vulnérables ciblées des régions sélectionnées recevant des renseignements sur la cote air santé (CAS) qui déclare se souvenir avoir vu ou entendu de l'information sur cette cote	De 15 à 25 % de la population vulnérable (l'écart est dû à une variation régionale)	Mars 2016
	Pourcentage de la population générale des régions sélectionnées recevant des renseignements sur la cote air santé (CAS) qui déclare se souvenir avoir vu ou entendu de l'information sur cette cote	De 15 à 20 % de la population générale (l'écart est dû à une variation régionale)	Mars 2016



Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Information météorologique concernant la santé, le Ministère :

- Poursuivra l'expansion du service de la Cote air santé (CAS)^{xii}, en mettant l'accent sur les communautés du Nord, y compris la mise en œuvre de la cote à Iqaluit (Nunavut) et à Inuvik (Territoires du Nord-Ouest).
- Continuera de perfectionner les techniques pour combiner les données d'observation et les valeurs prédictives de modèle afin de créer des cartes scientifiquement rigoureuses des valeurs de matière particulière fine, d'ozone, de dioxyde d'azote et de la cote air santé (CAS) qui permettront de mieux protéger la santé des Canadiens.
- Mettra à l'essai l'initiative *Firework* utilisée pour capter les émissions des feux irréprimés dans le modèle opérationnel de prévision de la qualité de l'air.
- Améliorera les prévisions de la cote air santé pour les Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 en apportant des modifications à la résolution spatiale et aux processus chimiques dans le modèle de la qualité de l'air.
- Assurera le suivi des changements dans la couche d'ozone stratosphérique, continuera d'administrer le Centre mondial des données sur l'ozone et le rayonnement ultraviolet^{xiii} et le Centre mondial d'étalonnage de l'instrument Brewer pour la communauté scientifique internationale, et fournira des connaissances et des données dans le cadre de l'évaluation scientifique de l'appauvrissement de la couche d'ozone du Programme des Nations Unies pour l'environnement^{xiv} de 2014/Organisation météorologique mondiale.

Sous-programme 2.1.3 : Information, prévisions et outils climatologiques

Description du sous-programme

Ce programme fournit de nouvelles connaissances et informations sur les conditions passées, présentes et futures du système climatique et sur son mode de fonctionnement, ainsi que des données sur la composition évolutive de l'atmosphère et ses effets. Parmi les travaux menés dans le cadre de ce programme, mentionnons l'élaboration de modèles et scénarios climatiques mondiaux et régionaux capables de détecter l'influence humaine sur les changements climatiques au Canada, y compris ceux de nature extrême. Ces travaux permettent également de comprendre la cryosphère nordique et canadienne

et de suivre les quantités atmosphériques de gaz à effet de serre et d'aérosols dans l'ensemble du Canada, y compris aux emplacements isolés. Ces activités permettent de mieux comprendre les effets que provoquent les changements climatiques sur les secteurs économiques et les écosystèmes. Les travaux de recherche et d'analyse effectués dans le cadre de ce programme établissent une base scientifique pour l'élaboration de politiques, l'atténuation, la planification et la prise de décisions en matière d'adaptation concernant certains programmes tels que le cadre stratégique fédéral sur l'adaptation, ainsi que les produits, services et outils offerts aux Canadiens. Plus particulièrement, les services climatologiques informent et aident les utilisateurs à s'adapter à la variabilité du climat actuel et aux changements climatiques à moyen et à long terme. Ce programme met des données et des renseignements scientifiques à la disposition de tous les ordres de gouvernement du Canada, du milieu universitaire, de l'industrie, des consortiums, des conseils des normes et de la communauté scientifique nationale et internationale, y compris des organisations telles que l'Organisation météorologique mondiale, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et la Société canadienne de météorologie et d'océanographie. Le programme s'acquitte des responsabilités prévues par la *Loi sur le ministère de l'Environnement*, la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (1999), la *Loi sur la gestion des urgences* (2007), la *Loi sur le Conseil national de recherches* (Commission canadienne des codes du bâtiment et de prévention des incendies) et la *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques* (articles 4 et 5 sur la surveillance et la recherche). La prestation du programme peut inclure des contributions et des subventions à l'appui de Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
20 296 620	20 172 418	19 737 150

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
180	177	172

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 2.1.3 : Information, prévisions et outils climatologiques			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les clients et utilisateurs disposent de l'information dont ils ont besoin sur les projections climatiques, les scénarios et les ensembles de données climatiques sur diverses échelles temporelles et spatiales	Nombre annuel de téléchargements des ensembles de données climatiques	25 000	Mars 2015
a Objectif 1 de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) : Changements climatiques – Réduire les niveaux d'émissions de gaz à effet de serre afin d'atténuer la	Indicateur de la Stratégie fédérale de développement durable : La mesure des progrès en matière d'adaptation est complexe étant donné la nature et la portée très vaste des incidences possibles. À court terme, la mesure pour la Stratégie fédérale de	Cible 1.2 de la Stratégie fédérale de développement durable : Mesures d'adaptation pour les changements climatiques – Réduire	

gravité et les effets inévitables des changements climatiques	développement durable sera axée sur les mesures du rendement de mesures gouvernementales particulières qui devraient pouvoir être incluses dans le prochain rapport d'étape de la Stratégie fédérale de développement durable. Il se peut que celles-ci soient complétées dans l'avenir par d'autres indicateurs mesurant les résultats en matière d'adaptation pour le Canada d'une manière plus large.	la vulnérabilité des individus, des communautés, des régions et des secteurs économiques aux répercussions des changements climatiques en élaborant et en fournissant des renseignements et des outils	
---	--	--	--

a) Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Information, prévisions et outils climatologiques, le Ministère :

- Continuera d'offrir des services et des données climatologiques de qualité optimale au public et aux principaux clients, notamment en utilisant des sites Internet clés tels que celui du [Centre canadien de la modélisation et de l'analyse climatique](#)^{xliii} et du [Réseau canadien des scénarios de changements climatiques](#)^{xliv}, celui sur les [données climatiques canadiennes ajustées et homogénéisées](#)^{xlv} ainsi que le site [climat.meteo.gc.ca](#)^{xvi}.
- Appuiera de façon continue l'application des codes du bâtiment au Canada et à l'échelle internationale, ce qui comprend la communication de renseignements sur le vent et les surcharges de neige ainsi que les extrêmes de températures et de précipitations afin de soutenir l'application du *Code national du bâtiment du Canada*.
- Améliorera l'information offerte dans le cadre du [Réseau canadien des scénarios de changements climatiques](#)^{xlvii}, de même que les modèles régionaux du climat afin de produire des projections climatiques à une résolution spatiale supérieure pour l'Amérique du Nord et l'Arctique.
- Élaborera une stratégie pour les services climatologiques afin d'évaluer la possibilité de créer d'autres produits et services.
- Contribuera à la mise en œuvre du [Cadre mondial pour les services climatologiques](#)^{xlviii} sur les plans international, national et régional, ce qui comprend l'amélioration de la prestation des services climatologiques pour faciliter l'adaptation aux changements climatiques au Canada.
- Participera, en collaboration avec ses partenaires du milieu universitaire, aux campagnes de recherche sur le terrain, financées tout au long de la première année complète de contribution aux réseaux de Recherche sur les changements climatiques et l'atmosphère du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.
- Publiera, dans la documentation scientifique, de nouvelles connaissances sur un certain nombre d'enjeux concernant le Ministère, notamment les expériences sur la modélisation du climat mondial et régional, la détection d'influence humaine sur les changements climatiques, l'analyse des tendances et de la variabilité du système climatique, la compréhension des tendances climatiques dans le Nord et la cryosphère canadienne (neige et glace), et le rôle des gaz à effet de serre et des aérosols dans le système climatique.
- Contribuera aux évaluations du climat à l'échelle internationale.

Programme 2.2 : Services météorologiques et environnementaux pour les utilisateurs ciblés

Description du programme

Ce programme fournit des prévisions et des avertissements fiables, précis et opportuns ainsi que des renseignements météorologiques et environnementaux afin de prévoir les risques et les possibilités relatifs aux conditions changeantes de la météo, de l'eau, de la qualité de l'air et du climat, de les gérer et de s'y adapter. Il fait appel à la surveillance, à la recherche, à la prévision et à la prestation de services, fondées sur des principes scientifiques éprouvés, afin d'aider les Canadiens à prendre des décisions éclairées pour protéger leur santé, leur sécurité et leur prospérité économique. Comme un effort mondial est nécessaire pour surveiller, comprendre et prévoir les conditions de la météo, de l'eau, de la qualité de l'air, de la glace de mer et du climat en perpétuel changement, le programme s'appuie sur différents collaborateurs au Canada et dans le monde entier. Les principaux partenaires sont l'Organisation météorologique mondiale des Nations Unies et son Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ainsi que les médias, les universités et tous les ordres de gouvernement du Canada. Le programme respecte les responsabilités du Ministère qui lui sont conférées par la *Loi sur le ministère de l'Environnement*, la *Loi sur les renseignements en matière de modification du temps*, la *Loi sur la gestion des urgences* (2007), la Convention de l'Organisation météorologique mondiale, et les protocoles d'entente conclus avec des organismes météorologiques nationaux et les agences spatiales. Il fournit également des prévisions et des renseignements en cas d'urgences environnementales associées à la libération de matières toxiques et radioactives dans l'atmosphère. Des subventions et des contributions à l'appui des Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens sont utilisées comme des éléments de ce programme.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
25 266 280	25 266 280	20 608 912	18 816 401

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
464	426	415

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Programme 2.2 : Services météorologiques et environnementaux pour les utilisateurs ciblés

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les secteurs visés disposent des renseignements et des services météorologiques et environnementaux nécessaires pour fonctionner de façon efficiente et sécuritaire	Niveau combiné de satisfaction des principaux clients du Service météorologique du Canada (SMC), à partir de l'énoncé « les services fournis par le Service météorologique du Canada répondent à mes besoins »	7,5 sur 10 des principaux clients	Mars 2015

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du programme Services météorologiques et environnementaux pour les utilisateurs ciblés, le Ministère :

- Continuera d'offrir des services adaptés aux utilisateurs ciblés, y compris NAV CANADA, Transports Canada, la Garde côtière canadienne, Défense nationale et divers secteurs économiques et commerciaux.
- Fournira des renseignements de meilleure qualité sur la météo et les glaces dans le Nord canadien en collaboration avec la Garde côtière canadienne, la Défense nationale et d'autres ministères, et poursuivra la recherche permettant d'appuyer ces efforts.
- Continuera de tirer parti des investissements réalisés dans le programme 2.1 (Services météorologiques et environnementaux pour les Canadiens) en s'assurant que les produits de prestige et d'autres produits de transformation, dont le système de prévisions de la prochaine génération, sont conçus et mis en œuvre en tant que système intégré. Il sera ainsi possible de retirer efficacement les outils désuets, tels que les logiciels existants, et de permettre l'application complète des nouveaux concepts et des nouvelles techniques de prévision afin de respecter les exigences des utilisateurs ciblés.

Sous-programme 2.2.1 : Services météorologiques pour la navigation aérienne

Description du sous-programme

Ce programme fournit à l'industrie aéronautique et à son organisme de réglementation des services météorologiques (observations, prévisions et avertissements) tous les jours de l'année et en tout temps. Il soutient les buts et les missions de NAV CANADA et de Transports Canada, et soutient les compagnies aériennes nationales et internationales qui exercent leurs activités en territoire canadien dans leurs prises de décisions tactiques requises pour maximiser leur efficacité et leur sécurité. Le programme comprend également le centre d'avis de cendres volcaniques (VAAC), un des neuf centres de ce type dans le monde qui fonctionnent sous l'autorité de l'Organisation de l'aviation civile internationale. Le centre d'avis de cendres volcaniques prévoit le transport de cendres volcaniques aériennes pour réduire le risque de catastrophes aériennes et offre un soutien et une ressource auxiliaire opérationnels à d'autres centres d'avis de cendres volcaniques dans le monde. Le programme est offert dans le cadre d'un contrat entre Environnement Canada et NAV CANADA.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
4 695 243	4 695 243	4 695 244

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
163	160	158

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 2.2.1 : Services météorologiques pour la navigation aérienne			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
NAV CANADA et l'industrie aéronautique ont les renseignements et les services météorologiques dont ils ont besoin pour maximiser leur efficacité et la sécurité aérienne	Indice global de la satisfaction de la clientèle, sur une échelle de 1 (insatisfaisant) à 10 (excellent)	7,5 sur 10	Mars 2015

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Services météorologiques pour la navigation aérienne, le Ministère :

- Continuera d'offrir à NAV CANADA des prévisions et des services météorologiques aéronautiques pertinents, en temps opportun et de qualité supérieure.
- Mettra à jour les techniques et outils de production de programmes pour tirer parti des avancements dans les méthodes de production, dont la promotion de l'automatisation des outils de prévision et l'amélioration de la technologie de transfert des données.

Sous-programme 2.2.2 : Services météorologiques et des glaces pour la navigation maritime**Description du sous-programme**

Ce programme offre aux industries marines et aux organismes réglementaires des prévisions sur l'état de la mer, l'état des glaces et la météo, tous les jours de l'année et en tout temps. Il appuie l'Organisation maritime internationale en fournissant des renseignements météorologiques sur les eaux arctiques canadiennes et internationales. Il appuie également les objectifs et les mandats de la Garde côtière canadienne (GCC) de Pêches et Océans Canada. Le programme soutient l'industrie maritime et les autres groupes qui opèrent en eaux canadiennes, comme la marine marchande, les pêcheries et les entreprises qui exploitent les ressources naturelles, dans leur prise de décisions tactiques (p. ex. trajectoire des navires) qui visent à optimiser leur efficacité et leur sécurité. En tant que collaborateur clé, la Garde côtière canadienne diffuse aux parties intéressées par le milieu marin de l'information en rapport avec ce programme et fournit des renseignements produits sur place concernant la météo, l'état de la mer et l'état des glaces à Environnement Canada. Ce programme est dirigé en partie par un protocole d'entente avec Pêches et Océans Canada pour des services relatifs à l'état actuel et prévu des glaces sur les eaux navigables canadiennes. Le programme respecte les responsabilités prévues par la *Loi sur le ministère de l'Environnement*, la *Loi sur les océans* et la *Loi sur les pêches*. Il soutient aussi les engagements de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, 1974, du Système mondial de détresse et de sécurité en mer et du Service des glaces de l'Amérique du Nord.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
12 309 715	7 773 785	7 773 785

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
157	123	122

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 2.2.2 : Services météorologiques et des glaces pour la navigation maritime			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les collectivités maritimes possèdent l'information sur la météo, les vagues et les glaces dont elles ont besoin pour fonctionner en toute sécurité et de manière efficace dans les eaux canadiennes	Pourcentage des navigateurs qui indiquent une satisfaction par rapport aux produits offerts, y compris la capacité d'accéder à l'information	Cible à déterminer une fois qu'une valeur de référence est mesurée (en 2014)	À déterminer
	Pourcentage des clients et des organisations du secteur ciblé qui déclarent avoir tenu compte de l'information concernant l'état des glaces dans leurs décisions	Cible à déterminer une fois qu'une valeur de référence est mesurée (en 2014)	À déterminer

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Services météorologiques et des glaces pour la navigation maritime, le Ministère :

- Poursuivra sa collaboration avec ses partenaires nationaux et internationaux afin de créer des produits cohérents et d'améliorer les services, y compris ceux compatibles avec les systèmes électroniques de navigation maritime.
- Renouvelera ses accords de collaboration avec la Garde côtière canadienne afin de poursuivre la diffusion d'information sur la météo maritime et l'état des glaces, assurant ainsi un transport maritime sécuritaire dans le cadre de ses activités, particulièrement dans le Nord.
- Achèvera la mise en œuvre d'un service intégré concernant la météo maritime et l'état des glaces pour les eaux internationales de l'Arctique.
- Poursuivra les activités de recherche et développement afin d'améliorer les modèles actuels de surveillance de la météo et des glaces et de créer un nouveau modèle, soit le premier modèle en haute résolution regroupant atmosphère-océan-glaces pour l'Arctique et l'Atlantique Nord. Le nouveau modèle sera plus utile pour prévoir la concentration et la vitesse de la glace de mer, la pression interne des glaces et les courants océaniques.

Sous-programme 2.2.3 : Services météorologiques pour les opérations militaires

Description du sous-programme

Ce programme fournit au ministère de la Défense nationale les renseignements, les prévisions et les outils météorologiques et océanographiques nécessaires aux Forces canadiennes pour réaliser leurs activités au Canada et à l'étranger. Il s'agit d'un programme de collaboration qui fonctionne en vertu d'un protocole d'entente officiel avec le ministère de la Défense nationale. Il répond aux besoins spécifiques des Forces canadiennes et recouvre les coûts supplémentaires engagés par le ministère de la Défense nationale. Ce programme joue un rôle essentiel dans la réalisation des activités des Forces canadiennes.

car il assure l'efficacité et la sécurité des manœuvres tactiques et stratégiques à l'intérieur du Canada et dans diverses zones militaires actives du monde. Il aide également le ministère de la Défense nationale à s'acquitter de ses responsabilités légales et réglementaires prises en vertu de la *Loi sur l'aéronautique* qui jette les fondements juridiques de la sécurité aérienne militaire.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
2 935 200	2 935 200	2 935 200

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
105	104	102

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 2.2.3 : Services météorologiques pour les opérations militaires			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Le ministère de la Défense nationale (MDN) possède les renseignements et les connaissances météorologiques et océanographiques dont il a besoin pour optimiser ses opérations au Canada et à l'étranger	Indice de la satisfaction de la clientèle, sur une échelle de 1 (insatisfaisant) à 10 (excellent), qui combine les entrées des données de l'enquête et les commentaires de la direction du ministère de la Défense nationale	7,0 sur 10	Mars 2015

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Services météorologiques pour les opérations militaires, le Ministère :

- Offrira des services météorologiques au ministère de la Défense nationale au Canada et partout dans le monde.
- Tentera d'obtenir la capacité opérationnelle totale du nouveau centre météorologique conjoint à la base des Forces canadiennes de Gagetown (Nouveau-Brunswick).
- Collaborera sur les plans national et international avec les intervenants du ministère de la Défense nationale ainsi qu'avec l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et l'Organisation météorologique mondiale en vue de créer des produits et des services ciblés pour assurer des opérations militaires efficaces.
- Améliorera la collaboration canadienne avec le ministère de la Défense nationale et d'autres ministères fédéraux dans les régions de l'Arctique afin d'appuyer (si possible) des solutions rentables pour le déploiement de l'équipement, de favoriser la planification de gestion des urgences et les exercices importants, et de déterminer les nouveaux domaines nécessitant une amélioration des services.

Sous-programme 2.2.4 : Services météorologiques pour les secteurs économiques et commerciaux

Description du sous-programme

Ce programme fournit à divers secteurs économiques et commerciaux (comme les médias, les secteurs des ressources naturelles et les utilisateurs spécialisés) des services météorologiques et climatologiques, y compris des données du Réseau canadien de détection de la foudre. Les renseignements et les outils fournis servent à prendre des décisions tactiques et stratégiques visant à optimiser l'efficacité économique et commerciale, la compétitivité, le rendement environnemental et la sécurité, à court et à long terme. Ce faisant, le programme appuie les mandats de Ressources naturelles Canada, d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et d'autres acteurs (notamment les organismes provinciaux). De nombreux secteurs économiques sont sensibles aux changements météorologiques et climatiques, notamment en ce qui a trait à la sécurité et à la rentabilité de leurs activités (p. ex. la livraison juste-à-temps et la lutte antiparasitaire), à la demande de leurs services (l'hydroélectricité) et à l'avenir de leur industrie. Les services de données spécialisées permettent aux utilisateurs d'obtenir des renseignements pertinents, notamment grâce à des mécanismes tels que les liens vers des données spécialisées ou les consultations individuelles. Ce programme est mis en œuvre dans tout le Canada grâce à des collaborations concernant des données et des connaissances scientifiques, souvent selon le principe de la récupération des coûts ou du partage des frais.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
5 326 122	5 204 684	3 412 172

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
39	39	33

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 2.2.4 : Services météorologiques pour les secteurs économiques et commerciaux			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les secteurs économiques canadiens ciblés possèdent les données météorologiques dont ils ont besoin pour leur processus décisionnel	Niveau de satisfaction des médias concernant les services offerts par Environnement Canada, sur une échelle de 1 (insatisfaisant) à 10 (excellent)	7,5 sur 10	Mars 2015

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Services météorologiques pour les secteurs économiques et commerciaux, le Ministère :

- Examinera les possibilités, dans le secteur de l'électricité, d'étendre l'utilisation des renseignements sur la foudre provenant du réseau national de détection de la foudre d'Environnement Canada.

- Continuera de développer les ensembles de données disponibles afin de répondre aux besoins croissants des utilisateurs spécialisés, particulièrement au moyen du mini-entrepôt de données de Service météorologique du Canada.

Résultat stratégique 3 : Les menaces que représente la pollution pour les Canadiens ainsi que pour leur environnement sont minimisées.

Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Émissions canadiennes de gaz à effet de serre (équivalents de dioxyde de carbone) en mégatonnes	Cible du cadre de mesure du rendement : La cible nationale du Canada est une réduction de 17 % par rapport aux niveaux de 2005	2020
Objectif 1 de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) : Changements climatiques – Réduire les niveaux d'émissions de gaz à effet de serre afin d'atténuer la gravité et les effets inévitables des changements climatiques	Cible 1.1 de la Stratégie fédérale de développement durable : Atténuation des changements climatiques – Par rapport aux niveaux d'émissions de 2005, réduire l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre (GES) au Canada de 17 % d'ici 2020	2020
Indicateur de la Stratégie fédérale de développement durable : Incidence prévue des mesures pour atteindre la cible de réduction		
Concentrations ambiantes de matière particulaire fine (MP _{2,5}) (i) moyenne de 24 heures (ii) moyenne annuelle	Normes nationales de qualité de l'air ambiant de 2015 pour la matière particulaire fine (MP _{2,5}) (i) 28 µg/m ³ (ii) 10 µg/m ³	Décembre 2015
Concentrations ambiantes de l'ozone troposphérique (moyenne de 8 heures)	Normes nationales de qualité de l'air ambiant de 2015 pour l'ozone troposphérique : 63 parties par milliard (ppb)	Décembre 2015

Programme 3.1 : Gestion des substances et des déchets

Description du programme

Les activités de ce programme visent à réduire les menaces que représentent la pollution et les déchets découlant des activités humaines pour la santé et l'environnement. Le programme évalue les risques pour l'environnement que posent des substances ayant déjà un usage commercial (substances existantes) et celles qu'on propose d'introduire au Canada (nouvelles substances). De plus, il élabore et met en place des mesures pour prévenir ou gérer les risques posés par ces substances et ces déchets. Les contributions qui facilitent la gestion des substances et des déchets sont utilisées en tant que composantes de ce programme.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
75 747 789	75 747 789	73 834 432	44 042 633

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
628	615	430

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Programme 3.1 : Gestion des substances et des déchets



Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les menaces que représentent les substances nocives et les déchets pour les Canadiens et leurs effets sur l'environnement sont réduits.	Pourcentage des régions de drainage où les recommandations canadiennes ou fédérales pour la qualité de l'environnement ne sont pas dépassées pour des substances sélectionnées présentes dans les sédiments, l'eau ou le biote	Polybromodiphényléthers (PBDE) : 80 % pour l'ensemble des milieux d'échantillonnage Sulfonate de perfluorooctane (SPFO) : 80 % pour l'ensemble des milieux d'échantillonnage	Septembre 2013 (à signaler dans le Rapport ministériel sur le rendement de 2014-2015) Septembre 2014 (à signaler dans le Rapport ministériel sur le rendement de 2015-2016)
Objectif 4 de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) : Conservation et remise en état des écosystèmes, de la faune et de l'habitat, et protection de la population canadienne – Favoriser des écosystèmes résistants comptant des populations fauniques saines afin de permettre aux Canadiens de profiter des milieux naturels, des ressources et des services écologiques pour des générations à venir		Cible 4.8 de la Stratégie fédérale de développement durable : Gestion des produits chimiques – Réduire les risques pour les Canadiens et les incidences sur l'environnement et la santé humaine que posent les rejets de substances nocives ³	

³ Environnement Canada partage la responsabilité de cette cible avec Santé Canada.

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du programme Gestion des substances et des déchets, Environnement Canada :

- Poursuivra l'exécution du [Plan de gestion des produits chimiques](#)^{xlix} en entreprenant une panoplie d'activités, notamment les évaluations des substances nouvelles et actuelles, la création et la mise en œuvre d'instruments de gestion du risque, les activités intégrées de surveillance et de suivi environnemental, les recherches ciblées sur les substances d'intérêt prioritaire, la tenue de l'[Inventaire national des rejets de polluants](#)^l et la participation à divers [forums internationaux sur les produits chimiques](#)^{ll}.
- Mettra en application le [Règlement sur les urgences environnementales](#)^{lll} et le [Règlement sur les renseignements concernant les substances nouvelles](#) et les accords sur les avis connexes.
- Continuera de diriger l'exécution du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux.

Sous-programme 3.1.1 : Gestion des substances

Description du sous-programme

Il s'agit d'une initiative conjointe entre Santé Canada et Environnement Canada. Ce programme vise à évaluer toutes les substances commerciales existantes ayant été identifiées dans le cadre du Plan de gestion des produits chimiques, ainsi que les nouvelles substances, après notification de l'industrie en charge de leur importation ou de leur fabrication des risques pour l'environnement. Le programme se fonde sur une évaluation scientifique des risques, sur des mesures réglementaires opportunes et sur des activités visant à établir des priorités (ou toute autre mesure, au besoin) pour assurer la gestion de ces substances. Il a pour objectif d'améliorer la gestion des substances par le biais d'activités de recherche et de surveillance, d'effectuer le suivi des rejets de polluants grâce à la production de rapports pour l'[Inventaire national des rejets de polluants](#), et de garantir la mise en place de mesures adéquates en matière de gestion du risque et de favoriser la collaboration à l'échelle nationale et internationale. Il joue la transparence avec les intervenants grâce à des mécanismes de concertation. Par obligations internationales, on entend la Convention de Bâle, la Convention de Rotterdam, la Convention de Stockholm, la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance et la Convention de Minamata. L'exécution du programme comprend une contribution évaluée à l'Organisation de coopération et de développement économiques. Ce programme s'appuie également sur les règlements et autres mesures de contrôle pour réduire les risques associés à la fin de vie des substances préoccupantes, aux déplacements internationaux et inter provinciaux des déchets dangereux et des matières recyclables dangereuses.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
49 328 823	49 398 859	27 338 252

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
410	404	270

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 3.1.1 : Gestion des substances			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date butoir
Réduction des rejets de substances toxiques et d'autres substances préoccupantes dans l'environnement	Rejets canadiens de certaines substances contrôlées	Isoprène : réduction de 80 %	Mars 2016
Objectif 4 de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) : Conservation et remise en état des écosystèmes, de la faune et de l'habitat, et protection de la population canadienne – Favoriser des écosystèmes résistants comptant des populations fauniques saines afin de permettre aux Canadiens de profiter des milieux naturels, des ressources et des services écologiques pour des générations à venir	Indicateur de la Stratégie fédérale de développement durable : Réduction des rejets de substances nocives (mercure, cadmium, plomb et isoprène) dans l'environnement	Cible 4.8 de la Stratégie fédérale de développement durable : Gestion des produits chimiques – Réduire les risques pour les Canadiens et les incidences sur l'environnement et la santé humaine que posent les rejets de substances nocives ⁴	

**Faits saillants de la planification**

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Gestion des substances, le Ministère :

- Mènera des recherches ciblées sur les questions et les substances d'intérêt prioritaire du Plan de gestion des produits chimiques⁴ (PGPC) et de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (1999) [LCPE (1999)] et publiera des évaluations provisoires ou finales des substances existantes signalées pour examen futur sur le site Internet du Plan de gestion des produits chimiques (PGPC).
- Évaluera les 450 nouveaux produits chimiques, nanomatériaux et produits de la biotechnologie notifiés avant qu'ils entrent au Canada et interviendra dès que possible lorsque l'évaluation révèle un risque pour la santé humaine ou l'environnement.
- Entreprendra des activités intégrées de suivi environnemental et de surveillance des produits chimiques prioritaires dans l'air, l'eau, les sédiments, les poissons, les oiseaux et les eaux usées afin de détecter et de caractériser les changements environnementaux.
- Poursuivra la création, la mise en œuvre et l'administration d'instruments de contrôle de gestion des risques (p. ex. règlements et codes de pratique) afin de gérer les risques posés par les substances nocives.
- Fera le suivi et signalera à l'aide de l'Inventaire national des rejets de polluants⁴ l'information sur le rejet, l'élimination et le recyclage de plus de 300 substances préoccupantes.
- Participera à diverses initiatives internationales qui soutiennent les efforts nationaux de gestion rationnelle des produits chimiques.
- Déterminera et mettra en application les meilleures pratiques de gestion des déchets pour réduire les rejets de substances toxiques⁴, en collaboration avec les provinces, les territoires et autres.
- Poursuivra le développement de la technologie de l'information moderne et l'élaboration de solutions de gestion de l'information pour la prestation de programmes, y compris un système de déclaration électronique des déchets dangereux et des matières recyclables dangereuses.

⁴ Environnement Canada partage la responsabilité de cette cible avec Santé Canada.

Sous-programme 3.1.2 : Gestion des effluents

Description du sous-programme

Ce programme gère les risques pour l'environnement et la santé humaine causés par le rejet et le dépôt de résidus de déchets (p. ex. les effluents). Cela nécessite d'élaborer, de mettre en œuvre et d'administrer des stratégies et des programmes, tels que des plans de prévention de la pollution, des règlements, des codes de pratique, des lignes directrices ainsi que des ententes de rendement environnemental. Il fonctionne en vertu de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (1999) et de la *Loi sur les pêches* afin d'aborder les rejets de déchets et les substances préoccupantes dans les secteurs industriel et public, y compris, sans toutefois s'y limiter, le secteur minier et de la transformation, la foresterie, les eaux usées et d'autres secteurs. Les principales activités comprennent la tenue de recherches et d'analyses des risques, l'élaboration et la mise en œuvre de règlements et d'autres instruments de contrôle, l'évaluation des résultats de la surveillance des effets sur l'environnement dans les installations réglementées, la prestation de conseils techniques pour les évaluations environnementales, ainsi qu'agir à titre de centre de liaison pour le Ministère en ce qui concerne les dispositions de la *Loi sur les pêches* relatives à la prévention de la pollution. Plus précisément, le programme administre les dispositions de la *Loi sur les pêches* relatives à la prévention de la pollution, y compris l'élaboration de mesures en matière de gestion du risque, mais aussi le *Règlement sur les effluents des systèmes d'assainissement des eaux usées* pour réduire les menaces qui pèsent sur les poissons et leurs habitats et la santé humaine découlant de la contamination du poisson. Les responsables du programme travaillent de concert avec les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut, le Québec et Terre-Neuve-et-Labrador à l'élaboration de normes de qualité minimale des effluents d'eaux usées dans le Grand Nord canadien. Ils travaillent également sur une révision du *Règlement sur les effluents des systèmes d'assainissement des eaux usées* pour inclure le Grand Nord et mettent en application le *Règlement sur les effluents des mines de métaux* et le *Règlement sur les effluents des fabriques de pâtes et papiers* en vertu de la *Loi sur les pêches* pour contrôler ou gérer les rejets de substances nocives dans l'eau et ainsi protéger la qualité de l'eau et les écosystèmes aquatiques.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
7 179 294	6 893 002	6 893 002

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
77	74	73

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 3.1.2 : Gestion des effluents			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Prévention de la pollution des effluents découlant des secteurs réglementés par la <i>Loi sur les pêches</i>	Pourcentage des installations dont les rejets ne dépassent pas les limites réglementées et respectent l'exigence relative à la non-létalité des effluents	95 %	Mars 2015

 <p>Objectif 3 de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) : Qualité de l'eau et quantité d'eau – Protéger et améliorer l'eau pour qu'elle soit propre, saine et sécuritaire pour tous les Canadiens et qu'elle soutienne des écosystèmes sains</p>	<p>Indicateurs de la Stratégie fédérale de développement durable</p> <p>Qualité des effluents des mines de métaux – pourcentage des installations dont les rejets atteignent les limites réglementaires</p> <p>Qualité des effluents des fabriques de pâtes et papiers – pourcentage des installations dont les rejets atteignent les limites réglementaires</p>	<p>Cible 3.11 de la Stratégie fédérale de développement durable : Effluents des eaux usées et effluents industriels – Réduire les risques associés aux effluents des eaux usées (eaux résiduelles) et des secteurs industriels d'ici 2020</p>	2020
	<p>Charge (en tonnes) de matières exerçant une demande biologique en oxygène et de matières solides totales en suspension provenant des installations de traitement des eaux usées sous réserve des règlements fédéraux</p> <p>Indicateurs de la Stratégie fédérale de développement durable</p> <p>Qualité des effluents des eaux usées – pourcentage des systèmes d'assainissement dont les rejets atteignent les limites réglementaires</p> <p>Charge des effluents des eaux usées – charge de matières exerçant une demande biologique en oxygène et de matières solides en suspension</p>	<p>Cible du cadre de mesure du rendement à déterminer (en 2015)</p> <p>Cible 3.11 de la Stratégie fédérale de développement durable : Effluents des eaux usées et effluents industriels – Réduire les risques associés aux effluents des eaux usées (eaux résiduelles) et des secteurs industriels d'ici 2020</p>	À déterminer



Faits saillants de la planification



En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Gestion des effluents, le Ministère :

- Poursuivra son travail en vue d'étendre le *Règlement sur les effluents des mines de métaux* pour y inclure les mines de diamant et de charbon en procédant à des consultations multilatérales afin d'obtenir de la rétroaction sur les changements proposés au Règlement.
- Poursuivra la mise en œuvre du *Règlement sur les effluents des systèmes d'assainissement des eaux usées* et collaborera avec les provinces et territoires en vue de simplifier leur administration et éviter le chevauchement dans la mesure du possible au moyen d'accords bilatéraux.
- Collaborera avec Pêches et Océans Canada afin d'améliorer l'efficacité et simplifier l'administration de la *Loi sur les pêches*.

Sous-programme 3.1.3 : Pollution marine

Description du sous-programme

Ce programme évalue, contrôle et surveille l'élimination des déchets et d'autres matières en mer et prodigue des conseils sur la pollution du milieu marin par les navires. Depuis 2010, le programme a également la responsabilité de mesurer et de surveiller le risque des répercussions sur le milieu marin des activités humaines ou du trafic maritime canadien dans l'Antarctique. Il s'appuie sur une combinaison d'instruments réglementaires et non réglementaires pour prévenir la pollution marine. Il traite des effets sur les sédiments et les autres déchets, il impose des interdictions et des contrôles, il évalue l'admissibilité des demandeurs et délivre les permis pour l'immersion en mer et les expéditions en Antarctique et il met au point des normes et des outils d'aide à la décision et de contrôle. Le programme favorise la coordination à l'échelle fédérale des activités de prévention de la pollution marine (causée par les navires), et il est soumis à la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (1999), y compris à la section 3 de la Partie 7 consacrée à l'immersion en mer et à la *Loi sur la protection de l'environnement en Antarctique* (2003). Le programme satisfait également aux obligations internationales, y compris la Convention de Londres et le Protocole de Londres, le Traité sur l'Antarctique et le Protocole de Madrid et contribue à faire avancer les positions canadiennes pouvant influer sur les règles mondiales en vue de réduire et de gérer la pollution maritime mondiale de toutes origines. Deux frais de recouvrement des coûts s'appliquent aux permis d'immersion en mer : des frais de demandes pour l'évaluation de tous les permis et des droits de permis pour l'évaluation des déblais de dragage et des matières inertes inorganiques.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
1 191 370	1 191 370	1 191 370

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
20	20	20

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 3.1.3 : Pollution marine			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Réduction de la pollution marine causée par l'immersion en mer non contrôlée	Pourcentage des activités de suivi environnemental des sites d'immersion qui n'exigent aucune mesure de gestion à l'égard des sites	Cible du cadre de mesure du rendement : 85 %	Mars 2015

	<p>Objectif 3 de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) : Qualité de l'eau et quantité d'eau – Protéger et améliorer l'eau pour qu'elle soit propre, saine et sécuritaire pour tous les Canadiens et qu'elle soutienne des écosystèmes sains</p>	<p>Cible 3.9 de la Stratégie fédérale de développement durable : Pollution marine – Immersion en mer – S'assurer que l'immersion autorisée soit durable de manière à ce que 85 % des activités de suivi environnemental des sites d'immersion ne fassent pas ressortir la nécessité de prendre des mesures de gestion à l'égard des sites (comme leur fermeture) de 2013 à 2016</p>	2016
---	---	---	------

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Pollution marine, le Ministère :

- Apportera d'autres améliorations dans la prestation et la direction du programme sur l'immersion en mer^M.
- Entreprendra la mise en œuvre au Canada des modifications apportées au Protocole de Londres afin de réglementer la mise en place d'objets en mer pour les besoins de la géoingénierie marine, y compris la fertilisation des océans.
- Continuera d'améliorer la procédure et les directives qui soutiennent les demandes, processus et évaluations de permis.

Sous-programme 3.1.4 : Urgences environnementales

Description du sous-programme

Ce programme vise à réduire la fréquence et les conséquences des déversements et des autres urgences environnementales faisant intervenir des substances toxiques et d'autres substances dangereuses. Il comprend cinq activités principales : la prévention, la préparation, l'intervention, le rétablissement et la recherche et le développement. La prévention consiste à réglementer les installations chimiques afin d'élaborer et de mettre en œuvre des plans d'urgence environnementale. La préparation inclut la coordination et la planification des capacités de préparation internationale, nationale et régionale en cas d'urgence environnementale, ainsi que la cartographie des zones sensibles. L'intervention comprend la supervision des interventions entreprises par les parties responsables, la prestation de conseils scientifiques et techniques sur les conditions météorologiques et l'état de la mer, ainsi que sur le comportement et les effets des produits chimiques, la cartographie des zones sensibles et la modélisation de trajectoire, le témoin d'incidents d'envergure et l'exploitation du Centre national des urgences environnementales à Montréal (ligne d'urgence 24 heures sur 24, 7 jours sur 7). Les activités de rétablissement consistent à évaluer les dommages causés et à prodiguer des conseils aux pollueurs pour les aider à réhabiliter un environnement endommagé par une urgence environnementale. Autres activités : élaborer des modèles de déversement, des méthodes d'analyse, des algorithmes sur le devenir et les comportements, des capacités de mesure et de télédétection, des protocoles de décontamination et des contremesures utilisées en cas d'incident.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
10 223 358	9 439 290	6 746 690

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
79	77	66

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 3.1.4 : Urgences environnementales			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date butoir
Les personnes réglementées se conforment aux exigences et aux obligations relatives au <i>Règlement sur les urgences environnementales</i>	Pourcentage des installations qui doivent disposer de plans d'urgence environnementale qui les ont en place conformément au <i>Règlement sur les urgences environnementales</i>	100 %	Mars 2015
Fréquence stable ou réduite des urgences environnementales dans les installations visées par le <i>Règlement sur les urgences environnementales</i>	Pourcentage des installations réglementées visées par le <i>Règlement sur les urgences environnementales</i> ayant signalé une urgence environnementale et qui disposent d'un plan d'urgence environnementale	Moins de 1 %	Mars 2015
 Objectif 4 de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) : Conservation et remise en état des écosystèmes, de la faune et de l'habitat, et protection de la population canadienne – Favoriser des écosystèmes résistants comptant des populations fauniques saines afin de permettre aux Canadiens de profiter des milieux naturels, des ressources et des services écologiques pour des générations à venir	Nombre d'urgences environnementales dans les installations visées par le <i>Règlement sur les urgences environnementales</i>	Cible 4.7 de la Stratégie fédérale de développement durable : Catastrophes, urgences et incidents environnementaux – Prévenir les catastrophes, urgences et incidents environnementaux ou atténuer leurs répercussions	

**Faits saillants de la planification**

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Urgences environnementales, le Ministère :

- Mettra en application le *Règlement sur les urgences environnementales*^{IV}, le *Règlement sur les renseignements concernant les substances nouvelles*^V (en vertu de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (1999) et de la *Loi sur les pêches*) ainsi que les accords sur les avis connexes qui permettent le transfert opportun des renseignements sur les incidents de pollution au Ministère.
- Élaborera des propositions de modification du *Règlement sur les urgences environnementales* (ajouter des substances et améliorer les exigences de l'industrie quant à la prévention, à la préparation, à l'intervention, et au rétablissement nécessaires aux urgences environnementales).

- Entamera la renégociation des accords officiels avec les provinces et territoires, et procédera aux modifications à y apporter quant à l'envoi des notifications de déversements et de rejets de substances à Environnement Canada.

Sous-programme 3.1.5 : Sites contaminés

Description du sous-programme

Ce programme appuie principalement les responsabilités d'Environnement Canada découlant du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (PASCF), une initiative horizontale du gouvernement du Canada échelonnée sur 15 ans qui vise à réduire les risques pour la santé humaine et l'environnement que présentent les sites contaminés fédéraux connus, ainsi que les obligations financières fédérales connexes. Seize ministères et organismes fédéraux et sociétés d'État consolidées responsables des sites contaminés, notamment Environnement Canada, participent au Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux à titre de gardiens des sites. Il incombe aux responsables du programme des sites contaminés d'assurer le Secrétariat du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux, d'élaborer les directives et les politiques du programme et de fournir du soutien expert aux gardiens fédéraux pour les aider dans la réalisation d'activités de gestion des risques, d'évaluation et d'assainissement au sein de leurs sites. En outre, le Secrétariat du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux coordonne la mise en place du cadre stratégique concernant les sites communs. Dans le cadre des programmes des sites contaminés, Environnement Canada fournit aussi un avis technique et scientifique aux ministères gardiens responsables du projet sur les étangs de goudron de Sydney.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
7 824 944	6 911 911	1 873 319

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
42	40	2

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 3.1.5 : Sites contaminés			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date butoir
Réduction du passif dans les lieux contaminés fédéraux à risque supérieur	Réduction du passif pour tous les sites de classe 1 et de classe 2 financés par le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (PASCF) durant la phase II du Plan	1,17 milliard	Mars 2016

Réduction du risque que posent les sites contaminés fédéraux pour l'environnement et la santé humaine	Nombre de sites de classe 1 et de classe 2 financés par le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux où des activités de réduction du risque ont été réalisées	368 sites	Mars 2016
---	---	-----------	-----------



Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Sites contaminés, le Ministère :

- Assurera la surveillance de la prestation continue du [Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux](#) (PASCF) en partenariat avec d'autres ministères et organismes fédéraux et des sociétés d'État consolidées.
- Analysera les besoins en matière de financement pour s'assurer que les fonds soient affectés aux sites hautement prioritaires et élaborera une proposition pour le renouvellement du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (phase III, 2016-2017 à 2019-2020).
- Assurera le suivi du rendement du programme et communiquera l'information au public, et recommandera des politiques et des procédures devant être prises en considération par les comités de gouvernance du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux.
- Fournira des conseils éclairés pour aider les gardiens fédéraux à évaluer et à assainir leurs sites contaminés afin de veiller à ce que les sites hautement prioritaires soient traités en vertu du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux et de réduire les risques écologiques posés par ces sites.
- Donnera des directives propres au site pour réduire encore plus les risques et offrira une orientation et une formation aux gardiens.
- Continuera d'évaluer et d'assainir les sites dont Environnement Canada est responsable.

Programme 3.2 : Changements climatiques et qualité de l'air

Description du programme

Ce programme vise à protéger la santé des Canadiens, l'état de l'environnement et l'économie canadienne des effets néfastes des polluants atmosphériques et des répercussions des émissions de gaz à effet de serre grâce à l'élaboration et à la mise en œuvre de règlements et d'autres mesures de contrôle. Les actions s'inspirent d'analyses scientifiques et économiques valables ainsi que de la surveillance des émissions et des rapports connexes. Le travail dans le cadre de ce programme comprend les éléments suivants : collaboration soutenue avec d'autres gouvernements et intervenants; conseils scientifiques et technologiques d'experts en environnement, évaluations et gestion de programmes en appui aux décisions en matière d'investissements technologiques, à l'élaboration de politiques et aux règlements; coopération avec les États-Unis en vue d'harmoniser les règlements sur les gaz à effet de serre au besoin, de réduire la pollution atmosphérique transfrontalière et de favoriser la mise au point de technologies propres. Il comprend aussi la participation et la contribution aux forums internationaux, ainsi qu'aux négociations connexes, afin d'aborder les changements climatiques et la pollution atmosphérique transfrontalière ainsi qu'aux processus bilatéraux et multilatéraux pour appuyer les positions et les objectifs du Canada. Ce programme fait aussi appel à des contributions à l'appui des changements climatiques et de la qualité de l'air, de même qu'à des subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrisse la couche d'ozone.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
154 813 450	234 152 193	117 621 925	54 823 824

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
699	688	338

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Programme 3.2 : Changements climatiques et qualité de l'air			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les risques que représentent les polluants atmosphériques et les émissions de gaz à effet de serre pour les Canadiens, leur santé et leur environnement sont réduits	Émissions totales de gaz à effet de serre de sources ciblées ou réglementées	La cible nationale du Canada est une réduction de 17 % par rapport aux niveaux de 2005	2020
 Objectif 2 de la Stratégie fédérale de développement durable (SFDD) : Pollution atmosphérique – Diminuer les menaces à la qualité de l'air afin que l'air respiré par les Canadiens soit propre et soutienne des écosystèmes sains	Émissions canadiennes de polluants atmosphériques de sources ciblées Indicateur de la Stratégie fédérale de développement durable : Indicateurs des émissions atmosphériques d'oxydes de soufre, d'oxydes d'azote, de composés organiques volatils, de matières particulières, de monoxyde de carbone et d'ammoniac	Cible du cadre de mesure du rendement : Diminution de la moyenne mobile sur 3 ans de toutes les substances suivies Cible 2.1 de la Stratégie fédérale de développement durable : Améliorer la qualité de l'air extérieur en assurant la conformité aux limites d'émissions réglementées nouvelles ou modifiées d'ici 2020 et réduire du même coup les émissions de polluants atmosphériques pour atteindre des objectifs du Système de gestion de la qualité de l'air (SGQA)	Mars 2015 2020

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du programme Changements climatiques et qualité de l'air, le Ministère :

- Contribuera aux forums internationaux afin de mesurer, de surveiller et de traiter les polluants climatiques de courte durée de vie, y compris dans le cadre du Conseil de l'Arctique et de la Coalition pour le climat et l'air pur.
- Poursuivra l'élaboration de règlements à l'appui de l'approche sectorielle en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ce travail sera fondé sur les réalisations à ce jour à l'égard de l'engagement du Canada visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.
- Poursuivra le travail avec les provinces et territoires sur la mise en œuvre du Système de gestion de la qualité de l'air (SGQA).
- Continuera d'établir des mesures réglementaires et non réglementaires pour réduire les émissions de polluants atmosphériques provenant des principaux secteurs industriels.
- Facilitera l'harmonisation des normes relatives aux émissions avec les normes plus rigoureuses des États-Unis pour les véhicules et moteurs. Poursuivra l'établissement d'un système en-ligne, unique et harmonisé, de déclaration des émissions de gaz à effet de serre (GES) et de polluants atmosphériques, et continuera de respecter les obligations du Canada en matière de déclaration des émissions de gaz à effet de serre provenant des installations industrielles.
- Tiendra à jour l'Inventaire national des rejets de polluants^{ix}, ce qui comprend le respect des exigences relatives à la déclaration des rejets de polluants atmosphériques, et poursuivra la publication de l'inventaire des émissions de polluants atmosphériques du Canada; maintiendra le Programme de déclaration des émissions de gaz à effet de serre^x, ce qui comprend le respect des exigences en matière de publication des émissions de gaz à effet de serre provenant des installations industrielles; tiendra à jour l'Inventaire national annuel des gaz à effet de serre^{xii} et le rapport sur les tendances afin de satisfaire aux exigences de déclaration nationales et internationales.

Sous-programme 3.2.1 : Programme de réglementation sur les changements climatiques et la qualité de l'air

Description du sous-programme

Ce programme a été mis sur pied pour élaborer des approches nationales concernant les changements climatiques et la pollution atmosphérique. Il vise à contrôler les émissions de gaz à effet de serre et les polluants atmosphériques et à faire la promotion d'approches scientifiques permettant l'élaboration de nouvelles normes et de nouveaux règlements. Les principales activités du programme se concentrent sur l'élaboration et l'application de règlements visant à réduire les émissions provenant des industries, du transport, des produits commerciaux et des biens de consommation, tout en maintenant la compétitivité économique. Le programme comprend aussi l'analyse des enjeux transversaux et les souplesses en matière de conformité, ainsi que les accords d'équivalence avec les provinces et les consultations avec l'industrie, avec les gouvernements provinciaux, territoriaux et avec les autres parties prenantes. Les responsables du programme collaborent avec les provinces et territoires par l'intermédiaire du Conseil canadien des ministres de l'environnement, et ils sont en train de mettre en place un nouveau Système de gestion de la qualité de l'air qui consiste notamment à établir de nouvelles normes sur la qualité de l'air extérieur, à imposer des exigences relatives aux émissions industrielles. Ils travaillent aussi avec d'autres compétences, y compris les États-Unis, pour lutter, tant à l'échelle régionale qu'internationale, contre la pollution atmosphérique transfrontalière. Les activités clés du programme sont appuyées par une analyse

juridique et économique, ainsi que par des activités de recherche, de surveillance et de modélisation scientifiques sur les effets de la pollution atmosphérique, ce qui sert de base pour élaborer, mettre en œuvre et évaluer les normes et les règlements. Les activités du programme incluent la collecte de données, l'estimation des émissions et la production de rapports afin de soutenir les programmes nationaux et de respecter les exigences internationales. Ces activités comprennent : la conception et la mise en œuvre de l'initiative de guichet unique visant à offrir un système unique et harmonisé pour produire un rapport sur les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques; le maintien du programme de déclaration des émissions de gaz à effet de serre pour effectuer le suivi des progrès réalisés en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre; l'estimation des émissions et de l'absorption des gaz à effet de serre et l'élaboration, la soumission et la publication du rapport d'inventaire national annuel des gaz à effet de serre et de l'inventaire des émissions de polluants atmosphériques du Canada; et la soumission des données sur les émissions à la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et aux États-Unis afin de respecter les engagements aux termes de l'annexe sur l'ozone et d'évaluer les résultats généraux de réduction des émissions de polluants atmosphériques.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
95 534 501	92 896 637	35 877 758

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
609	599	284

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 3.2.1 : Programme de réglementation sur les changements climatiques et la qualité de l'air			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Réduction des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre des sources réglementées ou ciblées	Émissions industrielles canadiennes de matières particulières totales (MPT), de dioxyde de soufre (SO ₂), d'oxydes d'azote (NO _x), de composés organiques volatils (COV), de mercure (Hg) et d'ammoniac (NH ₃)	À déterminer lors de la mise au point des règlements	À déterminer
	Émissions par le secteur canadien des transports de particules (MP ₁₀), d'oxydes d'azote (NO _x) et de composés organiques volatils	Diminution continue des émissions totales	mars 2015
	Émissions canadiennes de gaz à effet de serre (équivalents de dioxyde de carbone) en mégatonnes (MT) provenant de sources industrielles et mobiles	À déterminer à l'aide de l'approche sectorielle visant à lutter contre les changements climatiques	À déterminer



Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du Programme de réglementation sur les changements climatiques et la qualité de l'air, le Ministère :

- Mettra au point le *Règlement modifiant le Règlement sur les émissions de gaz à effet de serre des automobiles à passagers et des camions légers*^{hiv}, et poursuivra l'élaboration de projets de règlement pour les autres secteurs.
- Tiendra à jour les inventaires des émissions de polluants atmosphériques et de gaz à effet de serre afin de respecter les exigences de déclaration nationales et internationales, et améliorera la perspective régionale des sources et puits de gaz à effet de serre au Canada.
- Poursuivra la collaboration avec les provinces intéressées en vue d'établir des accords d'équivalence concernant les règlements régissant les polluants atmosphériques et les gaz à effet de serre, et gérera son système de déclaration à guichet unique pour assurer la déclaration réglementaire des émissions atmosphériques – y compris les gaz à effet de serre, les polluants atmosphériques et les substances chimiques.
- Continuera l'élaboration de l'ébauche du *Règlement multisectoriel sur les polluants atmosphériques*^{hiv} afin de mettre en œuvre les exigences de base relatives aux émissions industrielles (EBEI) du Système de gestion de la qualité de l'air (SGQA).
- Fixera des normes plus rigoureuses relatives à la pollution atmosphérique dans le cas des nouveaux véhicules, camions et certains véhicules lourds, et poursuivra son travail pour réduire la teneur en soufre dans l'essence.
- Poursuivra les évaluations des conséquences des émissions du dioxyde d'azote (NO₂) et du dioxyde de soufre (SO₂) sur l'environnement au Canada, et consultera les intervenants en vue de mettre à jour les Normes nationales de qualité de l'air ambiant concernant ces polluants.
- Continuera de fournir des données de surveillance de haute qualité et son expertise à l'appui du Système de gestion de la qualité de l'air (y compris ses normes nationales de qualité de l'air ambiant actuelles et prévues et évaluations connexes), de l'Accord Canada-États-Unis sur la qualité de l'air et d'autres obligations internationales.
- Publierà dans la documentation scientifique de nouvelles connaissances relatives à la recherche sur la qualité de l'air concernant les polluants atmosphériques, les modèles multi-échelles de prévision de la qualité de l'air, la recherche climatique et la première évaluation scientifique canadienne exhaustive du mercure.
- Poursuivra sa collaboration avec le gouvernement de l'Alberta et les intervenants locaux pour mettre en œuvre le *Plan conjoint de mise en œuvre Canada-Alberta de la surveillance des sables bitumineux*^{hiv}.

Sous-programme 3.2.2 : Partenariats internationaux sur les changements climatiques et la qualité de l'air

Description du sous-programme

Les responsables de ce programme dirigent l'élaboration et la mise en œuvre d'accords bilatéraux et internationaux pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques à l'échelle mondiale, et ils coordonnent la politique, les positions de négociation et la participation du Canada dans les forums internationaux pertinents. Les responsables de ce programme représentent également le Canada au Sommet des leaders nord-américains, ils dirigent le processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et les processus complémentaires internationaux et y participent dans le but d'aboutir à la création d'un accord international exhaustif et

contraignant sur les changements climatiques. Ils s'efforcent de faire valoir les objectifs et positions du Canada dans le cadre de négociations et de forums internationaux, tels que la Coalition pour le climat et l'air pur visant à réduire les polluants climatiques de courte durée de vie, le Conseil de l'Arctique, l'Initiative mondiale sur le méthane et la Global Alliance for Clean Cookstove. Le programme répond aux exigences internationales en apportant son concours à diverses organisations telles que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et l'Institut interaméricain de recherche sur les changements à l'échelle du globe. Les responsables du programme travaillent aussi avec les États-Unis grâce à l'Accord sur la qualité de l'air [Canada-États-Unis], pour lutter, tant à l'échelle régionale qu'internationale, contre la pollution atmosphérique transfrontalière. Ce programme s'efforce également d'instaurer le dialogue sur l'énergie propre entre les États-Unis et le Canada afin de soutenir la collaboration bilatérale sur les priorités en matière d'énergie propre, ainsi qu'avec la Commission de coopération environnementale pour répondre aux problèmes liés aux changements climatiques et à la qualité de l'air. Les responsables du programme prennent également part aux négociations en cours et à l'adoption de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontalière à longue distance. À l'aide de l'Inventaire national des rejets de polluants, les responsables du programme préparent et soumettent l'inventaire des émissions de polluants atmosphériques (APEI) pour répondre aux besoins du pays et respecter les exigences internationales en matière de production de rapports. De plus, ils coordonnent la participation du Canada en vertu du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrisse la couche d'ozone et de son Fonds multilatéral dans le but de garantir l'élimination progressive des substances appauvrissant la couche d'ozone à l'échelle planétaire. La participation du Canada au Protocole de Montréal rend possible l'adoption d'une proposition nord-américaine visant à diminuer progressivement la consommation et la production d'hydrofluorocarbures (HFC) de façon à compléter les dispositions prises sur les HFC en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. En participant au Fonds multilatéral, les responsables du programme s'engagent à ce que le Canada verse sa contribution obligatoire au Fonds et héberge le secrétariat à Montréal (octroi de subventions pour faciliter l'application des dispositions du Protocole de Montréal). Le programme soutient, en collaboration avec d'autres ministères et conformément aux programmes internationaux, les priorités internes du Canada en matière de changements climatiques.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
16 817 489	16 801 192	10 987 504

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
42	41	8

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 3.2.2 : Partenariats internationaux sur les changements climatiques et la qualité de l'air			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisation
Les négociations et accords internationaux sur les polluants atmosphériques et les gaz à effet de serre (GES) vont de pair avec les priorités et intérêts du Canada	Pourcentage des objectifs énoncés à atteindre dans les négociations ou accords internationaux qui ont été atteints ou atteints en grande partie	70 % pour chaque catégorie (négociations et accords)	Mars 2015



Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Partenariats internationaux sur les changements climatiques et la qualité de l'air, le Ministère :

- Dirigera les efforts du Canada déployés dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, ce qui comprend les négociations visant à conclure un accord global sur les changements climatiques et l'accomplissement des obligations du Canada en vertu de la Convention.
- Collaborera avec les partenaires internationaux en vue de réduire les polluants climatiques de courte durée dans le cadre du Conseil de l'Arctique, du Protocole de Gothenburg relatif à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de l'Initiative mondiale sur le méthane, du Protocole de Montréal, de l'Organisation maritime internationale et de la Coalition pour le climat et l'air pur.
- le Canada, comme membre fondateur de la Coalition pour le climat et l'air pur, continuera, par le biais d'initiatives, à collaborer avec ses partenaires afin de lutter contre les changements climatiques, tout en tenant compte de la qualité de l'air et la santé, en ciblant les polluants climatiques de courte durée. Ces initiatives incluent les moteurs à diesel, les déchets solides et les exploitations pétrolières et gazières.
- Continuera de participer aux forums multilatéraux et aux organisations internationales (p. ex. Forum des grandes puissances économiques sur l'énergie et le climat, Organisation de coopération et de développement économiques, Commission de coopération environnementale et Programme des Nations Unies pour l'environnement), et soutiendra les contributions canadiennes au G-8, au G-20 et à l'Organisation météorologique mondiale à l'égard des changements climatiques.
- Continuera de participer aux partenariats bilatéraux sur les changements climatiques et la qualité de l'air avec ses partenaires clés, dont la Chine, le Mexique et les États-Unis (Dialogue États-Unis – Canada sur l'énergie propre).
- Poursuivra sa collaboration avec les États-Unis visant à réduire la pollution atmosphérique transfrontalière grâce à l'Accord Canada-États-Unis sur la qualité de l'air de 1991, et achèvera la mise à jour apportée à l'Évaluation Canada-États-Unis portant sur le transport frontalier des particules de 2004.
- Poursuivra sa collaboration avec les partenaires internationaux dans le cadre de la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance afin d'aborder la pollution atmosphérique transfrontalière à l'échelle régionale, en Europe, au Canada et aux États-Unis.
- Se préparera en vue de l'inventaire national des gaz à effet de serre (avril 2015) en s'assurant que les principaux renseignements sont inclus.

Sous-programme 3.2.3 : Technologie environnementale

Description du sous-programme

Ce programme permet à des spécialistes de réaliser des évaluations et des analyses de l'environnement d'un point de vue scientifique et technologique en vue d'appuyer l'élaboration de politiques, les règlements et les décisions prises par le gouvernement du Canada relativement aux investissements en technologies d'assainissement de l'air et de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Les responsables supervisent le fonctionnement de la fondation Technologies du développement durable Canada avec Ressources naturelles Canada et divers autres programmes technologiques et scientifiques liés aux technologies propres. Grâce aux analyses et évaluations réalisées par des spécialistes dans le

cadre de ce programme, il est possible de promouvoir les technologies propres afin que les priorités du gouvernement concernant l'assainissement de l'air, l'atténuation des changements climatiques et l'infrastructure verte soient prises en compte.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
121 800 203	7 924 096	7 958 562

Remarque : la diminution des dépenses prévues en 2014-2015 comparativement aux dépenses prévues en 2015-2016 est attribuable en grande partie à la réduction du financement de la fondation Technologies du développement durable Canada.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
48	47	46

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 3.2.3 : Technologie environnementale			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisations
Réduction des émissions découlant de la mise en œuvre de nouvelles technologies environnementales	Réduction annuelle des émissions de gaz à effet de serre (en équivalent de dioxyde de carbone) découlant de l'utilisation de technologies environnementales	7,1 mégatonnes	2015
	Réduction annuelle des émissions de polluants atmosphériques (principaux polluants atmosphériques) découlant de l'utilisation de technologies environnementales	0,0221 mégatonne	2025



Faits saillants de la planification

En 2014-2015, par l'intermédiaire du sous-programme Technologie environnementale, le Ministère :

- Participera aux principaux programmes fédéraux des technologies ([Technologies du développement durable Canada](#)^{xxv} et [Fonds municipal vert](#)^{xxvi}) afin de maximiser les avantages pour l'environnement et d'harmoniser les résultats prévus avec les priorités ministérielles (voir la section [Sciences et technologie](#)^{xxvii}).
- Dirigera le processus d'élaboration d'une norme internationale (dans le cadre de l'Organisation internationale de normalisation) pour le [Programme de vérification des technologies environnementales](#)^{xxviii}. Elle assurera l'harmonisation des spécifications techniques du processus de vérification des technologies environnementales partout dans le monde et favorisera l'acceptation mondiale et le commerce international des technologies vérifiées.
- Analysera et évaluera les répercussions des technologies nouvelles sur l'environnement (p. ex. stimulation de réservoirs de gaz de schiste, bioénergie, géoingénierie et pipelines).

Programme 3.3 : Promotion de la conformité et application de la loi – Pollution

Description du programme

Ce programme contribue à réduire les dommages et les risques sur l'environnement naturel et la biodiversité au moyen de la promotion et de l'application des lois administrées par Environnement Canada. Les activités portent sur la pollution, notamment les substances toxiques, leur rejet dans l'atmosphère, l'eau et la terre, ainsi que l'importation et l'exportation de déchets dangereux qui présentent un risque pour l'environnement ou la santé humaine. Le programme entretient un contingent d'agents de promotion de la conformité et d'application de la loi. Les activités des agents de promotion de la conformité visent à aider les réglementés à mieux connaître et comprendre les règlements et les autres mesures de gestion des risques en vertu de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* et de la *Loi sur les pêches*, et les aider à s'y conformer. L'objectif est d'améliorer l'efficacité nécessaire pour atteindre les résultats environnementaux souhaités. Les agents fournissent aussi des renseignements sur les exigences des mesures de gestion des risques, sur les avantages découlant de la conformité et sur les sanctions possibles en cas de non-conformité, le cas échéant. Les agents d'application de la loi collectent des renseignements, procèdent à des inspections pour vérifier la conformité avec les lois et les règlements et mènent des enquêtes afin de pouvoir prendre les mesures d'application de la loi appropriées contre les contrevenants. Les responsables du programme travaillent avec les États-Unis et le Mexique sous l'égide de la Commission nord-américaine de coopération environnementale afin de renforcer l'application des lois environnementales dans un contexte transfrontalier. Le programme offre également de la formation aux agents, des systèmes de gestion de l'information pour les nouveaux règlements et leur administration et s'appuie sur la prestation de conseils d'experts scientifiques et technologiques, y compris les conseils scientifiques visant à favoriser les activités de promotion de la conformité et les mesures d'application de la loi.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
38 324 642	38 324 642	37 797 194	29 424 579

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
296	292	234

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

Mesure du rendement

Sous-programme 3.3 : Promotion de la conformité et application de la loi – Pollution			
Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cibles	Date de réalisations
Conformité aux lois et aux règlements sur la pollution administrés par Environnement Canada	Conformité aux exigences réglementaires des règlements sélectionnés	Hausse de 10 % de la conformité comparativement à la valeur de référence	<i>Règlement sur le nettoyage à sec : 2015-2016</i> <i>Règlement sur les effluents des fabriques de pâtes et papiers : 2016-2017</i> <i>Règlement sur les effluents des mines de métaux : 2017-2018</i>



Faits saillants de la planification

(voir aussi Programme 1.4 : Promotion de la conformité et application de la loi – Faune)

En 2014-2015, par l'intermédiaire du programme Promotion de la conformité et application de la loi – Pollution, le Ministère :

- Continuera d'entreprendre des activités de promotion de la conformité, et de produire des rapports connexes sur les exigences réglementaires relatives à la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement* (1999) et les dispositions en matière d'environnement de la *Loi sur les pêches*, et ce, en mettant l'accent sur les petites et moyennes entreprises et les Premières Nations.
- Continuera d'établir des taux de conformité de base pour éclairer la promotion de la conformité et les activités d'application de la loi et pour être en mesure d'adapter les stratégies afin de traiter les tendances et les enjeux de conformité et d'informer le public.
- Apportera des améliorations continues à sa présence sur Internet pour favoriser la promotion de la conformité aux exigences réglementaires afin de créer des renseignements clairs, uniformes et faciles à trouver sur les exigences environnementales.
- Poursuivra son partenariat et sa collaboration avec d'autres ministères fédéraux concernant l'élaboration des politiques pour renforcer les capacités d'application de la loi dans le Nord.
- Procédera au déploiement de la première phase d'un nouveau système d'information en matière d'application de la loi, et à la centralisation des données afin de faciliter ses activités de promotion de la conformité et d'application de la loi.
- Déterminera les secteurs prioritaires relatifs à l'application de la loi en collaboration avec les experts et partenaires, ainsi qu'en examinant les données recueillies dans le cadre d'inspections, d'enquêtes et de collectes de renseignements. Le Ministère se penchera également sur les questions opérationnelles nécessitant une attention particulière pour permettre l'exécution de la loi qui est juste et prévisible partout au pays.
- Poursuivra l'élaboration d'un régime de sanctions administratives péquénaires prévu en vertu de la *Loi sur les pénalités administratives en matière d'environnement* par l'intermédiaire duquel le gouvernement fédéral met en œuvre son engagement à promouvoir la protection des eaux, de l'air, des sols et des espèces sauvages au moyen d'une application plus efficace de la loi.

Services internes

Description des services internes

Les services internes sont des groupes d'activités et de ressources connexes qui sont administrés afin de soutenir les besoins des programmes et des autres obligations générales d'une organisation. Ces groupes sont les suivants : services de gestion et de surveillance; services des communications; services juridiques; services de gestion des ressources humaines; services de gestion financière; services de gestion de l'information; services de technologie de l'information; services des biens immobiliers; services du matériel; services d'acquisition; autres services administratifs. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources qui s'appliquent au sein d'une organisation et non celles qui sont fournies pour un programme en particulier.

Ressources financières budgétaires (en dollars [\$])

Budget principal des dépenses 2014-2015	Dépenses prévues 2014-2015	Dépenses prévues 2015-2016	Dépenses prévues 2016-2017
181 427 802	181 427 802	177 365 530	165 332 951

Remarque : La prolongation, la réduction ou l'augmentation du financement des programmes financés temporairement est assujetti aux décisions du gouvernement. Les résultats de ces décisions seront reflétés dans les budgets futurs ainsi que dans les documents relatifs au Budget des dépenses du Ministère.

Ressources humaines (équivalents temps plein - ETP)*

2014-2015	2015-2016	2016-2017
1 472	1 433	1 342

Les totaux peuvent différer d'un tableau à l'autre et à l'intérieur d'un même tableau en raison de l'arrondissement des chiffres.

9

Faits saillants de la planification

En 2014-2015, les services internes d'Environnement Canada entreprendront des initiatives qui permettront au Ministère de contribuer aux objectifs pangouvernementaux et de s'harmoniser avec ceux-ci afin d'accélérer les systèmes et les processus favorisant une efficacité accrue. Plus particulièrement, le *Ministère s'engagera à ce qui suit* :

1. Continuer à remodeler les systèmes et opérations du Ministère afin d'en accroître l'efficacité.
 - Mettre à jour le système financier du Ministère en adoptant le nouveau logiciel (SAP), conformément à la nouvelle orientation du gouvernement du Canada.
 - Faire progresser le programme de gestion des données du Ministère à l'appui des initiatives pangouvernementales sur la gestion des données, le gouvernement transparent et les directives sur la tenue des documents.
 - Transformer les systèmes de courriel et l'infrastructure Internet du Ministère afin qu'ils soient en harmonie avec les initiatives du gouvernement du Canada.
 - Rationaliser l'inventaire des applications logicielles du Ministère pour réduire le nombre de logiciels désuets ou en double.

2. Améliorera les processus opérationnels et les services communs afin de maintenir ou d'améliorer les niveaux de service et la satisfaction de la clientèle.
 - Procédera à un exercice de transformation opérationnelle liée à la mise en œuvre du SAP pour poursuivre la normalisation, la rationalisation et l'intégration des processus opérationnels relatifs aux finances, au matériel et aux biens afin d'appuyer la réduction des coûts des opérations gouvernementales.
 - Favorisera l'utilisation plus efficace des outils offerts – ce qui comprend les améliorations de la présence du Ministère en direct et sur les médias sociaux – pour faciliter l'échange d'information avec les Canadiens sur les services et les réalisations du Ministère.
3. Mettra en application la stratégie de gestion des personnes et les initiatives connexes afin de créer une main-d'œuvre adaptive et mobile, ainsi qu'un lieu de travail moderne.
 - Mettra en œuvre une stratégie de gestion du changement appuyant le personnel dans le cadre de la transition d'un certain nombre d'organismes centraux et de changements ministériels qui ont un effet sur les personnes et les processus opérationnels, y compris le soutien de la vision stratégique d'Objectif 2020 du greffier du Conseil privé.
 - Appliquera de nouvelles approches à la gestion du rendement et des limitations fonctionnelles.
 - Progressera vers les processus opérationnels courants de ressources humaines et un nouveau système d'information de gestion des ressources humaines (PeopleSoft 9.1).

Écologisation des opérations gouvernementales

Environnement Canada participe à la Stratégie fédérale du développement durable (SFDD) de 2013-2016 et contribue aux cibles du thème IV (Écologisation des opérations gouvernementales) dans le cadre du programme des services internes. Le Ministère prévoit :

- réduire les émissions de gaz à effet de serre provenant de ses bâtiments et de son parc de véhicules à 17 % en dessous des niveaux de 2005 d'ici 2020.
- atteindre un niveau de performance environnementale reconnu par l'industrie comme étant élevé dans le cas des projets et des opérations relatifs aux biens immobiliers du gouvernement du Canada.
- prendre des mesures pour intégrer les questions environnementales dans l'approvisionnement public, conformément à la politique fédérale d'achats écologiques.
- élaborer une approche pour maintenir ou améliorer la durabilité de ses opérations sur le lieu de travail.
- établir des cibles spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporelles en vue de réduire les répercussions sur l'environnement des services offerts à ses clients.
- prendre des mesures supplémentaires pour améliorer la gestion des eaux au sein de son portefeuille de biens immobiliers.

D'autres détails sur les activités d'Environnement Canada se trouvent dans le [tableau de renseignements supplémentaires sur l'Écologisation des opérations gouvernementales](#)¹⁰.

Section III: Renseignements supplémentaires

État des résultats prospectif

L'état des résultats condensé prospectif présenté dans cette sous-section vise à donner un aperçu général des résultats d'Environnement Canada. Les renseignements financiers prévus concernant les dépenses et les recettes sont préparés sur une base de comptabilité d'exercice pour renforcer la responsabilisation et améliorer la transparence et la gestion financière. Comme l'état des résultats prospectif est établi sur une base de comptabilité d'exercice et les prévisions et les dépenses prévues présentées dans d'autres sections du présent rapport sont établis sur la base des dépenses, les montants diffèrent.

Un état des résultats prospectif plus détaillé et des notes afférentes, comprenant un rapprochement des coûts de fonctionnement net et des autorisations demandées, peut être trouvé sur le [site internet](#)^{bois} d'Environnement Canada.

État des résultats condensé prospectif

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars (dollars)

Renseignements financiers	Résultats estimatifs 2013-2014	Résultats prévus 2014-2015	Variation
Total des dépenses	1 135 586 201	1 188 166 457	52 580 256
Total des revenus	98 285 882	88 595 384	-9 691 498
Coût de fonctionnement net	1 037 300 319	1 099 571 073	62 270 754

Le total des dépenses du ministère devrait augmenter de 52,6 millions de dollars en 2014-2015 par rapport aux résultats estimatifs de 2013-2014. L'augmentation globale est principalement attribuable au financement supplémentaire pour la fondation des Technologies du développement durable du Canada (TDDC) et le Plan d'action pour l'assainissement de l'eau. La hausse est compensée par une réduction des dépenses prévues pour des fondations, telles que la Conservation de la nature Canada (CNC), et des mesures d'économies supplémentaires annoncées dans le Budget 2012. Les recettes totales devraient diminuer de 9,7 millions de dollars en 2014-2015 en raison du calendrier des collections de revenus liées aux activités de surveillance visant les sables bitumineux.

Pour fins de comparaison, l'année 2014-2015 comprend le Budget principal des dépenses tandis que l'année 2013-2014 fourni au lecteur l'information sur les chiffres réels, le Budget principal des dépenses, les Budgets supplémentaires A et B ainsi que le Budget supplémentaire anticipé C. Elle ne comprend pas le remboursement des conventions collectives et les reports de fonds.

Liste des tableaux de renseignements supplémentaires

La liste des tableaux de renseignements supplémentaires qui figure dans le Rapport sur les plans et les priorités de 2014-2015 se trouve sur le site Internet d'Environnement Canada.

- Renseignements sur les programmes de paiements de transfert
- Renseignements sur les programmes de paiements de transfert de moins de cinq millions de dollars
- Financement pluriannuel initial
- Écologisation des opérations gouvernementales
- Initiatives horizontales
- Vérifications internes et évaluations à venir (trois prochains exercices)
- Rapport d'étape sur les projets de transformation et les grands projets de l'État

Rapport sur les dépenses fiscales et les évaluations

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances publie annuellement des estimations et des projections du coût de ces mesures dans son rapport intitulé *Dépenses fiscales et évaluations*^{boxii}. Les mesures fiscales présentées dans le rapport Dépenses fiscales et évaluations relèvent de la seule responsabilité du ministre des Finances.

Section IV : Coordonnées de l'organisation

Karen Turcotte

Directrice générale

Direction générale de la gestion ministérielle, Direction générale des finances

Environnement Canada

Téléphone : 819-953-5842

Télécopieur : 819-953-3388

Courriel : Karen.Turcotte@ec.gc.ca

Notes de fin de document

¹ Publications sur le Budget des dépenses et lois de crédits du Secrétariat du Conseil du Trésor : www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/esp-pbc/esp-pbc-fra.asp

² Certains rapports ministériels sur le rendement 2008-2009 – Ministère de l'Industrie et ministère des Transports, Rapport du Comité permanent des comptes publics, Septembre 2010 : www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?Mode=1&Parl=40&Ses=3&Language=F&DocId=4653561&File=0

³ Renforcer l'examen parlementaire des prévisions budgétaires et des crédits, Rapport du Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires, Juin 2012 : www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=5690996&Language=F&Mode=1&Parl=41&Ses=1

⁴ Cadre pangouvernemental : www.tbs-sct.gc.ca/ppg-cpr/frame-cadre-fra.aspx

⁵ Loi sur le ministère de l'Environnement : laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/E-10/index.html

⁶ Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999) : [www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-15.31/page-1.html](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-15.31/page-1.html)

⁷ Loi sur les espèces en péril : [www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-15.3/page-1.html](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-15.3/page-1.html)

⁸ Loi sur les ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux : [www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/I-20/index.html](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/I-20/index.html)

⁹ Loi sur les ressources en eau du Canada : [www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-11/index.html](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-11/index.html)

¹⁰ Loi de 1921 pour le contrôle du lac des Bois : [www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/T-10.4/page-1.html](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/T-10.4/page-1.html)

¹¹ Loi sur les renseignements en matière de modification du temps : [www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/W-5/index.html](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/W-5/index.html)

¹² Loi sur les pêches : www.ec.gc.ca/pollution/default.asp?lang=Fr&n=072416B9-1

¹³ La Loi sur la protection de l'environnement en Antarctique : www.ec.gc.ca/gdd-mw/default.asp?lang=Fr&n=56303427-1

¹⁴ Loi de 1994 sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs : www.ec.gc.ca/nature/default.asp?lang=Fr&n=496E2702-1

¹⁵ Oiseaux migrateurs protégés au Canada en vertu de la Loi de 1994 sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs : www.ec.gc.ca/nature/default.asp?lang=Fr&n=496E2702-1

¹⁶ Loi sur les espèces sauvages du Canada : www.ec.gc.ca/alef-ewe/default.asp?lang=Fr&n=E8EA5606-1

¹⁷ Loi fédérale sur le développement durable : [www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/F-8.6/](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/F-8.6/)

¹⁸ Loi canadienne sur l'évaluation environnementale (2012) : [www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-15.21/page-1.html](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-15.21/page-1.html)

¹⁹ Loi sur les pénalités administratives en matière d'environnement : [www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/E-12.5/page-1.html](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/E-12.5/page-1.html)

²⁰ Loi sur la semaine de la protection de la faune : [www.laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/W-10/index.html](http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/W-10/index.html)

²¹ Lois et règlements : www.ec.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=48D356C1-1

²² Cadre pangouvernemental : www.tbs-sct.gc.ca/ppg-cpr/frame-cadre-fra.aspx

²³ Budget principal des dépenses du Secrétariat du Conseil du Trésor : www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/esp-pbc/me_bpd-fra.asp

²⁴ Stratégie fédérale de développement durable de 2013-2016 : www.ec.gc.ca/dd-sd/default.asp?lang=Fr&n=A22718BA-1

²⁵ Stratégie ministérielle de développement durable : www.ec.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=31D9FF32-1

²⁶ Stratégie fédérale de développement durable : www.ec.gc.ca/dd-sd/Default.asp?lang=Fr&n=C2844D2D-1

²⁷ Le Programme des dons écologiques : www.ec.gc.ca/pde-egp/default.asp?lang=Fr&n=72927A52-1#_1

²⁸ Programme canadien de contrôle de la salubrité des mollusques : www.inspection.gc.ca/aliments/poisson-et-produits-de-la-mer/salubrite-des-mollusques/fra/1299826806807/1299826912745

²⁹ Plan conjoint de mise en œuvre Canada-Alberta de la surveillance des sables bitumineux : www.jointoilandsmonitoring.ca/default.asp?n=5F73C7C9-1&lang=Fr

xxx Initiative du bassin du lac Winnipeg : www.ec.gc.ca/eau-water/default.asp?lang=Fr&n=61284017-1

xxxi Site internet du Bureau des eaux : www.eau.ec.gc.ca/index_f.html

xxxii Initiative Water From Space : swot.jpl.nasa.gov/mission/

xxxiii Programme HYCOS (système d'observation du cycle hydrologique dans l'Arctique) de l'Organisation météorologique mondiale : www.whycos.org/cms/

xxxiv Stratégie fédérale de développement durable : www.ec.gc.ca/dd-sd/default.asp?lang=Fr&n=CD30F295-1

xxxv Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement : www.ec.gc.ca/indicateurs-indicators/default.asp?lang=Fr

xxxvi Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement : www.ec.gc.ca/indicateurs-indicators/default.asp?lang=Fr

xxxvii Entente Canada-Québec sur le Saint-Laurent 2011-2026 : www.planstlaurent.qc.ca/

xxxviii Organisation météorologique mondiale : www.wmo.int/pages/index_fr.html

xxxix Groupe sur l'observation de la Terre : www.earthobservations.org/index.shtml

xi Cote air santé : www.ec.gc.ca/cas-aqhi/default.asp?lang=Fr&n=065be995-1

xii Centre mondial des données sur l'ozone et le rayonnement ultraviolet : www.woudc.org/index_f.html

xiii Évaluation scientifique de l'appauvrissement de l'ozone dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement : www.ozone.unep.org/french/Assessment_Panels/SAP/

xiv Modélisation et analyse climatique : www.ec.gc.ca/ccmac-cccma/default.asp?lang=Fr

xv Réseau Canadien des scénarios de changements climatiques : www.cccsn.ec.gc.ca/?page=main&lang=fr

xvi Données Climatiques Canadiennes Ajustées et Homogénéisées (DCCAH) : www.ec.gc.ca/dccha-ahcccd/Default.asp?lang=Fr&n=B1F8423A-1

xvii climat.meteo.gc.ca : www.climate.weather.gc.ca/index_e.html

xviii Réseau Canadien des scénarios de changements climatiques : www.cccsn.ec.gc.ca/?page=main&lang=fr

xix Cadre mondial pour les services climatologiques : www.gfcs-climate.org/fr

xli Plan de gestion des produits chimiques : www.chemicalsubstanceschimiques.gc.ca/index-fra.php

¹ Inventaire national des rejets de polluants : www.ec.gc.ca/inrp-npri/Default.asp?lang=Fr&n=4A577BB9-1

² forums internationaux sur les produits chimiques: synergies.pops.int/Home/tabid/813/mct1/ViewDetails/EventModID/8849/EventID/439/xmid/8753/language/en-US/Default.aspx

³ Règlement sur les urgences environnementales : www.ec.gc.ca/ee-ue/default.asp?lang=Fr&n=9605FFBD-1

⁴ Plan de gestion des produits chimiques : www.chemicalsubstanceschimiques.gc.ca/plan/plan-fra.php

⁵ Inventaire national des rejets de polluants : www.ec.gc.ca/inrp-npri/Default.asp?lang=Fr&n=4A577BB9-1

⁶ Substances toxiques : www.ec.gc.ca/toxiques-toxics/Default.asp?lang=Fr&n=97324D33-1

⁷ Immersion en mer : www.ec.gc.ca/iem-das/Default.asp?lang=Fr&n=0047B595-1

⁸ Règlement sur les urgences environnementales : www.ec.gc.ca/ee-ue/default.asp?lang=Fr&n=9605FFBD-1

⁹ Règlements sur les avis : www.ec.gc.ca/ee-ue/default.asp?lang=Fr&n=24B3E0D7-1

¹⁰ Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux : www.federalcontaminatedsites.gc.ca/

¹¹ Inventaire national des rejets de polluants : www.ec.gc.ca/inrp-npri/Default.asp?lang=Fr&n=4A577BB9-1

¹² Programme de déclaration des émissions de gaz à effet de serre : www.ec.gc.ca/ges-ghg/default.asp?lang=Fr&n=F3E7B38E-1

¹³ Inventaire canadien des gaz à effet de serre : www.ec.gc.ca/ges-ghg/default.asp?lang=Fr&n=83A34A7A-1

¹⁴ Règlement modifiant le Règlement sur les émissions de gaz à effet de serre des automobiles à passagers et des camions légers : www.ec.gc.ca/cpe-cepa/fra/reglements/detailreg_cfm?intReg=192

¹⁵ Règlement multisectoriel sur les polluants atmosphériques : www.ec.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=876555C2&offset=3&toc=show

¹⁶ Plan conjoint de mise en œuvre Canada-Alberta de la surveillance des sables bitumineux : www.jointoilandsmonitoring.ca/default.asp?n=5F73C7C9-1&lang=Frg

¹⁷ Technologies du développement durable Canada : www.sdtc.ca/index.php

¹⁸ Fonds municipal vert : www.fcm.ca/accueil/programmes/fonds-municipal-vert.htm

¹⁹ Sciences et technologie : www.ec.gc.ca/scitech/

²⁰ Programme de vérification des technologies environnementales : www.etvcanada.ca/fr/

^{box} Tableaux de renseignements supplémentaires – Écologisation des opérations gouvernementales :

www.ec.gc.ca/default.asp?lang=Fr&n=31D9FF32-1

^{box} État des résultats prospectif : www.ec.gc.ca/default.asp?lang=F&n=31D9FF32-1

^{box} Dépenses fiscales du gouvernement du Canada : www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp.

www.ec.gc.ca

Pour des renseignements supplémentaires :

Environnement Canada

Informathèque

10, rue Wellington, 23^e étage

Gatineau (Québec) K1A 0H3

Téléphone : 1-800-668-6767 (au Canada seulement) ou 819-997-2800

Télécopieur : 819-994-1412

ATS : 819-994-0736

Courriel : enviroinfo@ec.gc.ca